



HAÏTI LIBERTÉ

JUSTICE • VÉRITÉ • INDÉPENDANCE

1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210 Tel: 718-421-0162

Email: editor@haitiliberte.com Web: www.haitiliberte.com

QUI VA DÉCHARGER LAMOTHE ET BRUTUS ?



Voir page 4

Le fait que Duly Brutus vient de donner sa démission pour se présenter comme candidat à la présidence pour le KID, le parti du Premier ministre de facto Evans Paul qui a succédé à Lamothe ne suggère-t-il pas une sorte de «konbinezon» vu que si Brutus sait qu'il peut trouver décharge, Lamothe, par la même voie, le trouvera également...

DES NUMÉROS POUR LA BORLETE ÉLECTORALE !



Voir page 4

Le conseil électoral provisoire CEP de Martelly-Evans Paul vient d'attribuer des numéros aux participants des prochaines joutes électorales, ce pour nous enfoncer davantage dans la logique du hasard ou du jeu de la borlette



Bay kou bliye, pote mak sonje!
Pozisyon KOD sou lafyèv elektoral la!
Page 6

English
Page 9



Inondation dans différentes zones du pays !
Page 8



L'assassinat de la Grèce!
Page 10



Dernières informations sur l'état de santé de Mumia Abu-Jamal
Page 17

A qui profiteront les élections-sélections!

Par Berthony Dupont

Si l'on considère les conditions du marasme économique, cette inflation qui ne cesse de croître, l'on réalise que le pays se trouve confronté à une crise profonde qui va en s'aggravant, d'autant que le grave problème du chômage et des chômeurs ne cesse de s'accroître. La corruption administrative n'a pas de pareil. Dans un sens, le pays est en faillite matérielle et morale torpillant ainsi les aspirations des masses populaires à un minimum de changement. Le gouvernement de Martelly-Evans Paul n'aurait pas dû voir le jour. Et pourtant il existe, continuant à chambarder l'espoir légitime du peuple.

Il faut ajouter à ce bilan, l'état précaire des services de santé publique que les récentes pluies avec inondation de la capitale et des zones environnantes ont dramatiquement illustré. Mais en vérité, tout ce que nous pouvons attendre de ce gouvernement, c'est l'intensification de l'exploitation dans l'intérêt des sociétés multinationales des industriels et des gros propriétaires terriens qui profitent tous de nos souffrances pour augmenter leurs fortunes. Le fond monétaire international, pour sa part, ne fait que s'arranger davantage pour la hausse généralisée des prix ; mesures qui vont aggraver évidemment les difficultés éprouvées par les masses populaires, les déshérités du sort. Les élections à venir doivent de préférence donner à penser au peuple haïtien non seulement à l'orientation du gouvernement actuel qui n'a rien délivré aux masses depuis son investiture en mai 2011, mais à son acharnement à favoriser plutôt les forces réactionnaires internationales décidées à aboutir à leur soi-disant verdict des urnes qu'elles sont en train de concocter.

A coté de cette intense activité électorale, se dessine un phénomène nouveau : la démobilisation des masses populaires, vu que certains dirigeants les ont abandonnées sur le pavé dans un attentisme électoral.

Face à cette situation inquiétante, la Coordination Dessalines a pris position pour annoncer qu'une prise de conscience anti-occupation, anti-élection-sélection, anti-impérialiste doit être à l'ordre du jour pour

se manifester partout dans toutes les grandes villes du pays, dans l'esprit de tous les citoyens et militants honnêtes et respectueux de la démocratie. Les organisations populaires conséquentes se réclamant explicitement d'être progressistes doivent organiser des réunions, distribuer des tracts, couvrir les murs et les rues de banderoles, de slogans, sur toute Haïti, et surtout avec de mots d'ordre pour dénoncer les pays impérialistes particulièrement les Etats-Unis qui maintiennent le régime mickiste de trafiquants et de mercenaires et qui investissent dans les élections pour continuer à jouer leur rôle déterminant et cynique dans les affaires du pays.

Ces élections-sélections ont été planifiées afin de rendre impossible toute éventualité de la lutte du peuple pour sauvegarder la souveraineté de la Nation haïtienne. C'est une machination consciemment montée pour donner une certaine crédibilité à Martelly afin d'empêcher qu'une rupture totale ne vienne mettre en péril toutes les tractations souterraines des forces exploiteuses dans le pays. Elle a été également conçue de façon à permettre éventuellement la mise en place d'une démocratie de façade et trompeuse.

Les masses populaires qui n'ont rien à gagner ni à perdre dans le processus en cours doivent être motivées pour combattre ces dirigeants néfastes que les forces obscures veulent encore nous imposer pour continuer à nous opprimer.

Les élections que les classes dominantes sont en train de préparer rentrent dans leur projet anti-démocratique de rendre le pays gouvernable, alors qu'il est ingouvernable, vu son niveau de dégénérescence. Encore une fois, Washington ferme les yeux, puisque c'est sa propre stratégie de domination et d'asservissement qui est en train de fonctionner.

Nous ne pouvons plus rester les bras croisés à attendre. Il serait dangereux de nous endormir sur nos lauriers de misère. Un patriote doit être un combattant, et un combattant un patriote. L'heure est venue au peuple de ne pas seulement rendre hommage à Toussaint Louverture et à Jean-Jacques Dessalines, mais de faire nôtre leur combat pour la liberté et contre le colonialisme.

1583 Albany Ave
Brooklyn, NY 11210
Tel: 718-421-0162
Fax: 718-421-3471

3, 2ème Impasse Lavaud
Port-au-Prince, Haïti
Tél: 509-3407-0761
Responsable:
Yves Pierre-Louis

Email :
editor@haitiliberte.com

Website :
www.haitiliberte.com

DIRECTEUR
Berthony Dupont

EDITEUR
Dr. Frantz Latour

RÉDACTION
Berthony Dupont
Wiener Kerns Fleurimond
Kim Ives
Fanfan Latour
Guy Roumer

CORRESPONDANTS EN HAÏTI
Daniel Tercier
Oxygène David
Bissainthe Annesseau

COLLABORATEURS
Marie-Célie Agnant
J. Fatal Piard
Catherine Charlemagne
Pierre L. Florestal
Yves Camille
Didier Leblanc
Jacques Elie Leblanc
Roger Leduc
Joël Léon
Claudiel C. Loiseau
Anthony Mompérouse
Dr. Antoine Fritz Pierre
Jackson Rateau
Eddy Toussaint
Ray Laforest
Edmond Bertin

ADMINISTRATION
Marie Laurette Numa
Jean Bertrand Laurent

DISTRIBUTION: CANADA
Pierre Jeudy
(514)727-6996

DISTRIBUTION: MIAMI
Pierre Baptiste
(786) 262-4457

COMPOSITION ET ARTS GRAPHIQUES
Mevlana Media Solutions Inc.
647-499-6008
computertrusting@gmail.com

WEBMASTER
Frantz Merise
frantzmerise.com

Bulletin d'Abonnement

A remplir et à retourner à Haiti Liberté 1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210
Tel : 718-421-0162, Fax 718-421-3471

Nom: _____

Prénom: _____

Adresse: _____

Ville: _____

Etat/Pays: _____

Zip Code/Code Postal: _____

Tél: _____

E-mail: _____

Modalités de paiement

Montant : \$ _____

Chèque Mandat bancaire

Carte de crédit

Numéro : _____

Date d'expiration : ____ / ____ / ____

Code de sécurité : _____

Tarifs d'abonnements

Etats-Unis

Première Classe
 \$100 pour un an
 \$50 pour six mois

Canada

\$125 pour un an
 \$65 pour six mois

Europe

\$150 pour un an
 \$80 pour six mois

Amerique Centrale, Amerique du Sud et Caraïbes

\$140 pour un an
 \$80 pour six mois

Afrique

\$150 pour un an
 \$85 pour six mois

Haïti, chronique d'une crise électorale (47)

Près de 200 partis politiques, un scandale !

Par Catherine Charlemagne

Comment faut-il interpréter la ruée des partis politiques pour se faire inscrire au Conseil Electoral Provisoire (CEP) en vue de prendre part aux scrutins devant avoir lieu dans les mois à venir ? Depuis que les responsables de l'organisme électoral ont rendu publique la liste contenant près de deux cents (188) formations et regroupements politiques, le débat fait rage en Haïti, dans la diaspora et même au sein de la Communauté internationale. Cette dernière s'inquiète d'ailleurs du nombre élevé de partis ayant fait acte de candidature et sans doute de la probable horde de candidats qui vont s'inscrire auprès de l'organisme électoral. Certains, non des moindres, à l'exemple du sénateur Andris Riché, y voient une démocratie dynamique où la liberté de chaque citoyen de pouvoir se regrouper pour défendre son droit est respectée. A l'inverse, pour d'autres, cette balkanisation de la vie politique haïtienne ne peut-être que préjudiciable pour la démocratie elle-même.

Si ce n'est pour le pays dans son ensemble. Ceux qui voient dans ces groupuscules politiques une vitalité de la vie démocratique haïtienne estiment qu'il faudra passer par là avant que les électeurs décident eux-mêmes de faire le ménage. Ce n'est point aux autorités politiques ni électorales, selon eux, de décider qui doit participer ou non à tout ce qui est de plus démocratique dans la Cité, les élections. Pour ces gens, il ne revient à personne ni même aux pouvoirs publics d'empêcher les citoyens de constituer autant de partis, plateformes et regroupements politiques qu'ils voudraient. Sauf que, dans cette vision assez idyllique des droits du peuple à se décider seul, il y a un côté surréaliste des choses. Près de deux cents organisations politiques pour une population de 10 millions d'habitants, cela veut dire qu'il y a une question de confiance. Mais il y a surtout une question d'organisation et d'efficacité. Personne ne peut croire que l'émiettement ou l'éparpillement peut servir à arranger les choses encore moins à leur donner du sens.

Bien sûr, le pluralisme politique et les opinions diverses demeurent la règle régissant le bon fonctionnement de la vie démocratique d'un Etat. De même qu'aucun principe ne peut fonctionner sans cohérence, unité, règle et utilité. A quoi bon avoir des centaines de partis politiques qui, d'ailleurs, ne représentent que celle ou celui qui le déclare si dans l'ensemble ils ne peuvent servir à grand-chose, sinon qu'à favoriser l'instabilité et l'individualisme au sein d'une assemblée requérant la majorité pour être efficace ? Au Sénat de la République, à la Chambre des députés haïtiens, le spectacle qu'offrent ces institutions pousse les gens responsables à bien réfléchir avant d'encourager l'arrivée au sein du Parlement en général de ces corps disparates. La vitalité politique d'un Etat ou d'un peuple ce n'est pas seulement le nombre de formations politiques que cette société est capable de gérer. Mais ce qu'elle peut en tirer de bien ou le profit que cela peut lui apporter.

Pour le moment et même depuis l'éclosion des partis politiques en Haïti vers la fin des années 80, l'on ne peut dire que le pays en a profité pour sortir de ses malheurs. La multiplication de ces groupuscules engendre plus de mal que de bien. Depuis au moins deux décennies, à chaque élection annoncée dans le pays, l'on assiste à un phénomène incroyable et inimaginable ailleurs : la naissance d'une kyrielle de partis politiques bidons. Malheureusement, faute de stabilité politique, les autorités étatiques n'ont jamais pu se pencher sur cette aberration, n'en déplaise à ceux qui y voient une démocra-

tie en plein essor. Malgré une loi sur les partis politiques votée il y a deux ans dans les deux Chambres du Parlement haïtien, cela n'a pas suffi pour dissuader des individus n'ayant aucun sens du devoir et de responsabilité de continuer à surcharger les registres du Ministère de la Justice de groupuscules juste pour le besoin de la cause.

C'est-à-dire juste pour les périodes électorales.

Sachant qu'avec un parti politique fantomatique, mais dûment enregistré il y a moyen de soutirer quelques sous au trésor public, divers subterfuges permettent cette sorte de « business » organisé. En souscrivant d'une part son parti fictif à l'organisme électoral au moment d'élections ; ce qui garantit quasiment un peu d'argent dans le cadre du financement des partis politiques prenant part aux scrutins. Surtout d'avoir la possibilité de souscrire un crédit auprès d'une banque ou



Qui l'eut cru, la plateforme Pitit Desalin de l'ex-sénateur et membre fondateur du G6 disposait dès le premier jour de son ticket

des amis. Et d'autre part, cela permet de se livrer à un véritable commerce de titre de propriété soit en louant le nom et le logo du parti soit à un candidat à la présidence de la République soit à divers candidats à des postes de sénateurs, députés et autres pouvoirs locaux. Le pire, tout le monde connaît l'existence de ce trafic de location de titres y compris les pouvoirs publics sans que personne n'intervienne afin d'y mettre un terme à ce scandaleux commerce du principe de la démocratie représentative.

Certes, beaucoup de ces partis politiques sont appelés par dérision en Haïti, « particules » tant qu'ils ne représentent rien en terme d'électorat et d'audience au sein de la population. N'empêche que cela demeure une affaire qui marche pour les propriétaires de ces mouvances politiques. Après ce qui s'était passé lors des élections de 2006 avec une myriade de ces petits partis et plateformes, les observateurs politiques étaient persuadés que les acteurs avaient tiré des leçons. Quant aux élections de 2010 et 2011 qui étaient un vrai fiasco, ils s'attendaient à un chiffre plus raisonnable. C'est d'autant plus vrai, l'actuel processus était tellement laborieux avant d'y parvenir à ce stade, personne n'aurait imaginé que cela allait être pire qu'il y a dix ans. D'autres facteurs donnaient à espérer qu'on pouvait être en dessous du nombre de partis qu'on a l'habitude de voir lors des campagnes électorales.

S'agissant de la crise préélectorale et des multiples manifestations ayant émaillé la présidence de Michel Martelly. Plusieurs formations politiques historiques, de vraies, n'ont pas cessé tout au long de ces quatre années de dire qu'elles n'iraient pas aux élections tant que le régime du pouvoir TètKale aurait la haute main sur l'appareil de l'Etat. Sans oublier une série de plateformes et d'anciens regroupements politiques ou fraîchement constitués qui occupaient



le « béton » des rues de la capitale et des villes de province pour exiger le départ du Président Michel Martelly avant d'accepter la moindre participa-

mandat présidentiel dans son fauteuil.

Le plus surprenant, voire révélateur, dans ce jeu de cache-cache entre le Président Martelly et l'opposition la plus tenace, c'est la découverte au cours de ces derniers mois, d'une opposition radicale qui avait tout prévu y compris sa participation aux prochains scrutins. Pendant que les leaders de cette opposition franchement hostile au régime faisaient tout pour renverser le pouvoir, secrètement leurs organisations mettaient tout en place afin qu'ils soient prêts et opérationnels le moment venu que ce soit auprès du Ministère de la Justice que ce soit auprès du Conseil Electoral Provisoire qu'ils contestaient publiquement. Mais dans le plus grand secret ils concoctaient ou préparaient leurs dossiers officiels. Ce qui explique qu'aujourd'hui la quasi totalité, sinon tous les partis les plus farouchement opposés au gouvernement et qui se disaient contre les élections, ont tous été agréés par le CEP pour les futurs scrutins. Alors que des partis qui ont pignon sur rue depuis des années ont été recalés faute de n'avoir pas présenté des dossiers complets ou à cause d'autres anomalies inhérentes à l'amateurisme institutionnel haïtien. C'est vraiment l'arroseur arrosé.

Qui l'eut cru, la plateforme Pitit Desalin de l'ex-sénateur et membre fondateur du G6 disposait dès le premier jour de son ticket. Tandis qu'une formation politique comme le GREH du colonel Himmler Rebu qu'on ne présente plus s'en est pris à deux fois avant d'obtenir son passeport auprès du CEP. Le colonel et son parti s'étaient retrouvés dans un premier temps en butte avec les autorités électorales parce qu'un autre GREH avait émergé dans le paysage politique haïtien sans

que personne ne s'en fut rendu compte, pas même le vigilant colonel, ancien ministre de Martelly de surcroît. Bien sûr tout ceci relève d'un cafouillage au sein du CEP et d'un manque de sérieux de l'institution au point de vue de l'organisation et des structures politiques. Mais cela démontre aussi le danger qui existe quand un paysage politique est morcelé et lézardé en prenant l'apparence d'un vrai gruyère dont on ne sait où introduire le couteau. D'ailleurs, une erreur de comptage de l'équipe menée par Pierre-Louis Opont avait donné au préalable le chiffre faramineux de 192 partis.

Finalement, après vérification, quelqu'un au CEP s'est aperçu qu'il y a en réalité 188 formations politiques. Et pour cause. Quatre organisations avaient été comptabilisées en double au sein du Service juridique. Tout de même, sur les 188 partis et plateformes inscrits après rectification, 166 ont été officiellement agréés pour participer aux élections. Seulement 22 ont été écartés



Le GREH du colonel Himmler Rebu qu'on ne présente plus s'en est pris à deux fois avant d'obtenir son passeport auprès du CEP

définitivement après le recours auprès du Service contentieux du Conseil. Une bonne affaire pour le régime. Car au point de vue politique, le Président Martelly est sur le point de gagner son deuxième pari : ramener tout le monde vers les élections. Après avoir cédé sur tout, à commencer par le lâchage de son ami Laurent Lamothe, le Président tient la corde et marque des points à ceux qui s'opposent aux élections. Sans oublier la Communauté internationale qui avait toujours confiance en lui pour mener à bien la barque du processus électoral vu qu'en face il n'existe aucune force capable de gérer l'inconnu comme ce fut en 2004. En faisant le plein des partis politiques pour l'inscription au CEP, il ne fait aucun doute qu'il battra son propre record dans quelques

Suite à la page (14)

AVIS

PAR CES MOTIFS, Le Tribunal sur les conclusions conformes du ministère Public entendu, maintient le défaut octroyé à l'audience du vingt Juin deux mille treize pour le profit, accueille la demande en divorce intentée par le sieur Max Dumond CHEREMOND contre son épouse née Elmitha Idame pour être conforme tant en la forme qu'au fond. En conséquence, prononce la dissolution des liens matrimoniaux existant entre eux pour les motifs sus indiqués ; renvoie le demandeur par devant l'Officier de l'Etat Civil d'Aquin pour la rédaction de l'Acte du divorce et la transcription du dispositif du jugement à sortir ; compense les dépens, ordonne la publication de ce jugement dans l'un des quotidiens de la République; commet l'huissier Fritz Bernard pour la signification du présent jugement. Ainsi jugé et prononcé par Nous, Me. Louis Fils Joseph, juge en présence de Me. Aldrin Joassaint S/Commissaire du gouvernement de ce ressort, avec l'assistance du sieur Jean Claude Novembre, Greffier du siège, en audience publique et ses attributions Civiles ordinaires et de divorce de ce jour quatre juillet deux mille treize An 210ème de l'Indépendance. Il est ordonné à tous Huissiers sur ce requis de mettre le présent jugement à exécution aux Officiers du Ministère Public près les tribunaux Civils, d'y tenir la main à tous commandants et autres officiers de la force Publique d'y prêter la main forte lorsqu'ils en seront légalement requis. En foi de quoi, la minute du présent jugement est signée du juge et du greffier sus dits. Avec un renvoi en marge paraphé bon, collationnée pour expédition conforme à la minute

Jean Claude Novembre, Greffier

Qui va décharger Lamothe et Brutus ?



De gauche à droite Laurent Lamothe, Michel Martelly et Duly Brutus

Par Mona Péralte

Il nous faut rappeler que quelques semaines après la démission du Premier ministre tèt kale Salvador Lamothe, ce dernier avait sollicité une décharge. Décharge pour faire quoi avait demandé plus d'un.

Mais il faut bien le dire, c'est le

députés.» De fait, comme il n'y a pas de parlement, on penserait qu'aucun ancien ministre ou Premier ministre ne puisse trouver décharge. Mais, en Haïti, à quelle impossible drôlerie ou bizarrerie n'assisterons-nous pas ?

Selon Alterpresse, la Cour supérieure des comptes et du contentieux administratif (Csc/Ca) a déjà reçu environ une quarantaine de dossiers d'anciens

présenti comme candidat à la présidence, a affirmé à AlterPresse « qu'il n'y a aucun moyen pour ces hauts fonctionnaires de régulariser leur situation à cause du dysfonctionnement du parlement. Il faut une commission bicamérale composée de députés et de sénateurs pour se prononcer sur le rapport de la Csc/Ca avant de donner décharge à un gestionnaire de deniers publics ». Certes, selon les prescrits de la constitution haïtienne de 1987 amendée, cette commission bilatérale parlementaire « En vue d'exercer un contrôle sérieux et permanent des dépenses publiques, est élu au scrutin secret, au début de chaque session ordinaire ; il est formé de quinze (15) membres dont



Le sénateur du Nord-Est Jean Baptiste Bien-Aimé

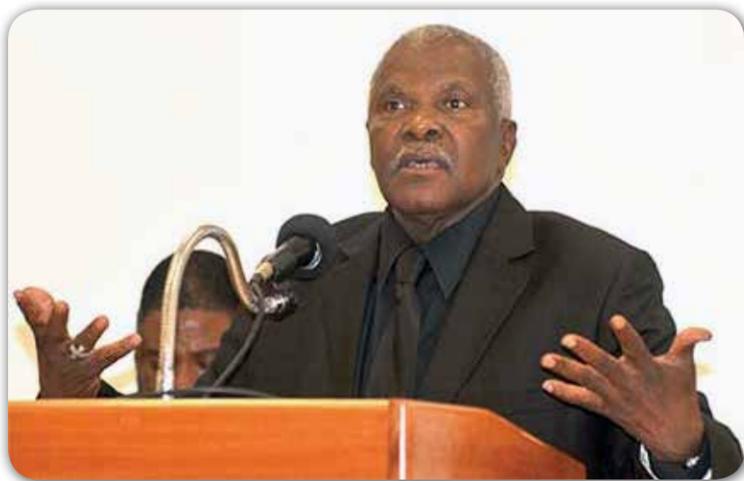
neuf (9) députés et six (6) sénateurs chargés de rapporter sur la gestion des ministres pour permettre aux deux (2) assemblées de leur donner décharge ». Une blague dans les faits!

Le fait que Duly Brutus vient de donner sa démission en tant que ministre des Affaires étrangères pour se présenter comme candidat à la présidence pour le KID, le parti du Premier ministre de facto Evans Paul qui a succédé à Lamothe ne suggère-t-il pas une sorte de « *kombinezon* » vu que si Brutus sait qu'il peut trouver décharge, Lamothe, par la même voie, trouvera également décharge, et point barre.

L'avocat Jaceus Joseph, membre du Conseil électoral provisoire (Cep), semble parler dans le désert quand il a fait savoir qu'il est « difficile voire impossible » à un haut fonctionnaire de l'Etat sans décharge de participer aux prochaines élections parce que le décret électoral ne le permet pas. Calmez-vous, M. Jaceus, les décharges vont pleuvoir drues ; même vous, débutant au CEP, vous pourrez vous en procurer une aussi si jamais le cœur vous disait de vous porter candidat. Suivez mon regard, Maître...

Le précédent est déjà là, Marie Carmelle Jean-Marie l'ancienne ministre de l'Économie et des Finances et le nouveau ministre de la Justice, Pierre Richard Casimir, avaient été, reconduits par Martelly dans un nouveau gouvernement sans avoir eu de décharge de leur gestion précédente.

Une chose est certaine: si les forces impériales ont besoin de Lamothe pour assurer la continuité de la politique ténébreuse de Martelly, nulle force au monde ne pourra les en empêcher de trouver décharge pour leur poulain.



Le sénateur Andris Riché

sénateur Andris Riché (OPL), président autoproclamé du Sénat constitutionnellement non fonctionnel depuis le 12 janvier 2015, qui à la cloche de bois a sollicité décharge pour l'ex-Premier ministre Laurent Lamothe en écrivant à la Cour supérieure des comptes et du contentieux administratif (CSC/CA) pour demander que celle-ci fasse un audit de la gestion de l'ex-Premier ministre Laurent Salvador Lamothe. Le sénateur du Nord-Est Jean Baptiste Bien-Aimé en avait profité pour qualifier « Riché, d'agent de l'exécutif, en mission depuis longtemps, travaillant pour Laurent Lamothe. Il n'agit pas au nom du Sénat.»

Bien-aimé en avait également profité pour invoquer la procédure pour obtention de décharge par un ancien Premier ministre, un ministre, selon le vœu de la Constitution. Ainsi, il avait déclaré que « C'est le travail de la commission bicamérale de décharge composée de sept sénateurs et de neuf

ministres à des fins de décharge, a fait savoir le président de cette institution, Fritz Robert Saint Paul. Puis il ajouta : « Nous donnerons décharge à toute personne qui le mérite à travers des arrêts de quitus, puis, nous délivrerons des certificats à ces personnes qui ont eu une gestion correcte », pour ensuite préciser que cette disposition concerne tous les fonctionnaires de l'Etat, sauf les ministres, anciens ministres et premiers ministres. Assurément le nom de Laurent Lamothe ne fait parti de cette liste...

Cependant il a fait valoir que les rapports de la gestion des ministres, anciens ministres et premiers ministres seront acheminés au parlement conformément à l'article 233 de la constitution ». Mais de quel parlement parle-t-il, celui sous la coupe du président de facto Andris Riché. Comme ils sont formidables ces messieurs et dames du Csc/Ca ! Tirons-leur notre chapeau.

Le sénateur Francisco Delacruz,

Des numéros pour la borlete électorale !



Le CEP est en train de pousser des boules, sans savoir encore si le tirage aura vraiment lieu



Journée de réflexion sur la technologie et le cycle électoral du CEP de Pierre-Louis Opont à l'hôtel Oasis le jeudi 2 avril 2015 dernier

Par Marie Laurette Numa

Enfin des 166 partis et plateformes politiques, comme annoncé auparavant par le CEP, le chiffre est passé à 126 entités qui auront à participer à la mascarade électorale que les puissances étrangères veulent réaliser pour remplacer les cadres politiques afin de continuer leur politique de pillage des ressources minières du pays. Pour ce faire, il leur faut un gouvernement fait sur mesure.

Dans la culture haïtienne, quand vous faites un songe vous le faites correspondre à un numéro de loterie ou de borlette (*bòlèt* en créole) contenu dans le « *tchala* », un livre où sont inscrits des numéros qui sont supposés porter chance. Cette pratique basée sur ce jeu de hasard qu'est la loterie / la borlette, a fait naître le mot « *hasarien* » pour désigner ceux et celles qui s'adonnent au jeu de la borlette.

Le conseil électoral provisoire CEP de Martelly-Evans Paul vient d'attribuer des numéros aux participants aux prochaines joutes électorales, ce pour nous enfoncer davantage dans la logique du hasard ou, plus ou moins, du jeu de la borlette. Procédé qui fera l'affaire des « *hasariens* », surtout de ceux qui cherchent à faire de l'argent en misant sur tel ou tel autre numéro.

Suivent les numéros assignés aux partis ci-dessous désignés:

Troisième Voie # 75, Action pour le développement national # 79, Aso # 72, Cona # 127, Elan Demokratik pour la majorité # 123, Forces Démocratiques Haïtiennes intégrées # 4, MOP # 45, Pati politik pèp la # 62, GREH # 109, Lapeh # 61, Mosano # 115, Pont # 14, Delivrans # 90, Consortium National des Partis Politiques Haïtiens (CNPPH) # 118 ; Fanmi Lavalas # 54, Jistis # 39, Fusion # 38, INITE # 86, KID # 94, Konsyans Patriotik # 56, Mopod # 83, MOCHRENA # 121, OPL # 3, Parti Populaire National # 63, Parti de la Diaspora Haïtienne pour Haïti (MUDHAH) # 6, Parti Haïtien Tèt kale (PHTK) # 103, Parti Politik Fanm ak Fanmi # 125, Plateforme Pitit Dessalin

#28, Vérité #69, Union Nationale pour l'intégration et la réconciliation UNIR # 68, Force 50, Levé Kanpè # 7, Union Patriote pour l'Avenir # 8, Nouvelle Haïti # 11, Aji Sitoyen # 15, Akao # 21, Rendez-vous # 80, Résistance Nouvelle # 131, PRI # 89, La Colombe # 3, UPP # 35.

Signalons que le projet du budget pour les élections-sélections est évalué à environ 57 millions de dollars. De cette somme l'institution électorale a déjà plus de la moitié, soit 38 millions injectés par les bailleurs internationaux et l'Etat haïtien à partir du fonds fiduciaire géré par le PNUD.

Par ailleurs, Jean Claude Henry, chef du cabinet du président du Cep, Pierre-Louis Opont a procédé au tribunal de première instance, ce lundi 6 avril 2015, à l'installation des nouveaux membres du Bureau électoral départemental (Bed) du Sud-Est. Il s'agit de Kesnel Pétion, Lucien Theodore et Gué Lonet qui ont respectivement prêté serment comme président, vice président et secrétaire-trésorier du Bed.

Salon Du Livre!

Samedi 11 Avril 2015 • A partir de 2hres PM
Au local du Journal Haïti Liberté
 1583 Albany Ave, Brooklyn NY 11210

Avec les écrivains suivants :
 Jean Elie Barjon, Joseph D Chery, Rose Belline Gautier, Jean Lesly Vallon, Hamilton Garoute, Frantz Antoine Leconte, Jeannie Bogart, Eddy Toussaint, Denizé Lauture, Jackson Rateau et tant d'autres...

Pour informations : 718-421-0162 • 718-600-9815

Joel H. Poliard

M.D., M.P.H.

Family and Community
 Medicine
 Public health and Pediatrics

5000 N.E. Second Ave,
Miami FL, 33137

tel. (305) 751-1105

Papeterie & Imprimerie

Nouvelle adresse:
101 Lalue,
Port-au-Prince, HAITI

Tel: 4269-2770
3643-2906

IMPRIMERIE & Papeterie Imprimerie commerciale
 Furnitures de bureau, fournitures scolaires

Des «ite», des «ose» et des «ome»

Par Fanfan la Tulipe

Un titre à première vue étrange, mais il faut bien commencer un texte par un titre quelque étrange qu'il puisse paraître. Celui-là m'est passé par la tête comme ça, et je lui ai fait bon accueil tout bonnement, car lorsque l'inspiration passe il faut la saisir par les pattes, par le cou, par la tête ou par les ailes; c'est l'oiseau qui passe, c'est la chance qui passe, c'est l'occasion qu'il ne faut pas rater, c'est le rendez-vous avec des idées, des mots, des phrases, des paragraphes qui ne demandent qu'à venir faire un kabicha mérité.

Avant d'en venir à mon propos de cette semaine, permettez que je vous tienne un peu en haleine. Ce n'est pas pour me donner de l'importance, je serais bien *pèmèt*. Non. L'idée, c'est que avant de me mettre à parler de politique – c'est une nécessité quotidienne – il me faut trouver un cadre, un décor, pour donner une toile de fond, un tant soit peu de relief à ces messieurs et dames, politiciens et politiciennes qui n'en ont absolument pas. Ils sont, ma foi, tellement fades, tellement insipides, tellement peu attirants, tellement insignifiants, tellement rasants, tellement blêmes, tellement fastidieux, tellement ennuyeux que je me sens plus disposé à en parler, lorsque je les associe à quelque chose accessible à tous et valable.

Alors, quid de ces «ite, ose et ome»? Ce sont simplement des suffixes propres au jargon médical. Le suffixe «ite» se rapporte aux inflammations, aux infections qui sont du reste des processus inflammatoires causés par un agent infectieux. Elles peuvent être aiguës, une méningite par exemple, ou chroniques, telle la lèpre. Le suffixe «ose» indique généralement un processus dégénératif, telles les arthroses (maladies des articulations), les dermatoses (maladies de la peau), l'athérosclérose. Quant au suffixe «ome», il se rapporte à une tumeur, bénigne ou maligne. Il existe aussi certaines maladies de type apparemment inflammatoire ou dégénératif et dont la cause exacte est mal connue ou même incertaine. On dit qu'elles sont de nature «idopathiques».

C'est en période électorale que nombre d'individus sont atteints d'une infection aiguë : la candidite ou encore l'électionite. L'individu est touché par un virus neurotrope, un agent infectieux qui touche le cerveau. Il devient alors comme fou, c'est une affaire *ef-frayique*. La chose tout simplement lui monte à la tête. Fort heureusement, la maladie n'est pas mortelle. Aussi, peut-



Que c'est triste Haïti, au temps de la Minustah, quand les hommes politiques laissent l'avenir du pays aux mains de l'occupant, aux mains d'une puissante ambassade étrangère

on assister à des cures apparentes, parfois suivies de récidives, tous les cinq ans. Ainsi un candidat évincé en 2010 dans les conditions que l'on sait, que lui-même sait, et qui se porte candidat en 2015. S'il-elle n'est pas assurée du piston de l'ambassade américaine, il faut croire que monsieur ou madame fait une encéphalite dont, fort heureusement, il-elle guérira lors de la proclamation des résultats.

Ce qui est atterrissant, c'est de voir le nombre de «partis» et «plateformes» politiques qui acceptent de se mettre au chevet de tels malades. Il n'y a au sein de ces structures aucune tête pensante pour dire à l'animal qu'il-elle ferait mieux d'aller péter dans les fleurs, surtout que tout le monde sait que les dés sont pipés *alapapòt*, c'est à dire que Sandra Honoré, Pierre-Louis Opoint et l'*anbasadèz* américaine Pamela White (alias Ti manman Lala) sont déjà sans doute de mêche. Qui sait si ce frère à Hillary, celui-là qui a signé des contrats lui concédant l'exploitation de mines

d'or n'est pas le mec qui a fait fabriquer les dés. Avec ces orpailleurs, ces *dèchèrpilleurs*, ces pillageurs, il faut toujours être sur le qui-vive.

Je dois dire que parmi ces candidats il y en a qui ne sont pas tout à fait des fous à lier. Car les virus de l'électionite sont de virulence très variable. Les plus virulents donnent lieu à des symptômes très sérieux dont la «déparlance», «l'obnubilance», l'extravagance, la jactance, l'*ennivrance*. Ainsi le candidat fou à lier peut promettre une université dans chaque ville du pays, voilà, il déparle, il s'enivre. Mais, même aux États-Unis, une telle extravagance n'est pas encore à l'ordre du jour. C'est la preuve que l'encéphalite (atteinte cérébrale) du mec est grave.

Les moins touchés par le virus – il s'agit alors d'un agent infectieux de faible virulence – savent qu'ils n'ont aucune chance de gagner. Ils n'ont pas d'argent, pas de piston, pas de saxophone, pas même une flûte. N'étant pas proches du pouvoir, ils n'auront même

pas droit à une pitance des fonds débloqués à l'intention des candidats. Mais ils «se livrent en aveugles au destin qui les entraîne». Sur leur carte de visite ils pourront écrire «ancien candidat à ci ou à ça. À l'occasion, ils liront dans les journaux: «candidat malheureux», «candidat évincé» aux dernières élections. Et ils en seront heureux, puisque *non yo nan journal*. Quelle infection! Quelle maladie!

Bien sûr si le mec ne réussit pas au premier coup – car *premye kou pa kou* – il se rattrapera aux prochaines (s) élections. Le mal existe. Il pourra aller se prévaloir d'un *pwen kandida*. S'il le faut il filera un *chitatann* à un adversaire *dangereux*. Tous les coups se justifient, d'autant que le type est assuré, persuadé, qu'un dernier coup finira par tuer le coucou. Il s'agit ici du candidat «en réserve de la république». Candidat à la présidence depuis Duvalier, ce dernier l'a émasculé. «Dégrainé» et interdit alors de faire campagne en Haïti, il va battre la campagne en exil, pour-

suivi par ses lubies. Le 7 février 86 le ramène au pays. *Li nan eleksyon kin* jusqu'en 2010. Déjà il se prépare pour les (s) élections annoncées cette année. C'est le cas classique de l'individu atteint d'électionite chronique. Seule la mort le guérira.

Il n'y a pas que les candidatites, il y a aussi les candidatoses. Il s'agit de processus atteignant des hommes et des femmes politiques *dekrenmen*, atteints de dégénérescence de leurs processus mentaux, de leur capacité d'analyse. L'âge en est le premier facteur causal. Ainsi, le mec se prêtera à n'importe quelle mascarade politicienne. Par exemple, il acceptera un poste de ministre à l'issue d'une rencontre *bouyivide* tenue dans un grand hôtel dans les hauteurs surplombant la capitale; il sera alors nommé ministre de la Jeunesse, des Sports et de l'Action civique, aller voir, *gwo non pou touye ti chen*; ou encore ministre de l'Information. Candidat malheureux en 2010, il faut s'attendre à le voir poser sa candidature à la présidence, cette année, d'autant que les processus dégénératifs sont incurables, j'ai failli écrire «inguérissables». N'en déplaise à mon ami Larousse, «inguérissables» *la t a pi bèl*.

Les cas vraiment alarmants sont ceux de «candidatome». Il s'agit de tumeurs, malignes pour la plupart. Le personnage malade a la grosse tête, c'est d'ailleurs un Professeur, avec un gros P majuscule. Pour le malheur du peuple haïtien il peut être né «coiffé». On a l'impression qu'il faudrait parler de «tumeur coiffée». Le bonhomme prendra le pouvoir soit par une «percée louverturienne», soit en jouant de ses influences auprès du FMI ou de la Banque mondiale. Seule la mort le délivrera de sa tumeur et de ses ambitions. Avis à ceux qui prétendent accéder au «fauteuil» par une quelconque «troisième voie». En Haïti, un seul chemin, une seule voie mène à Rome, pardon, à l'ambassade américaine, la seule voix autorisée en matière électorale.

Notre pays est plein de malades qui s'ignorent. J'ai lu quelque part qu'il y aura(it) une soixantaine de candidats à la présidence en lice. Le Ciel préserve Haïti! Parmi eux, il y a des cas de candidite aiguë ou chronique, des cas de candidatose accélérée et même deux ou trois cas de candidatome. Bien entendu, il n'y a pas que les candidats à la présidence. Des sénateurs, des députés, des maires, des Asecs et Casecs doivent faire partie de la grande comédie électorale. On risque bien d'avoir un bon millier de candidats, non pas à des postes électifs mais bien des candidats au magot, aux combines et avantages matériels que procurent ces postes.

On ne chantera plus comme Aznavour *Que c'est triste Venise!* On chantera *Que c'est triste Haïti*, au temps de la Minustah, quand les hommes politiques laissent l'avenir du pays aux mains de l'occupant, aux mains d'une puissante ambassade étrangère. *Que c'est triste Haïti*, quand la Nation se trouve affligée d'un musicien obscène, ubuesque et grotesque pour président, des parlementaires qui se vendent pour quelques dollars, des abrutis et des voyous dans les couloirs du Palais national, des fainéants sans colonne vertébrale qui «conseillent» le président, une famille présidentielle poursuivie en justice pour accusations de corruption et de détournement de fonds.

Que c'est triste Haïti! On ne pleurera pas comme dans la chanson d'Aznavour, non pas parce qu'«on ne peut plus», mais parce qu'on tient bien le coup, parce que nous savons que «*lit la di anpil e l ka dire lontan*». Et «*lò Ayiti va libere*», il faudra guérir le pays de ces malades candidateux, comateux, tuberculeux, pesteux, morpionneux. Haïti rejoindra alors le rang des nations qui comme Cuba, le Venezuela, la Bolivie peuvent se dire enfin souveraines. Nous y croyons de toute la force de résistance et de persévérance du peuple haïtien.

GET YOUR TAX REFUND FAST

- Income Tax
- Insurance (car, life, home, business)
- Real Estate
- Financial Consulting
- Notary Public
- Translations (from French, Creole, Spanish to English)
- Typing (resume, flyers, invitations, papers, business letters)
- Faxing (sending and receiving). Copying.
- Electronic Filing



Phone: 718.693.8229 Fax: 718.693.8269
1786 Nostrand Ave., Brooklyn, NY 11226
(between Clarendon Rd & Avenue D)

CHERY'S BROKERAGE

LACROIX MULTI SERVICES

Tel: 718-703-0168 * Cell: 347-249-8276

1209 Rogers Avenue, Brooklyn, NY 11226

www.lacroixmultiservices.com

- Income Tax • Electronic Filing
- Refund Anticipation Check (RAC)
- Direct Deposit - IRS Check
- Business Tax • Notary Public
- Immigration Services
- Translation, Preparation, Application, Inquiry letters
- 6 Hour Defensive Driving Course • Fax Send & Receive
- Resume • Property Management • Credit Repair



Bay kou bliye, pote mak sonje! Pozisyon Kòdinasyon Desalin (KOD) sou lafyèw elektoral la!

KOD te bay yon konferans pou laprès jodi a nan kad jounen pou komemore lanmò Touden Louvèti a, nan konferans sa a plizyè medya te reponn prezan. Se nan sans sa a Ayiti Libète ap pibliye pou lektè li yo tèks konferans lan.

Nan okazyon anivèsè lanmò Touden Louvèti nan Fòdejou nan peyi Lafrans, jodi 7 avril la, Kòdinasyon Desalin (KOD) ap voye yon kokenn salisasyon patriyotik bay pèp Ayisyen an.

Depi kèk semèn, klas dominant yo an konfyolo ak anbasad peyi etranje yo simen zo eleksyon sou tout wout mobilizasyon an. Politisyen rat do kale yo, depi yo jwenn zo eleksyon pou yo souse, yo pa bezwen konn anyen ankò. Yo bliye tout bagay, tout pozisyon yo te konn pran kont pouwva a ak okipasyon an. Yo pa menm kanpe gade, reflechi pou mande zo sa yo, ki moun ki lage yo, poukisa se kounye a y ap simaye yo konsa? Èske se pa yon pyèj? Yo pa gen tan pou sa, tèmnan zo eleksyon yo gou nan bouch yo.

Noumenm nan KOD, nou vin di popilasyon an: nou pa nan souse zo eleksyon; ni nan koupe gato elektoral ak lènmi nou. Travay nou se goumen pou yon chanjman kapab rive fèt nan peyi a, pou Ayiti rive soti nan soude-lopman kwonik peyi enperyalis yo mete l pou fè nou peye frekansite nou, deske nou te aboli sistèm esklavajis la nan moun lan. Nou te kraze biznis yo, se sa k fè yo toujou fache kont nou.

Jounen jodia, klas politik tradisyonèl la, opòtinis machann peyi yo rantre nan jwèt kaletè ak pouwva tètkalet Martelly-Evans Paul la pou y al kontinye: politik esklizyon an, mete pèp la deyò sou sèn politik la, politik



Manm KOD ki te prezante konferans lan se (soti agoch pou ale adwat) : Thomas Jean Dieufaite, Manette Chery ak Oxygène David

pezesouse a ak politik neyoliberal la.

Zo eleksyon sa a, se pou anpeche pèp la goumen pou l chanje lavi l. Mas-karad elektoral sa a se pou kontinye kenbe leta Ayisyen an sou depandans peyi enperyalis yo, ki pa vle anyen chanje an Ayiti. Eleksyon sa a, se yon dwòg pou fè pèp la bliye pwoblèm li, bliye revandikasyon li yo, ki pa janm jwenn satisfaksyon, sitou nan llavach ak anba lavil la kote yo kraze kay pèp la pou yo vann tè yo ak gwo patwon miltinasyonal yo.

Eleksyon sa a montre nou tou, limit tiboujwa tèt di yo ki depi de, twa moun ap mache ak yo, yo santi yo popilè. Yo gen foli prezidan, yo rantre nan tout kalte konpwomi oubyen konpwomisyon pou yo vann lit mas yo.

Anprensip KOD pa kont eleksyon. Men eleksyon kapitalis Meriken yo ap prepare toujou pyeje. Se eleksyon pou yo mete pwòp kandida pa

yo. Noumenm nan KOD nou pa ladann, n ap denonse ak tout fòs nou pwojè enperyalis yo pou gen yon kontinite nan leta kwonpi a.

Sonje kijan devan je lemond an-tye, jan yo te vòlè eleksyon 2012 nan peyi Meksik, ak nan Onnduras nan lane 2013. Menmlè pèp peyi sa yo pwoteste, rele bare vòlè deyò yo. Yo pa okipe yo, yo pito debake lapolis mete lame pou kraze yo.

Isit an Ayiti, nou pran anpil kou nan men reyaksyonè Entènasyonal yo. Se poutèsa n ap di pèp la: Atansyon, rete vijilan! Rete sou pinga w, pou w pa di si ou te konnen! Pa kouri al pote dlo nan moulen opòtinis yo. Demen se nou ki pral peye pokase a. Pa bliye eleksyon 2010-2011 yo pou mete Martelly sou pouwva. Se Minustah, Hillary Clinton, OEA se yo ki te deside se pat janm K.E.P a. Lè nou di okipasyon, men youn nan wòl okipasyon an: se deside pou nou!

Pa koute okenn moun k ap vin fè nou kwè nan TontonNwèl. Sèl mwayen pou nou jwenn renmèd kont manèv laboratwa makouto-boujwa-enperyalis la: se kenbe pou n kenbe flanbo mobilizasyon an djanm! Kanpe mobilizasyon kont lènmi nou yo, kolabore ak yo, antre nan jwèt eleksyon ak yo, se ba yo plis mwayen legal pou yo depafini nou, kraze nou nètale.

Noumenm nan KOD, nou pa pote non Desalin pou demagoji, pou n blofe pèp, pou n fè moun wè, pou n pase Desalin nan betiz.

Tout moun ki vle al bwè diven nan Anbasad Meriken, Lafrans ak Kanada, ki ranje kò yo nan eleksyon-seleksyon ak Martelly-Evans Paul, se chwa pa yo.

KOD ap repete, sa l te pwopoze depi Septanm 2013 "pa kab gen eleksyon lib, onèt, souvren ak Martelly. Pa kab gen eleksyon lib, onèt, souvren anba Okipasyon MINUSTAH a"!

Tout moun ki vle goumen pou yon lòt Ayiti, yon Ayiti ki granmoun tèt li, an nou rasanble nan yon koken fowòm popilè k ap fèt Madi 14 Avril 2015, nan Bar de l'air; pou nou chita, reflechi ansanm kouman pou n kontinye mobilizasyon an, pou nou bati yon pwojè anti-tètkalet, anti-opòtinis, anti-divalyeris anti-okipasyon ak anti-enperyalis.

Randevou a kase nan Bar de l'air, Madi 14 Avril 2015 lan, Dizè nan maten.

Se nan batay zansèt nou yo te kale peyi esklavajis yo, se nan batay tou pou nou jwenn solisyon pou gwo peyi enperyalis yo.

Oxygène David
Pou KOD

KARÈM

Dimanch Kazi-
modo
tout zwazo twoke
plim
nan jaden sèvo-
lan
timoun ap file
kap
sakad pou
lakobat
sou tapi syèl
karèm

senfoni
Fèy sèch nan
toubouyon
m pase lwen
tibebe
lavi ap dòlote
pwosesyon
chemennkwa
lespwa an mal-
makak
mache miwo
miba
dèyè do chaloska

Grandou fè wonn
prizon
dekore bèlantre
van ap
dodomèya
van lage de gidon

Lavi gen fòskote
rèv nan bokal fin
pachiman
nan parad tijoud-
lan
lari met rad
gwoble
anvan lannuit
bat je l
tèt bòbèch an
maskay
prete manto lalin
trape bouton
zetwal
pou liminen
fènwa

Nan konsè
zòtolan
mwen antre san
frape
sanble chante
ramye
keyi rèl iwondèl
boukante ak
toutrèl
yon bouke

KORAY

Pou Claude Clé-
ment Pierre

Pase pichon
Dòmi reve
kochongri
Rachonnen sou
do tòl

Mwen aprann
Chaloup mwen
mache
Pou li mennen
m Koray

Palidis tann
kabann
Nan lakou n
Soti Karis rive
Bonbon
Sèkèy blan
Balanse de bo

Koulè digo
Koulè boutèy
W a di soud
Ki pran patas-
wèl

Vire bone w
Dèyè tèt ou
Koray
Prete m je pitit
ou
Pou m gade w
Annou chante
Annou fete

Nou jwenn
Koray
Blayi nan pye
yon mòn
Yon vil k ap fè
dodin
Kòtakòt ak
Pestèl
Pou goumen ak
Nòde

Van Sibawo
Gonfle machwè
vaksin
Li souke jip
majò jon
Mil pè janm
neye
Nan mozayik
koulè

Apiten Afouko
Adegra
Yon chaple zile
ap layite
Anba vant
Koray
Yon kolonn
avanpwent
Ki bande alaryè
Liy defans
Devan malè
pandye

Banbou marye
ak tanbou
Chalè mizik
vlope nanm
Tout on vil

Devan pòt ou
Koray
Menenjit ride
lanmò
Tann nas
Chagren danse
wonn
Founacho
Pou trape lou-
gawou
Grandèt redonn

Demen Koray
Lè chaloup
mwen
Ap dangoye
Nan lese frape
Ak Nòde
M a sonje yon
peyi
M a sonje yon
lanmè
Kote resif yo
Pafwa gen
malozye

Pawòl anpil machwè gonfle

Guy-Gérald Ménard

Sezon siklòn ap kòmanse ofisyèlman 21 jen. Men, kalte lapli epòk karèm trennen deyè l deja kòz lanmò sis moun nan komin Dèlma ak Gresye. Uit mil kay ap debat ak inondasyon: plis pase sèt mil nan Site Solèy, tranngat nan kafou, rès la nan Grandans. Konbyen viktim k ap vin deyò nou pa ka di. Ki lòt depatman, ki lòt komin ki kapab afekte pi devan nou pa konnen. Otorite responsab deklare yo pral pran mezi drastik kont tout moun ki monte tant yo nan ravin, deske se yo menm ki plis an danje lè dlo desann osnon lè gen deboulonnay tè. Poutan konpatiyòt nou yo konnen twò byen kouman rezolisyon gwo palto bòrisit toujou fini. Ayiti se yon peyi ki aloral kote bèl pale ak eslogan ranplase aksyon. Pwovizwa tounen pèmanan; desizyon se pou de jou. Ondire chak gouvènman ki vini repase menm kominike ki te la avan yo san okenn rezilta. Sèvis sikilasyon te deside yon bon maten pou machin ki ap fè trafik nan zòn metwopolitèn nan plake yon nimewo sou pòt yo pou idantifye sikui travay yo, avan sa se te yon perik (ti pankat) sou tèt tout taptap. Ekperyans la pa t dire. Yon lòt moman se chofè taksi moto ki te sipoze mete mayo osnon chemiz yo anndan pantalon. Nad marinad. Yo te mande yo pa pote plis pase yon pasaje. Lè ou voye je w ou wè twa moun sou yon moto, youn ladan yo se polisye li ye. Alès! Jounen jodi a nouvèl ap klewonnen yo pral mande moun k ap kondi taksi moto pou mete yon chazib ki pèmèt idantifye yo. Nou te tande sa deja. Nou tande yo fèmen karyè sab. Pou konbyen tan? Sa

abitye fèt deja.

Sitwayen Site Solèy ap rele anmwe. Yo pa bezwen politisyen k ap chèche kapital politik lonje graptay ba yo. Yo mande dirijan yo ale nan sous pwoblèm nan: kannal nan zòn nan leta pa deboure depi twazan, k ap drennen dlo labou soti nan mòn, ranmans debri Petyonvil ak Delma pou vin anvayi yo. Dirijan nou yo alèz nan jwe wòl ponpye. Yo derefizè ale nan nanan pwoblèm yo. Yo pito fè ti chanjman kosmetik, menm jan yo deside pase kout plimo sou Jalouzi ak lespwa pou kache mizè k ap vlope bidonvil sa a. Èske koulè lakansyèl anfas Oasis ka fè bliye absans latrin, dlo potab, elektrisite, dispansè ak wout. E tout lòt bwat alimèt ki nan flan mòn nan chak kote lakansyèl la? Ki valè galon penti n ap bezwen pou degize malsite yo. Chak ane se pa bann ak pa pakèt frè n ak sè n ap kite pwovens pou vin gonfle bidonvil Pòtoprens ak vil ki alantou yo. Kote pwojè desantralizasyon ak dekonsantrasyon ki te vize devlope komin yo pou satisfè bezwen popilasyon yo epi pèmèt kapital la pran yon souf? Kote relans pwodiksyon nasyonal la? Tou sa se te koze kredi. Apre sa Zabèlèbòk va monte nan radyo rablabla sou peyizan k ap koupe pyebwa fè chabon pou pa mouri grangou, san li pa wè valè kuizin, boulanjri, patisri ak drayklinin k ap moulen bwa vomi lafi-men chak jou.

Li fasil pou mete erozyon ak debwazman peyi a sou kont peyizan. Èske lekòl janm aprann nou pouki lè Kristòf Kolon debake sou zile nou an kouvèti vejetal la te 80% epi an 2002 li te rive 2% sèlman? Roger Michel, yon agwo ekonomis ayisyen ba nou yon lide nan

L'espace caféier en Haïti: déclin et espoir (2005). Li fè nou konnen plizyè chèchè mete yo dakò pou di debwazman an kòmanse nan finisman 17èm syèk la lè kolon franse detwi plizyè milye ekta forè vyèj pou plante kann, koton ak kafe. Epòk sa a nou te anfas yon destriksyon sistematik anviwònman an paske yo te itilize bwa yo pa t replante pou fè fonksyonnen izin brik, lacho ak

tànri. Nan Haïti-environnement: de la Perle des Antilles à la désolation, yon atik ki parèt anba plim Nancy Roc AlterPresse pibliye 24 septanm 2008, nou konstate anvan okipasyon meriken 1915 la pyebwa te kouvri 60% peyi a. An 1945, apre okipasyon an, li te redui lan 21%. Ilionor Louis deklare bò pa li nan yon atik 23 septanm 2008: Suite à la page (16)

Soleil Radio d'Haïti

Radio Soleil d'Haïti

Nouvelles • Opinion
Analyse • Musique

www.radiosoleil.com

1622 Nostrand Avenue
Brooklyn, NY 11226

(718) 693-1025
(718) 693-5100
(718) 693-7806

RADIO PA NOU

1685 Nostrand Avenue
Brooklyn, NY 11226

67 Khz

www.radyopanou.com

Depuis 2002

- Nouvelles
- Analyse
- Publicité

Fondateur: Jude Joseph

Bureau:
(718) 940-3861

Studio:
(718) 701-0220 • (718) 856-8702
(718) 928-7022 • (718) 462-0992
(718) 469-8511

Haiti-République Dominicaine : Mettons les points sur les i! *5^{ème} et dernière partie*

Par Berthony Dupont

La propagande retenue qu'Haiti avait occupé la République dominicaine ne fait pas honneur à nos valeureux ancêtres, suivant que Toussaint Louverture et Jean-Jacques Dessalines avaient tracé la route d'alors suivie 21 ans après, par le président Jean-Pierre Boyer qui n'a fait que répondre à une nécessité absolue en vertu de la sécurité que réclamaient l'indépendance et la liberté de la nation haïtienne pour le respect du projet de la réunification. Ce fut une aubaine toute trouvée quand la débâcle, l'insécurité, l'instabilité et l'arbitraire qui sévissaient dans la partie est de l'île poussèrent certains chefs à faire appel à Haiti pour leur donner une certaine image de peuple, un certain sens de nationalité.

La propagande de l'occupation n'est pas sans importance. Elle vient tout bonnement de certains individus de la classe dominante dominicaine elle-même au point que l'écrivain Maximo Coiscou Henriquez, dans son livre *Historia de Santo-Domingo, Contribution a su Estudio*, Ciudad Trujillo, R. D. Editorial Montalvo, 1938, avait fait savoir : « qu'en 1822 Boyer fut un envahisseur du territoire dominicain ». Tronscoso de la Concha y est allé dans le même sens dans son arsenal de matériel de propagande qu'il avait fait publier sous le titre de : « La Ocupación de Santo-Domingo por Haiti » paru en 1942.

Un autre propagandiste de ce mensonge est don José de la Gandara y Navarro, Général en chef de l'armée expéditionnaire espagnole qui, en 1861, vint, au nom de la Cour d'Espagne, réaliser l'annexion de la partie de l'Est. Il se vanta de ce que « La partie espagnole de l'île subjuguée par le général Boyer ne s'est jamais soumise de bonne volonté à la république franco-nègre ».

Alors, la tâche de Boyer n'était pas facile. Il a confronté de graves problèmes quand il entama d'une part le processus d'unification politique et d'autre part celle économique de l'île. Il s'agissait de la réorganisation totale de la partie orientale de façon à l'intégrer dans le système haïtien. Tout d'abord deux articles de la Constitution haïtienne étaient difficiles à digérer par les Haïtiens de la partie Est. Ces articles 38 et 39 finirent par soulever l'indignation de certains habitants, anciens colons d'origine Espagnole qui virent que leurs privilèges allaient être lésés :

Art. 38 : Aucun blanc, quelle que soit sa nation, ne pourra pas mettre les pieds sur ce territoire, à titre de maître ou de propriétaire.

Art. 39 : Sont reconnus Haïtiens, les blancs qui font partie de l'armée, ceux qui exercent des fonctions civiles et ceux qui étaient admis dans la République à la publication de la Constitution du 27 décembre 1806, et nul autre à l'avenir, après la publication de la présente révision, ne pourra prétendre au même droit de citoyen ni acquérir de propriété dans la République.

Signalons que bien avant la réunification, les propriétés étaient catégorisées en :

1° les propriétés ecclésiastiques, biens de la main morte, concédés par la Couronne d'Espagne au clergé séculier et régulier dont les bénéficiaires tiraient des rentes appelées *chapellenies*.

2° Il y avait des propriétés grevées de majorat accordées à des particuliers à titre de privilèges nobiliaires.

3° Il y avait des propriétés rurales d'immense étendue, concédées par privilèges mémoriaux à des particuliers pour l'élevage des bestiaux.

4° Puis, enfin, il y avait les biens propres de la Couronne.

Le premier acte politique de Boyer pour établir un certain équilibre entre



les deux parties de l'île, fut la Loi du 8 juillet 1824 qui en principe nationalisa certains biens, des propriétés mobilières et immobilières de grands potentats étrangers dans la partie orientale. En voici quelques articles :

Art. 1er. - Toutes les propriétés territoriales situées dans la partie de l'Est de l'île avant le 9 février 1822, an 19, époque de la réunion de la dite partie à la République, qui n'appartenaient pas à des particuliers, sont déclarées propriétés nationales et feront désormais partie du domaine public.

Art. 2. - Sont également déclarées propriétés nationales et comme telles feront partie du domaine de l'État, toutes les propriétés mobilières et immobilières, toutes les rentes foncières et leurs capitaux, qui appartenaient soit au gouvernement précédent de la dite partie de l'Est, soit à des couvents de religieux, à des monastères, hôpitaux, églises ou autres corporations ecclésiastiques.

Art. 3. - Sont encore déclarées propriétés nationales, tous les biens mobiliers et immobiliers appartenant, dans la partie de l'Est, soit aux individus qui, se trouvant absents du territoire lors de la réunion, n'y étaient point rentrés le 10 juin 1823, c'est-à-dire seize mois après la dite réunion, soit à ceux qui, dans la réunion, ont quitté l'île sans prêter le serment de fidélité à la République...

Dès que le gouvernement de Boyer entama la nationalisation des biens, une certaine résistance de la part des perdants récalcitrants d'origine espagnole prit naissance. Boyer avait-il les moyens de sa politique ? Était-il prêt à faire face à ces nationalisations auxquelles la France et les Etats-Unis ne sauraient rester indifférents. Vu qu'en ce temps là, l'indépendance d'Haiti n'avait pas encore été reconnue ni par la France ni par les Etats-Unis d'Amérique. Pour eux, Haiti restait un

danger, un scandale, un exemple funeste, un virus de la liberté dont il fallait à tout prix éviter d'exalter le mérite de peur d'en propager la contagion.

C'est au cours de ce processus de réunification qui engendra bien des problèmes à Boyer que la France, par la filière de son Roi CHARLES, décida et ordonna que :

» Art. 1er. - Les ports de la partie française de Saint-Domingue seront ouverts au commerce de toutes les nations. Les droits perçus dans ces ports, soit sur les navires, soit sur les marchandises, tant à l'entrée qu'à la sortie, seront égaux et uniformes pour tous les pavillons excepté le pavillon français en faveur duquel ces droits seront réduits de moitié.

» Art. 2. - Les habitants actuels de la partie française verseront à la caisse des dépôts et consignations de France, en cinq termes égaux, d'année en année, le premier échéant au 31 décembre 1825, la somme de cent cinquante millions de francs, destinée à dédommager les anciens colons qui réclamaient une indemnité.

En acceptant cette ordonnance, Boyer signa sa perte et condamna également Haiti à vivre dans des conditions précaires. Du côté des Etats-Unis; la question de la reconnaissance de l'indépendance haïtienne était toujours incertaine, malgré l'établissement des rapports commerciaux avec Haiti. Donc, il a fallu attendre jusqu'en 1826, quand l'Union fédérale fut sollicitée par la Colombie pour la participation d'Haiti au Congrès de Panama. Cette tentative de réaliser cette grande Assemblée des États américains, souleva une tempête de protestations à Washington lorsqu'on y apprit qu'il était question d'inclure dans l'agenda du Congrès la question de l'indépendance d'Haiti, cette Haiti qui avait pourtant contribué à l'affranchissement

Suite à la page (16)

Les luttes de classes en Haïti 1986-2012 (2) La trahison de la gauche

Par Zobouke Chen

L'Union fait la Force... et la désunion, la faiblesse!

L'oligarchie est exemplaire dans sa façon de mener la lutte de classes. C'est l'une des raisons pour lesquelles elle a pu garder le pouvoir face au gigantesque mouvement de masse qui débuta fin 1985, avec le meurtre de jeunes Jean-Robert Cius, Daniel Israel et Mackenson Michel par l'armée macoute aux Gonaïves. La stratégie des oligarques et de leurs restavèk, soutenus ouvertement et sans états d'âme par le caïman étoilé (Emile Roumer) et ses sous-ordres de la soi-disant communauté internationale, pourrait servir d'avertissement sérieux - à ne pas oublier sous peine de mort - à tous ceux qui luttent pour une démocratie véritable, une démocratie participative et inclusive, non seulement en Haiti, mais encore dans tous les pays dominés et exploités par la pieuvre anthropophage qu'est le capitalisme mondial. Ce qui s'est passé de fin 1985 à 2012 dans notre pays est la preuve, s'il en était besoin, de la validité d'une thèse fondamentale de la théorie révolutionnaire: que la vieille société pourrie ne peut être changée par des réformes, que pour renverser la ou les classes dominantes, il faut détruire leur appareil d'état par la révolution socialiste. Les réformistes, si timides qu'ils soient, sont donc condamnés à échouer, comme le prouve le cas des gouvernements Lavalas.

Il est donc important de bien comprendre la stratégie et la tactique de l'oligarchie pour préparer et exécuter les coups d'état de 1991 et de 2004. Notre propos ici est d'apporter quelques éléments pouvant faciliter cette compréhension.

Les deux coups d'état ont été précédés d'une intense et virulente campagne de propagande des médias pro-oligarchiques, notamment (mais pas seulement) de radio-télé Métropole et de radio Vision 2000. Au cours de cette campagne boueuse et merdeuse, la personnalité même du président Aristide a été prise pour cible. L'avocate pratschiste Mireille Durocher-Bertin, assassinée depuis, une femme qui a servi avec dévotion "le dieu papier à l'effigie de Washington" (Anthony Phelps), n'a pas hésité à se moquer de la belle bouche d'Aristide: "Gade gwosè dyòl li!" Le racisme ordinaire a la vie dure chez nous... L'on pourrait en citer de multiples exemples.

Au cours des événements menant

au coup du 30 septembre 1991, la petite bourgeoisie de gauche était dans son ensemble unie pour soutenir le gouvernement Lavalas, ce qui est tout à son honneur. Lors de celui de 2004, par contre, cette petite bourgeoisie ex-communiste (à l'exception notable du groupe gravitant autour de l'hebdomadaire Haiti-Progress) trahit de façon éhontée le peuple Haïtien et s'allia à l'oligarchie pour renverser Aristide et réprimer le mouvement populaire, et accepta, pour ce faire, le leadership de l'oligarchie ultra-réactionnaire vendu à l'impérialisme André Saliba, dit André Apaid. C'était évidemment parce qu'Aristide avait refusé de laisser le pouvoir aux anciens communistes et de se contenter d'un simple rôle de figurant. Ou était passée la conscience révolutionnaire de ces anciens communistes est pour moi une énigme...

Cette trahison inqualifiable et injustifiable restera l'une des pages les plus noires, sinon la plus noire, de l'histoire de la gauche haïtienne, si souvent héroïque. J'en ai personnellement honte pour eux.

Trahir un gouvernement et un mouvement de masse progressiste, au point d'accepter, pour une ancienne dirigeante communiste, un strapontin de secrétaire d'état dans le gouvernement voleur, répressif et sous-ordres de Gwojèra, cela prouve, encore une fois, que l'être de classe définit la conscience de classe. Les petits bourgeois ex-communistes rejoignent, comme toujours en cas de crise, leurs alliés de classe. Comme toujours, le "vieux général allemand" (Stênio Vincent) avait raison...

En somme, les américains ont signé, avec les gouvernements réactionnaires des pays du Tiers-Monde, le contrat suivant: je te laisse voler tant que tu veux, à condition que tu fasses ce que je veux. Ce n'est pas compliqué, et les petits vieux au pouvoir ne se le sont pas fait dire deux fois. Exemple Oriel Jean, ex-chef de la sécurité personnelle d'Aristide, "droguiste" impénitent, arrêté à l'aéroport de Toronto avec dans son portefeuille un "petit" chèque de trois cent mille dollars, et récemment "terminated with extreme prejudice" (expédié franco de port et d'emballage au pays sans chapeau) à la mitrailleuse, en pleine rue et en plein jour, probablement par une quelconque mafia de la blanche poudre. En Haïti, vous devenez riche vite, mais à vos risques et périls. Requiescat in Pace... ou plutôt, qu'il rôti dans l'enfer ou il a plongé tant de jeunes accros aux paradis artificiels. Si enfer il y a, bien sûr...

(à suivre)

GREAT LEGACY AUTO SCHOOL



**"At Great Legacy We Convert
Your Fears Into Confidence"**

8402 Flatlands Avenue
Brooklyn, NY 11236

(718) 676-4514
(718) 942-4242

Martine Dorestil, Owner
Danny Dorestil, General Manager

5 Hour Classes
Defensive Course Saturday 9AM

VLC AUTO REPAIR

- Engines • Transmissions
- Brakes • Starters
- Oil Change • Alternators
- Inspections

547 Albany Ave. Brooklyn, NY 11203
Nou pale kreyòl!
718.363.2873

BED STAR Car & Limo Service

- 24 Hour Radio Dispatched
 - Fast Response • All Airports
- 528 Empire Blvd., Bklyn, NY 11225
718.771.2299

LA DIFFERENCE AUTO SCHOOL LEARN TO DRIVE



La Différence Auto School

836 Rogers Avenue
(between Church Avenue
& Erasmus Street)
Brooklyn, NY 11226

Manager: Ernst Sevère

Tel: 718-693-2817
Cell: 917-407-8201

TECHNIC DRIVING SCHOOL



LEARN TO DRIVE
CAR, BUS, TRACTOR TRAILER



30 HRS BASIC DRIVER COURSE
CPR & FIRST AID TRAINING
5 HR CLASSES
6 HR DEFENSIVE DRIVING
19A CERTIFICATION

1207 ROGERS AVENUE
BROOKLYN, NY 11226

718.282.7792

Inondation dans différentes zones du pays !

Par Isabelle L. Papillon

Les pluies diluviennes qui se sont abattues sur le pays, ces derniers jours, notamment dans les zones métropolitaines de la capitale ont fait des pertes en vie humaine et des dégâts matériels considérables. L'Ouest et la Grand-Anse sont les deux départements les plus touchés par l'inondation et glissement de terrain.

Selon la coordonnatrice de la direction de la Protection Civile, Alta Jean Baptiste, 6 personnes ont trouvé la mort lors de ces averses. À Delmas 31, une jeune femme de 24 ans a succombé, suite au renversement d'un mur, deux enfants de 3 et 7 ans sont morts à Solino. Trois autres personnes ont trouvé la mort dans la commune de Carrefour, plus précisément à Sapotille. L'Ouest et la Grand-Anse sont les départements les plus affectés par les averses de ces deux dernières semaines qui ont provoqué entre autres des glissements de terrain et des pertes agricoles considérables: 8,370 maisons ont été inondées ou endommagées, dont plus de 7,000 à Cité Soleil, et plus de 500 à Tabarre », a-t-elle indiqué.

Les équipes de la Protection civile appellent la population à la plus grande vigilance, parce que les risques de glissements de terrain sont importants. Dans son intervention, Nadia Lochard a appelé à la vigilance « L'avis aux inondations et aux glissements de terrain en liaison avec les épisodes de pluie est maintenu. Restez vigilants ! Les communes les plus affectées dans l'Ouest sont : Grossier, Tabarre, Cite-Soleil et Delmas ». Selon le météorologue Ronald Semelfort, il y a encore une probabilité d'averses sur les 10 départements avec possibilité de cessation d'activité pluvieuse en milieu de semaine. « Face aux cumuls de pluies déjà enregistrés sur le pays, il est fortement conseillé aux habitants des zones à risques de rester vigilants par rapport à des épisodes de pluie pouvant provoquer des inondations et des glissements de terre » indique pour sa part le Centre national de météorologie (CNM) d'Haïti.

Au terme de son intervention, Mme Jean-Baptiste a invité la population en général et les résidents des zones à risque en particulier à respecter les consignes des autorités afin d'éviter les pertes en vies humaines. Des personnes sont mortes à Delmas et trois autres à Carrefour, révèle la Direction de la Protection Civile.

Plus de 245 familles ont été déplacées en raison du débordement des rivières dans plusieurs régions. Des



Six personnes ont trouvé la mort lors de ces averses. La majorité des victimes sont des gens qui vivent toujours sous des tentes ou des abris de fortune depuis le tremblement de terre du 12 janvier 2010.

dégâts matériels importants ont été enregistrés à Cité Soleil où plus de 7 000 maisons ont été inondées. Plus de 8 000 familles sont sinistrées selon les responsables de la Protection Civile.

Le ministre de facto de l'intérieur, Ariel Henry, a indiqué que des inondations ont été enregistrées dans les départements de l'Ouest et de la Grand anse en

raison des pluies qui se sont abattues sur ces régions depuis le 30 mars. Dans la Grand Anse plus de 400 familles sont affectées par les inondations, a indiqué la Protection Civile. Les villes les plus touchées sont Abricot, Jérémie, Corail et Dame Marie. Des pertes importantes dans le secteur agricole sont enregistrées notamment à Dame

Marie. Des averses ont été enregistrées notamment dans la péninsule du Sud d'Haïti au cours des 7 derniers jours.

La majorité des victimes sont des gens qui vivent toujours sous des tentes ou des abris de fortune depuis le tremblement de terre du 12 janvier 2010. Les victimes de la nouvelle catastrophe critiquent les détenteurs du pouvoir local et du pouvoir central qui n'ont rien fait pour protéger l'environnement et respecter les règlements sanitaires des endroits à risque du pays. Ils profitent toujours du malheur de la population pour faire de la propagande mensongère ou pour alimenter la campagne électorale. Des centaines de personnes ont gagné les rues dans la commune de Tabarre, ce lundi 6 avril dernier pour forcer les responsables à assumer leurs responsabilités ou bien à démissionner.

Pendant que la population de différentes zones du pays est envahie par les eaux, le Premier ministre de facto, Evans Paul était à Marchand Dessalines en pleine campagne électorale pour les candidats du parti Tetkale. Les autorités du pays profitent toujours du malheur de la population pour détourner les fonds de l'Etat. On se rappelle du décaissement de 5 milliards de gourdes sous le gouvernement de Laurent Lamothe pour le cyclone Sandy en 2013. Jusqu'à la démission de ce dernier aucun rapport n'a été donné sur la façon dont cette somme a été dépensée. Donc

la population des quartiers peuplés doit rester très vigilante pour dénoncer tous les magouilleurs qui profitent de son malheur pour faire leurs richesses.

MENEZ JEAN-JEROME

Attorney at Law

Real Estate
Immigration-Divorce



4512 Church Avenue
Brooklyn, NY 11203

Nou pale kreyòl!

(718) 462-2600
(914) 643-1226 CELL

MNN

Manhattan Community Media

Manhattan Neighborhood Network is Manhattan's public access cable network, with studios in Midtown and East Harlem.

We offer all Manhattan residents FREE state-of-the-art studios and equipment and media education classes in studio and field production and digital video editing. We also offer a youth program with production and internship opportunities!

MNN programs are created by you and reach Manhattan's over 620,000 cable subscribers.

We also stream all of our programs live online.

Visit mnn.org to learn more and for upcoming orientation dates at our 59th St Studios and the El Barrio Firehouse!

Connect with MNN

Facebook: MNN537 | Twitter: @MNN59

Instagram: MNNnyc | YouTube: MNN NYC

Vimeo: MNN | Email: info@mnn.org

Watch MNN in Manhattan on Time Warner 1995 | 1996 | 1997 | 1998 RCN 82 | 83 | 84 | 85
Verizon FIOS 33 | 34 | 35 | 36 and worldwide live streaming of all your favorite shows at MNN.org

The most important anti-aging anti-oxidant ever discovered

An ELIXIR of Black Raspberry Seed, Black Cumin Seed, Chardonnay Grape Seed & D-ribose.



- Detoxify
- Prevent & lower high blood pressure
- Reduce cancer & cardiovascular disease risk
- Improve brain function
- Prevent hearing loss
- Keep bones strong
- Lose weight
- Improve digestion & vision
- Increase energy, performance & stamina.

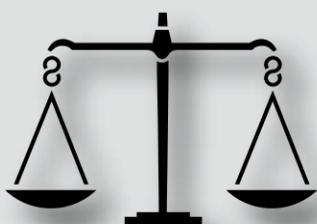
Call Raoul St. Flavin: 646.733.7068
www.myrainlife.com/healthychoice2

PAUL J. JOURDAN
ATTORNEY AT LAW

107 Kenilworth Place
Brooklyn, NY 11210

Phone:
(718) 859-5725
(347) 898-7514

- Immigration
- Divorce
- Business Formation (Corporation & Partnership)
- Estate Administration - Wills
- Real Estate Closings



Law Office of
DENNIS MULLIGAN

DENNIS MULLIGAN,
Attorney-at-Law

All aspects of Immigration Law

- TPS
- Residency
- Citizenship

Over 20 years experience

Nous parlons français

11 Broadway
New York, NY 10004
(near all trains)
646-253-0580

USA:

The Fight for a \$15 an Hour Minimum Wage



Home care workers in Boston demonstrate for a \$15 an hour minimum wage.

By Kim Ives

On Wed., Apr. 15, thousands of workers, many of them members of the union SEIU1199, will gather at West 64th Street (between Broadway and Central Park West) in Manhattan at 4:00 p.m. to demand a \$15 an hour minimum wage and a union for all low wage workers.

The demonstration is part of a nationwide mobilization in New York, Florida, Massachusetts, New Jersey, Maryland, and Washington, DC to demand \$15 an hour and to fight out-of-control inequality in the U.S.. As the health-care industry grows and shifts to outpatient settings, employers are trying to drag workers into a race to the bottom. Although the U.S. economy is growing, all the profits are going to the top 1%.

To understand more about the \$15 an hour campaign, *Haiti Liberté* spoke to Stephania Henry, a Haitian home care worker who is represented by 1199. Stephania was born in Port-au-Prince and grew up in Delmas before moving to the U.S. five years ago.

Stephania, please tell us about where you work and what you do?

I'm a home care worker for the past four years. I work in the Bronx for Cooperative Homecare, but I live in Harlem. My commute is about 35 minutes. The woman I take care of, I have to do everything for her. She can do nothing for herself. It is hard work. I wake up at 5:30 a.m. and have to be at work at 7 a.m. I often work for 12 hours a day or 50 hours a week.

When I first started, I made \$8 an hour. We home care workers want to help people, and that is rewarding, but the money we make is important too. We have to be able to survive, to pay our rent. That is what we're trying to do on April 15: win a living wage for our members, for all workers.

How did you become involved in the movement for a \$15 an hour minimum wage?

I first heard about the movement from co-workers. I met my 1199 organizer about two weeks after I started to work. She talked to me about 1199, how it is fighting for workers. As workers, we

have to stand up for ourselves. Now I'm a delegate. We don't just need \$15 an hour. We deserve it. Our work is not easy.

Furthermore, the price of everything is going up. Subway fare is now \$2.75. Rents and food prices are rising.

What do you say to employers who say that they cannot afford a higher minimum wage and that it will lead to an economic downturn?

I don't believe that. The more workers are paid, the more we will spend, and the better the economy will be. Paying us \$15 an hour is a minor expense anyway. It will make us more effective, more motivated. We are no longer in the time of slavery. We will not be slaves.

Why a \$15 an hour minimum? What about President Obama's proposal of a \$10.10 minimum wage?

\$10.10 an hour instead of \$15? That's laughable. Rent, food, clothes, lights: you can't afford those on \$10.10. For example, I don't yet have a family, but I can't afford a one bedroom apartment. Can you imagine that? Now think of a worker with kids, supporting a family. I get up at 5:30 a.m. and get home at 8 p.m., and I can't afford a one bedroom. I can't afford a lot of things. No, \$10.10 is not serious.

How widespread is the \$15 minimum wage movement in the United States?

This movement is mobilizing low-income workers in many sectors and in many states. I see the involvement of workers from McDonald's, Wendy's, department stores, and of course homecare workers. We have to stand up for ourselves, because no one else will do it.

Yesterday, I was at an H&M department store. A guy working there told me: "On April 15, you have to be at the rally." He was telling me! I was surprised at first. He said that he was trying to motivate everyone he could to come out to the demonstration. Then I realized that we're all in the same boat. And together we are a major force. This movement for a living wage is sweeping across the U.S., and it's about time.

Who Gives the Blow Forgets, Who Bears the Scar Remembers!

The Position of the Dessalines Coordination (KOD) on the Election Fever



Oxygène David marching in a 2014 demonstration with a sign that says: "KOD says elections and occupation are lemon juice and milk."

KOD is a Haitian political party founded in February 2014. The following declaration was read in Kreyòl by one of KOD's leaders, Oxygène David, at the "Bar de l'air" in Port-au-Prince on Apr. 7, 2015.

On the anniversary of the death of Toussaint L'Ouverture on Apr. 7, 1803 in Fort de Joux in France, the Dessalines Coordination (KOD) patriotically salutes the Haitian people.

For the past few weeks, the ruling classes in cahoots with foreign embassies have been throwing bones in the road of mobilization. Hypocritical politicians, as soon as they find a bone they can suck, forget everything else. They forget all the positions they used to take against the regime [of President Michel Martelly and Prime Minister Evans Paul] and against the occupation [by 7,500 troops of the UN Mission to Stabilize Haiti or MINUSTAH]. They don't even stop to look, reflect, and ask: who threw those bones, and why did they do it now? Isn't it a trap? They don't have time for that, so tasty are the election bones.

We in KOD say to the people: we are not going to suck on the election bones, nor split the electoral cake with our enemy. We are fighting so change can happen in the country, so Haiti can get out of the chronic underdevelopment into which the imperialist countries have put her to make us pay for our temerity in being the first people in the world to abolish the slave system. We disrupted their business; that's why they are always angry with us.

Today, the traditional political class, the opportunist sellers of the country have entered into the rigged game with the Martelly/Paul regime to continue the policy of exclusion, of removing the people from the political scene, of doing anything to get ahead, the neoliberal policy.

The electoral bone is to prevent the people from struggling to change their reality. This electoral masquerade is to continue to keep the Haitian state dependent on the imperialist powers, which don't want anything to change in Haiti. This election is a drug to make the people forget their problems, forget their demands, which have never been satisfied, above all on Ile à Vache [where peasants have been expropriated to make way for a tourist development] and downtown

Port-au-Prince, where they have demolished the homes of people to sell the land to their big multinational bosses.

This election also shows us the limits of the hard-headed petit-bourgeois who, the minute they have two or three people behind them, think they are popular. They are obsessed with being president; they enter into any kind of compromise or accommodation to sell out the masses' struggle.

KOD is not opposed to elections in principle. But the elections the U.S. capitalists prepare are always rigged. They are elections they use to put in power their own candidates. We in KOD want no part of that. We denounce with all our might the imperialists' project to ensure the corrupt state's continuity.

Remember how, before the eyes of the entire world, they stole the 2012 election in Mexico and then the 2013 election in Honduras. Even when the people in those countries protested afterwards, denouncing the election theft, they paid no attention to them. Instead, they mobilized the police and army to crush the protests.

Here in Haiti, the international reactionaries have also stolen our elections. That's why we say to the people: Be careful! Remain vigilant! Remain on your toes, so you don't have to say later "if I'd only known." Don't divert water to the mill of the opportunists. Tomorrow, it's you who will pay the price.

Don't forget how they put Martelly in power in the 2010-2011 elections. It was MINUSTAH, the Organization of American States (OAS), and Hillary Clinton who decided the election, not Haiti's Provisional Electoral Council (CEP). When we say occupation, that's one of the occupier's roles: deciding for us!

Don't listen to anybody telling you to believe in Santa Claus. There is only one way for us to counter the maneuvers of the Macouto-bourgeois-imperialist laboratory: to hold high the flame of mobilization. To stop our mobilization against our enemy, to collaborate with them, to enter into the electoral game with them, a game they control, is to give them more legal means to finish with us, to completely crush us.

We in KOD, we don't summon the name of [Haiti's founding father Jean-Jacques] Dessalines for demagoguery, to bluff people, to show off, to make a joke out of Dessalines.

All those who want to go drink wine in the U.S., French, and Canadian embassies, who line up for the election-selections with Michel Martelly and Evans Paul, that is their choice.

KOD repeats what it proposed since September 2013: "There cannot be free, honest, sovereign elections with Martelly! There cannot be free, honest, sovereign elections under MINUSTAH's military occupation!"

Everyone who wants to struggle for another Haiti, a Haiti which is its own master, come join a popular forum which will be held on Apr. 14, 2015 in the "Bar de l'air" for us to sit and reflect together how to continue the mobilization to build an anti-Martelly, anti-opportunist, anti-Duvalierist, anti-occupation, anti-imperialist project.

The rendezvous is at "Bar de l'air," Tue. Apr. 14, 2015 at 10 a.m.

It was in battle that our ancestors beat the slave-owning nations, it is in battle also that we will find a solution to defeat the big imperialist nations.

(Translated from the original Kreyòl by Kim Ives)

JETCO Shipping

- Boxes, Barrels, Containers
- Cheapest Rates & Best Service
- Door to Door Service to All 10 Haitian Departments
- Shipping within 6 Weeks

Etienne Victorin

**963 Rogers Avenue
Brooklyn, NY 11226**

**Office: 718.856.2500
Cell: 347.998.7112**

L'ASSASSINAT DE LA GRÈCE!



Le gouvernement grec est aujourd'hui enfermé dans une lutte à mort face à l'élite qui domine les banques et les centres du pouvoir politique de l'Union européenne

Par James Petras

James Petras a été directeur du Centre d'études méditerranéennes à Athènes (1981-1984) et conseiller du Premier ministre Andreas Papandréou (1981-1984). Il analyse ici la crise grecque et ses enjeux au sein de l'Union européenne.

Le gouvernement grec est aujourd'hui enfermé dans une lutte à mort face à l'élite qui domine les banques et les centres du pouvoir politique de l'Union européenne.

Ce qui est en jeu, ce sont les conditions de vie de 11 millions de travailleurs, fonctionnaires et artisans grecs, ainsi que la viabilité de l'Union européenne. Si le gouvernement de Syriza capitule face aux exigences des banquiers de l'Union européenne et accepte de poursuivre la politique d'austérité, la Grèce sera alors condamnée à des décennies de régression, de misère et de domination coloniale. Si la Grèce décide de résister et si elle est contrainte de quitter l'Union européenne, il lui faudra répudier une dette extérieure de 270 milliards d'euros, provoquant la chute des marchés financiers internationaux et l'effondrement de l'Union européenne.

Les dirigeants de l'Union européenne misent sur un reniement par les dirigeants de Syriza des promesses faites à l'électorat grec qui, au début du mois de février 2015, voulait, à une écrasante majorité (plus de 70 %), en finir avec l'austérité et le paiement de la dette, développer les investissements de l'état dans l'économie nationale et le développement social [1]. Les choix sont douloureux, leurs conséquences auront une portée historique mondiale. Les enjeux vont bien au-delà de l'aspect local, ou même régional à court terme. C'est à l'échelle mondiale que tout le système financier en sera affecté [2].

Bien au-delà de l'Europe, le non-remboursement de la dette va se propager à tous, débiteurs ou créanciers; la confiance des investisseurs à l'égard de l'empire financier occidental sera ébranlée. Avant tout, toutes les banques occidentales ont des liens directs ou indirects avec les banques grecques [3]. Quand ces dernières s'effondreront, elles seront profondément affectées au-delà de ce que leurs gouvernements peuvent supporter. L'intervention massive de l'État sera à l'ordre du jour. Le gouvernement grec n'aura plus alors d'autre choix que de prendre le contrôle de l'ensemble du système financier... l'effet domino affectera en premier lieu l'Europe du Sud puis se propagera aux « régions dominantes » du nord ainsi qu'à l'Angleterre et à l'Amérique du Nord [4].

Afin de comprendre les origines de ces crises et des choix auxquels la Grèce et l'Union européenne sont confrontées, il est nécessaire de passer rapidement en revue les développements économiques et politiques des trois dernières décennies. Nous procéderons en examinant les relations grecques et européennes entre les années 1980 et 2000, puis la crise actuelle et l'intervention européenne dans l'économie grecque. Dans la section finale, nous discuterons de l'ascension et de l'élection de Syriza et de sa soumission grandissante dans le contexte de domina-

tion et d'intransigeance de l'Union européenne, mettant en évidence la nécessité d'une cassure radicale avec les anciennes relations de « seigneur à vassal ».

économique grecque au profit d'un système de favoritisme fondé sur une consommation accrue.

Les élites européennes savaient, au final, que la mainmise financière sur l'économie leur permettrait de dicter la politique grecque et de la garder au sein de l'empire européen émergent.

En dépit de la rhétorique démagogique « tiers-mondiste » de Papandréou, la Grèce était profondément ancrée au sein de l'Union européenne et de l'Otan. Entre 1981 et 1985, Papandréou a rejeté sa rhétorique socialiste en faveur d'une augmentation des dépenses sociales pour les réformes de l'aide sociale, l'augmentation des salaires, des pensions et de la couverture de santé, tout en renflouant les entreprises en faillite économique mises à terre par des capitalistes kleptocrates. Résultat, tandis que le niveau de vie augmentait, la structure économique de la Grèce ressemblait toujours à celle d'un état vassal fortement dépendant de la finance de l'Union européenne, des touristes européens, et à une économie de rente basée sur l'immobilier, la finance et le tourisme.

Papandréou a consolidé le rôle de la Grèce comme avant-poste vas-

salisé de l'Otan, une plate-forme pour une intervention militaire états-unienne au Proche-Orient et en Méditerranée orientale doublée d'un marché pour les produits manufacturés d'Allemagne et d'Europe du Nord.

Histoire ancienne: la fondation de



Yánis Varoufákis, le ministre grec des Finances, et Aléxis Tsípras, le Premier ministre, vont mener une âpre négociation à Bruxelles

l'empire européen

En 1980 la Grèce fut admise dans la Communauté économique européenne (CEE) comme un état vassal de l'empire émergent franco-allemand. Avec l'élection d'Andreas Papandréou, chef du parti panhellénistique socialiste grec qui disposait d'une majorité absolue au parlement, l'espoir d'un changement radical dans les affaires intérieures et extérieures se faisait jour [5]. En particulier, pendant la campagne électorale, Papandréou avait promis la sortie de l'Otan et de la CEE, l'annulation des accords autorisant les États-Unis à maintenir des bases militaires en Grèce et une économie fondée sur la « propriété sociale » des moyens de production. Après avoir été élu, Papandréou a immédiatement assuré à la CEE et à Washington que son gouvernement resterait au sein de la communauté européenne et de l'Otan et renouvellerait les accords sur les bases militaires des États-Unis. Des études, commandées par le gouvernement au début des années 80, montrant les résultats à moyen et long terme du maintien de la Grèce dans la CEE, notamment la perte de contrôle du commerce, des budgets et des marchés, ayant été ignorée par Papandréou qui a choisi de sacrifier l'indépendance politique et l'autonomie économique sur l'autel des transferts de fonds à grande échelle, des prêts et des crédits venant de la CEE. Depuis son balcon, Papandréou a parlé aux masses d'indépendance, de justice sociale, alors qu'il conservait des liens avec les banquiers européens et les oligarques grecs, armateurs comme banquiers. L'élite européenne à Bruxelles et les oligarques grecs à Athènes ont gardé la mainmise sur les hautes sphères du système politique et économique de la Grèce.

Papandréou a conservé les pratiques de clientélisme politique mises en place par les précédents gouvernements de droite, remplaçant uniquement les fonctionnaires de droite par des membres du parti Pasok.

La CEE a balayé la rhétorique radicale bide de Papandréou et s'est focalisée sur le fait qu'elle achetait le contrôle et la soumission de l'État grec en finançant un régime clientéliste corrompu, qui détournait les fonds des projets de développement de la compétitivité

tre ouvertement néolibéral Costas Simitis en 2002, le régime du Pasok a manipulé les comptes, fabriqué des données gouvernementales sur son déficit budgétaire, avec l'aide des banques d'investissement de Wall Street, et est devenu un membre de l'Union monétaire européenne. En adoptant l'euro, Simitis a favorisé une plus grande subordination financière de la Grèce aux fonctionnaires européens non élus de Bruxelles, dominés par le ministère allemand des Finances et les banques.

Les oligarques grecs ont fait de la place au sommet pour une nouvelle espèce d'élite kleptocratique issue du Pasok, qui a détourné des millions sur les achats militaires, commis des fraudes bancaires et s'est livrée à une évasion fiscale massive.

Les élites bruxelloises ont permis à la classe moyenne grecque de vivre l'illusion d'être des « Européens prospères » car elles conservaient une influence décisive à travers les prêts et l'accumulation des dettes.

Une fraude bancaire à grande échelle —trois cent millions d'euros— a même impliqué le bureau de l'ex-Premier ministre Papandréou.

Les relations clientélistes à l'intérieur de la Grèce n'avaient d'égaux que les relations clientélistes entre Bruxelles et Athènes.

Même avant le krach de 2008 les créanciers de l'UE, banquiers privés et prêteurs officiels, fixaient les paramètres de la politique grecque.

Le krach mondial révéla les fondations fragiles de l'État grec —et conduisit directement à l'intervention directe et brutale de la Banque centrale européenne, du Fonds monétaire international et de la Commission européenne— la tristement célèbre « Troïka ». Cette dernière a imposé les politiques « d'austérité » comme condition du « sauvetage », qui ont dévasté l'économie, provoquant une crise économique majeure, appauvrissant plus de 40 % de la population, réduisant les revenus de 25 % et générant 28 % de chômage.

La Grèce: captivité par invitation

Prisonnière de l'UE politiquement et économiquement, la Grèce était impuis-



Tout ce que nous disons, c'est donner une chance à la Grèce

D'octobre 1981 à juillet 1989 la consommation grecque a augmenté tandis que la productivité stagnait. Papandréou a remporté les élections en 1985 en utilisant les fonds de la CEE. Pendant ce temps la dette grecque européenne s'envolait... Les dirigeants de l'UE ont condamné la mauvaise utilisation des fonds par la vaste armée de kleptocrates de Papandréou mais pas trop bruyamment. Bruxelles reconnaissait que Papandréou et le Pasok représentaient le meilleur moyen pour museler l'électorat radical grec et garder la Grèce sous tutelle de la CEE et comme fidèle vassal de l'Otan.

Des leçons pour Syriza : les réformes à court terme et la stratégie vassaliste du Pasok

Qu'il soit dans le gouvernement ou en dehors, le Pasok a suivi les traces de son adversaire de droite (Nouvelle Démocratie) en acceptant la camisole de force de l'Otan-CEE. La Grèce a continué à maintenir les dépenses militaires par habitant au niveau le plus élevé de tous les membres européens de l'Otan. Résultat, la Grèce a reçu prêts et crédits pour financer des réformes sociales à court terme et la corruption à grande échelle à long terme, tout en élargissant l'appareil politique de l'État-parti.

Avec l'ascension du Premier minis-

sante au plan politique. Mis à part les syndicats qui ont lancé trente grèves générales entre 2009 et 2014, les deux principaux partis, Pasok et Nouvelle Démocratie, ont amené la prise de contrôle par l'UE. La dégénérescence du Pasok en un appendice de l'UE constitué d'oligarques et de vassaux collaborateurs a vidé de son sens la rhétorique 'socialiste'. Le parti de droite Nouvelle Démocratie a renforcé et rendu plus profonde encore la mainmise de l'UE sur l'économie grecque. La Troïka a prêté à son vassal grec des fonds « de sauvetage » qui furent utilisés pour rembourser les oligarques financiers allemands, français et anglais et renforcer les banques privées grecques. La population grecque était affamée » par les politiques « d'austérité » destinées à maintenir le flot des remboursements sortant vers le haut.

L'Europe : Union ou Empire ?

La crise de l'Union européenne de 2008/2009 eut plus d'impact sur ses maillons faibles, l'Europe du Sud et l'Irlande. L'UE a révélé sa véritable nature d'empire hiérarchique, dans lequel les États puissants, l'Allemagne et la France, pouvaient ouvertement et directement contrôler l'investissement, le commerce, les politiques monétaires et financières. Le « sauvetage » de la Grèce tant vanté par l'UE était en fait le prétexte

pour imposer de profonds changements structurels. Ceux-ci incluaient la dénationalisation et la privatisation de tous les secteurs économiques stratégiques, les remboursements de dettes perpétuelles, les diktats étrangers sur les politiques de revenus et d'investissements. La Grèce a cessé d'être un État indépendant : elle a été totalement et absolument colonisée.

Les crises perpétuelles de la Grèce: la fin de « l'illusion européenne »

L'élite grecque et, au moins depuis 5 ans, la plupart des électeurs, ont cru que les mesures régressives (« austérité ») adoptées —les licenciements, les coupes budgétaires, les privatisations, etc.— étaient des traitements amers de courte durée qui mèneraient rapidement à une réduction de la dette, à l'équilibre budgétaire, à de nouveaux investissements, à la croissance et au redressement. Du moins, c'est ce que leur disaient les experts économiques et les dirigeants de Bruxelles.

En réalité, la dette a augmenté, la spirale descendante de l'économie s'est poursuivie, le chômage s'est amplifié, la dépression s'est aggravée. « L'austérité » était une politique de classe instaurée par Bruxelles pour enrichir les banquiers étrangers et piller le secteur public grec.

La clé du pillage par l'UE a été la perte de la souveraineté grecque. Les deux partis majoritaires, Nouvelle Démocratie et le Pasok, en étaient des complices actifs. Malgré un taux de chômage de 55 % chez les 16-30 ans, la coupure de l'électricité de 300 000 foyers et un exode de masse (plus de 175 000), l'UE (comme on pouvait le prévoir) a refusé d'admettre que le plan d'austérité » avait échoué à redresser l'économie grecque. La raison pour laquelle l'UE s'obstinait dans cette « politique ayant échoué » résidait dans le fait qu'elle bénéficiait du pouvoir, des privilèges et des profits du pillage et de sa suprématie impériale.

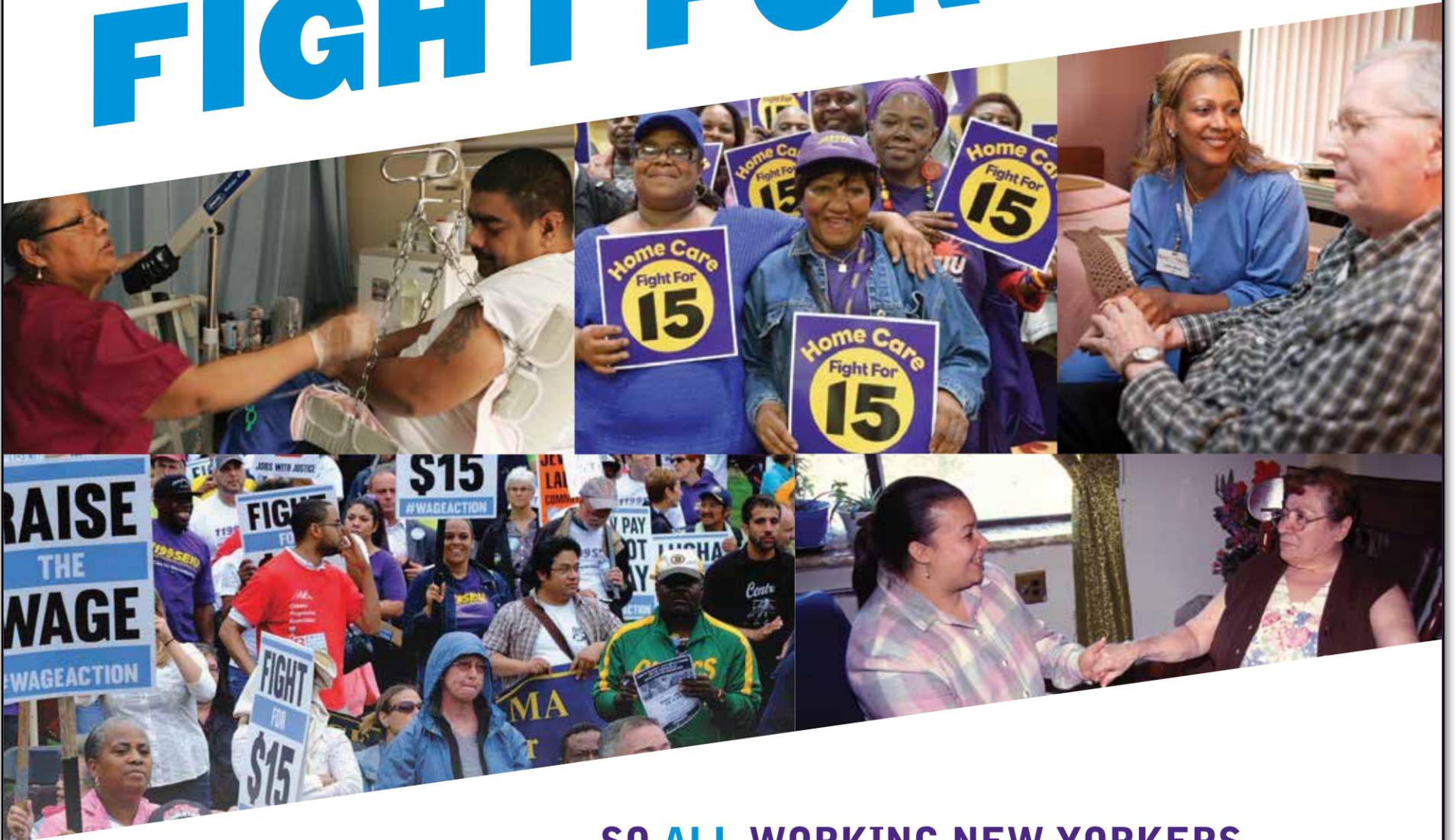
De plus, la reconnaissance par l'élite de Bruxelles de son échec en Grèce aurait probablement pour résultat qu'il lui serait demandé de reconnaître également ses échecs dans le reste de l'Europe du Sud et au-delà, y compris en France, en Italie et chez d'autres membres clés de l'UE [6]. Les élites dirigeantes, financières et entrepreneuriales, d'Europe et des USA ont prospéré par les crises et la dépression, en imposant des coupes budgétaires dans les secteurs sociaux, les salaires et les traitements. Admettre un échec en Grèce aurait des répercussions en Amérique du Nord et en Europe, remettant en question leurs politiques économiques, leur idéologie et la légitimité des dirigeants. La raison pour laquelle tous les régimes de l'UE soutiennent l'insistance de l'UE à ce que la Grèce continue à respecter cette politique « d'austérité » manifestement perverse et rétrograde et impose des « réformes structurelles » réactionnaires, est que ces mêmes gouvernements ont sacrifié le niveau de vie de leur propre population active au cours des crises économiques [7].

Les crises économiques, de 2008/2009 jusqu'à aujourd'hui (2015), demandent toujours de durs sacrifices pour perpétuer les profits des classes dirigeantes et financer les subventions publiques des banques privées. Toutes les institutions financières majeures — la BCE, la Commission européenne et le FMI— suivent la même ligne : aucune contestation ou écart ne sera toléré. La Grèce doit accepter les diktats de l'UE ou faire face à d'énormes représailles financières. « Étrangement économique ou servage perpétuel envers la dette » est la leçon que Bruxelles envoie à tous les États membres de l'UE. Alors que, ostensiblement, elle parle à la Grèce — c'est un message destiné à tous les États, mouvements d'opposition et syndicats qui mettraient en question les diktats de l'oligarchie bruxelloise et de ses suzerains allemands.

Tous les principaux médias et grands pontes de l'économie ont servi de mégaphone aux oligarques de Bruxelles. Le message répété sans cesse par les libéraux, conservateurs et sociaux démocrates aux nations persécutées, aux travailleurs dont les revenus baissent, qu'ils soient salariés ou payés à la

Suite à la page (15)

ON APRIL 15, JOIN HOMECARE & HEALTHCARE WORKERS TO FIGHT FOR \$15!



SO ALL WORKING NEW YORKERS CAN LIVE WITH DIGNITY!

As the economy has rebounded in New York, we've seen Wall Street making billions and luxury condos rising everywhere. But working people are still struggling to pay the rent and make ends meet. Inequality is out of control in our city and our country, and all the wealth is going to the top 1%. On April 15, thousands of 1199SEIU homecare and healthcare workers will be marching as part of a national day of action in cities across the country, calling for \$15 an hour for low-wage workers. Join with us to demand that all working people have dignity, security and opportunity, not just the wealthy few.

**WEDNESDAY, APRIL 15
ASSEMBLE AT 4:00 PM
64th ST. & BROADWAY
MANHATTAN**

Subway: Take the **1** to 66th St./Lincoln Center or take the **A C B D** to 59th St./Columbus Circle and transfer to the **1**

Bus: M7, M5, M11, M66, M104

1199SEIU
United Healthcare Workers East

1199SEIU.org/FightFor15

 / 1199SEIU
 @1199SEIU

La guerre contre le Paraguay : Une guerre impérialiste méconnue



Par Tarik Bouafia

Au 19^{ème} siècle, les indépendances des pays latino-américains mettent fin à quatre siècles de domination coloniale. Néanmoins, les nouvelles nations ne sont que relativement « indépendantes ». Leur économie est en effet totalement dépendante des métropoles européennes et notamment de l'Empire britannique. Un pays, le Paraguay, décide cependant de se développer indépendamment et de choisir la voie du protectionnisme en refusant de s'insérer dans l'« économie monde » et le libre-échange dominé par Londres. Un crime pour le capitalisme anglais qu'il fera payer très cher au peuple paraguayen.

I. Le contexte historique

Quels points communs les indépendances africaines du début des années 1960 ont-elles avec les indépendances latino-américaines du début du 19^{ème} siècle ? Ces libérations, fruit de longues luttes souvent meurtrières débouchèrent essentiellement sur des indépendances politiques. En effet, les administrations coloniales qui jadis dominaient politiquement les colonies furent remplacées par les représentants des nouveaux États « libres ». Néanmoins, dans de nombreux pays, une oligarchie parasitaire et corrompue prit le pouvoir, reléguant le peuple à la passivité et à la soumission.

Si l'indépendance politique fut en partie gagnée par les anciennes colonies, l'indépendance économique, elle,

fut un leurre. En effet, les États récemment libérés du joug des anciennes puissances coloniales restèrent très dépendantes vis-à-vis des métropoles européennes. Concernant l'Amérique Latine, l'immense majorité des pays s'insèrent dans l'économie mondiale en adoptant le libre-échange. Un système dominé à cette époque par la grande puissance industrielle, l'Angleterre. Le libre-échange, tout comme aujourd'hui, était alors le système économique et commercial dominant. Il fut théorisé par l'économiste anglais David Ricardo. Cette théorie reposait sur l'idée qu'un pays, pour être compétitif, devait se spécialiser dans un secteur ou un produit en particulier pour en tirer un maximum de bénéfices, c'est la fameuse théorie des « avantages comparatifs ». Par exemple, si un pays était riche en café, il devait se spécialiser uniquement dans l'exportation de café. Ce système entraîna les pays riches en matières premières et agricoles vers le modèle de la monoculture. Un véritable désastre pour ces pays. Cette théorie du libre-échange était imposée alors par l'Empire britannique qui dominait économiquement et militairement une grande partie du monde, de la Chine à l'Argentine en passant par l'Inde.

Cependant, ce système extrêmement avantageux pour Londres s'avérait être catastrophique pour le développement des pays du « sud ».

Comment fonctionnait précisément ce système ? Les pays latino-américains par exemple exportaient leurs matières premières vers la métropole anglaise à des prix parfois très

avantageux. Celle-ci transformait ces matières premières en produits manufacturés et trouvait dans ces pays des marchés pour écouler ses marchandises. Les États comme le Brésil ou l'Argentine s'endettaient alors, souvent auprès de banques anglaises pour acheter ces biens. C'est ainsi que commença notamment la dette extérieure des pays du « tiers-monde ». Ces pays ne faisaient qu'exporter leur matière première et ne produisaient quasiment rien. L'industrie était quasi inexistante et alors que l'Angleterre se développait à grande vitesse, les nouvelles nations sud-américaines stagnaient voire se sous-développaient. Cette économie désastreuse profitait seulement aux bourgeoisies commerciales comme celle de Buenos Aires, très puissante à l'époque. Le reste de l'Argentine était quant à lui abandonné. Néanmoins, un pays, le Paraguay, va lui choisir une voie alternative, celle du protectionnisme.

Le Paraguay, une exception

Pendant que la grande majorité des pays sud-américains suivent le chemin imposé par la puissance britannique, le Paraguay prend avec l'arrivée au pouvoir en 1814 de José Gaspar de Francia un tournant historique. En effet, le nouveau dirigeant paraguayen décide d'en finir avec l'oligarchie corrompue qui domine la société paraguayenne. L'écrasement de l'oligarchie n'a pas pour but d'asseoir le pouvoir du nouveau général, mais de créer un État fort et interventionniste. Lorsque le général meurt en 1840, Carlos Antonio Lopez puis son fils Fernando Solano Lopez prennent le pouvoir. Le père et le fils suivent la politique économique impulsée par le général Gaspar Francia. Une économie basée sur un pilier essentiel : le protectionnisme. Ce dernier contrairement au libre-échange fait de l'industrialisation la clé essentielle du développement économique. Mais pour cela, il s'agit de fermer le pays aux investisseurs, entreprises et produits étrangers pour ainsi privilégier le développement d'une industrie nationale. Le choix du Paraguay d'adopter cette politique économique en fait le premier pays industriel d'Amérique Latine. Les succès économiques sont impressionnants. Pendant que le reste des nations latino-américaines se sous-développent et dépendent exclusivement de leurs relations avec l'Empire britannique, le Paraguay lui, développe un réseau de chemins de fer performant et inédit en Amérique Latine. On fabrique des matériaux de construction, une industrie textile et de la sidérurgie voit le jour, une flotte marchande avec des navires sont construits dans des chantiers nationaux, une ligne de télégraphe est également créée. Sur le plan agricole, les dirigeants paraguayens lancent une grande réforme agraire et reprennent les terres des grands propriétaires terriens pour les léguer à de petits paysans. La balance commerciale est de son côté largement excédentaire. L'endettement, qui ronge petit à petit les autres pays de la région est inconnue au Paraguay.

Au niveau social, les voyageurs étrangers qui se rendent au Paraguay affirment que le pays ne connaît ni la mendicité, ni la faim.

Toutes ces réussites économiques, sociales, politiques, commerciales permettent même à Asunción d'envoyer ses meilleurs citoyens dans les plus grandes universités européennes pour se former.

Le Paraguay décida donc de refuser le système économique imposé par Londres et suivi par les néo-colonies latino-américaines telles que le Brésil et l'Argentine notamment. Malheureusement, l'histoire nous montre

Suite à la page (14)

Au Nigeria, la victoire de l'ordre moral



M. Muhammadu Buhari, 72 ans, le candidat de la coalition Tous pour le Congrès progressiste (All Progressives Congress, APC)

Par Jean-Christophe Servant

La victoire est nette et franche : avec plus de deux millions et demi de votes d'avance sur M. Goodluck Jonathan, le président sortant, M. Muhammadu Buhari, 72 ans, le candidat de la coalition Tous pour le Congrès progressiste (All Progressives Congress, APC), aura finalement atteint son but. Le 29 mai prochain, après trois tentatives malheureuses pour l'emporter par les urnes, celui-ci sera investi président de la Fédération nigérienne, première puissance économique du continent et son pays le plus peuplé.

Ancien dictateur ayant régi entre 1983 et 1985 un État qui ne comptait alors que 85 millions d'habitants — contre 180 aujourd'hui —, l'ex-général, a moins été élu par ses compatriotes pour son programme — remarquablement absent des débats, et, finalement, assez proche de celui de son concurrent — que pour son image : celle d'un homme de confession musulmane, droit dans ses bottes, austère, entré dans l'histoire des années 1980 pour sa « guerre contre l'indiscipline », et depuis épargné par les soupçons de corruption et d'enrichissement illicite dont pâtissent la majeure partie des politiciens nigériens.

Relayé par les machines électorales nordistes de plusieurs gouverneurs locaux — dont M. Rabiu Kwankwazo, à la tête du gouvernement de l'État de Kano — passés du Parti démocratique du peuple (Democratic People's Party, PDP) à l'APC, son profil d'homme à poigne conservateur ne pouvait que séduire des électeurs confrontés à l'impressionnant délitement économique de leur région depuis le début des années 2000, et pris en tenaille depuis 2009, en ce qui concerne les limes du nord-est, dans une « sale guerre » opposant les autorités centrales à l'insurrection de la nébuleuse Boko Haram [1]. Au sud-ouest du pays, la présence en tant que colistier d'une autre figure de l'ordre moral, le professeur Yemi Osinbajo, 58 ans, haut responsable de la Redeemed Christian Church of God, une multinationale pentecôtiste, aura sans doute joué un rôle non négligeable sur le choix final des jeunes votants de la petite classe moyenne des grands centres urbains, en particulier à Lagos, la capitale économique et État-clé du scrutin.

M. Buhari, qui a reconnu durant la campagne être un « ancien chef militaire converti à la démocratie, prêt à se soumettre aux normes démocratiques et à la rigueur des élections pour la quatrième fois » [2], a aussi bénéficié du fort soutien de la

presse anglo-saxonne, en particulier The Economist, grâce aux spin doctors britanniques de l'agence de relations publiques BTP Partners [3]. Les réseaux sociaux ont été aussi très utilisés pour mobiliser la diaspora.

Depuis la communication des résultats, mardi 31 mars, par M. Attahiru Jega, l'impassible et imperturbable président de la Commission électorale indépendante (INEC) — l'autre grand « vainqueur » de ce scrutin —, les médias internationaux n'ont cessé de rappeler que la démocratie a été la principale gagnante de ces élections. Pour la première fois dans l'histoire du Nigeria, en effet, l'alternance s'est faite par les urnes. A leurs frères et sœurs du continent africain, les électeurs nigériens ont montré une impressionnante ferveur et une patience tout aussi admirable. Le scrutin a certes été marqué par des actes de violence inhérents aux lignes de fractures et tensions ethnocoalitionnelles propres au « Pakistan de l'Afrique », mais en très nette baisse par rapport aux précédentes élections présidentielles de 2011, qui avaient fait plus de huit cents victimes. Reste que le taux d'abstention est le plus élevé depuis le retour du pays en « Democracy » [4] en 1999 : seuls trente-et-un millions d'inscrits auront finalement pu voter, sur les soixante-huit millions d'électeurs officiels... soit 47% de participation, contre 54% en 2011, 57% en 2007 et 69% en 2003.

« Un ancien dictateur » se révélera-t-il un meilleur choix « qu'un président qui a échoué ? » ? demandait The Economist en février dernier [5]. M. Muhammadu Buhari, dont la future nouvelle opposition a souvent questionné l'état de santé, à quatre ans pour le prouver.

Notes

[1] Lire Alain Vicky, « Aux origines de la secte Boko Haram », Le Monde diplomatique, avril 2012.

[2] « I have heard and read references to me as a former military ruler and a converted democrat who is ready to operate under democratic norms and is subjecting himself to the rigours of democratic elections for the fourth time » (« I am a converted democrat, not a dictator — Buhari », The International Center for Investigative Reporting, 26 février 2015.

[3] Katherine Ainger, « The PR kingmakers of London town take on Nigeria », Spinwatch, 7 mars 2015.

[4] Surnom donné à la démocratie nigérienne à partir du mot « démocratie » et du mot anglais crazy (« fou »).

[5] « The least awful », The Economist, Londres, 7 février 2015.

Les Blogs du Diplo 2 avril 2015

RUSH SERVICE
SAME DAY MOST

TRADUCTIONS
TRANSLATIONS
RESUME PREPARATION

FAX SERVICE
HAITI & CARIBBEAN

TAXES EMPLOYEE
DRIVERS
BABYSITTERS
CURRENT & BACK YEARS SELF-EMPLOYED
FILED YEAR-AROUND

K-EXPRESS
lakay se lakay

1864 NOSTRAND AVE
CORNER NEWKIRK, BROOKLYN, NY
OPEN MON-SAT 9 AM-6 PM
347-406-7823 / 718- 284-3156
FAX 347- 529-2593



Director: Florence Comeau

Interlink Translation Services

* Translations * Interpreters
* Immigration Services
* Resumé * Fax Send & Receive
* Much more.

English • French • Kreyòl • Spanish

Tel: 718-363-1585

899 Franklin Avenue,
Brooklyn, NY 11225

Toussaint Louverture le précurseur

C'est sur l'habitation du Comte de Bréda, près du Cap-Français que Toussaint naît le 20 mai 1743. Déporté à Saint-Domingue, son père Hippolyte Gaou fut vendu comme esclave au gérant de l'habitation, prenant alors le nom de son propriétaire, Bréda. Son maître, M. Bailon de Libertat, encouragea Toussaint à apprendre à lire et à écrire et en fit son cocher et le contremaître de l'habitation.

En août 1791, c'est le Bois Caïman et l'insurrection des esclaves. Toussaint devient l'aide-de-camp de Georges Biassou, à la tête des esclaves qui, réfugiés dans la partie orientale de l'île, s'allient en 1793 aux Espagnols qui l'occupaient pour renverser les français esclavagistes. Plusieurs victoires lui valent le surnom de Louverture. Il devient général des armées du roi d'Espagne.

Le 29 août 1793, Toussaint lance sa proclamation et se présente aux esclaves comme leur leader : « Déracinez avec moi l'arbre de l'esclavage ». Il se convainc que les Espagnols n'entendent pas abolir l'esclavage. Les commissaires de la République française,



Toussaint Louverture

Léger-Félicité Sonthonax et Etienne Polverel, arrivent à Saint-Domingue en septembre 1792 pour garantir les droits des gens de couleur. Lors, l'île était envahie

par la marine britannique et les troupes espagnoles, auxquelles s'étaient ralliés de nombreux blancs royalistes.

Le même jour de la proclamation de Toussaint, Sonthonax émancipe l'ensemble des esclaves pour que ceux-ci se joignent à la Révolution. Le 5 mai 1794, Toussaint effectue une volte-face. L'armée sous son commandement défait en quinze jours ses anciens alliés espagnols et enlève une dizaine de villes. En un an, il refoule les Espagnols à la frontière orientale de l'île. Il devient successivement général de brigade, lieutenant général de la colonie de Saint-Domingue, finalement général de division en août 1796. Toussaint disposant d'une armée de 51 000 hommes (dont 3 000 blancs) harcèlent les Anglais qui fatigués de la résistance de Toussaint se décident à négocier et le 31 août 1798 abandonnent Saint-Domingue.

En octobre 1798, Toussaint se débarrasse d'Hédouville. Il se tourne alors contre son rival, le chef des mulâtres, Rigaud, avec qui il engage les hostilités en juin 1799 secondé par Dessalines et Christophe. Il défait les troupes rigaudistes en un

an au prix d'un bain de sang.

Pour remettre l'économie de l'île sur pied Toussaint publie le 12 octobre 1800 un règlement reconduisant le travail forcé des noirs sur les plantations, suscitant de nombreux mécontentements et des révoltes dans le Nord qui furent brutalement réprimés avec fusillade de meneurs dont son propre neveu, le général Moïse. Puis, voulant unifier l'île, il se tourne vers la partie espagnole de l'île qu'il conquiert en un mois, en janvier 1801.

Bonaparte s'inquiète du risque de perdre une colonie rentable. Le 20 janvier 1802, une expédition dirigée par Leclerc débarque sur l'île et se porte à l'assaut des partisans de Toussaint Louverture. Le 7 mai 1802, Louverture signe à Cap-Haïtien avec les Français un traité qui stipule notamment que l'esclavage ne sera pas rétabli sur l'île. Il se retire alors dans son domaine d'Ennery.

Trois semaines plus tard, Leclerc arrête Toussaint Louverture, soupçonné de complot et de rébellion, ainsi que sa famille. Il est conduit alors en France. Emprisonné au Fort de Joux, où il sera maintenu isolé et soumis à un froid extrêmement ri-

goureux. Il y mourra d'une pneumonie le 7 avril 1803.

Toussaint Louverture l'excellent stratège et homme politique avait sans doute la vision d'une approche progressive de l'émancipation de St Domingue, avec liberté pour les esclaves, jusqu'à en faire éventuellement, peut-être une sorte d'État-libre associé qui aurait son autonomie par rapport à la métropole. Irait-il jusqu'à une pleine indépendance ? Nous n'avons aucune donnée nous autorisant à répondre par l'affirmative.

De toute façon il avait ouvert la voie. Les Français avaient abattu « le tronc de l'arbre de la liberté ». Mais, Toussaint Louverture avait prophétisé qu'il repousserait grâce à ses « racines profondes et nombreuses. Des salines reprit brillamment le combat qui devait conduire à la fulgurante victoire de la butte Charrier et à l'Indépendance, cet extraordinaire hymne à la liberté qui du coup honora la mémoire de Louverture mais aussi suscita une haine acharnée, séculaire de l'occident qui ne sera jamais revenu de cette historique humiliation.

F.L

Un vent de révolte souffle sur le Québec

Tarik Bouafia

Trois ans après les manifestations monstres contre la hausse des frais d'inscription, les étudiants québécois sont redescendus dans la rue jeudi 2 avril pour dénoncer les politiques d'austérité du nouveau gouvernement de la province de Québec. Des manifestations pacifiques violemment réprimées par les forces de l'ordre, dans une indifférence quasi générale...

Mobilisations contre l'austérité

Il y a trois ans, les rues de Montréal et de Québec se remplissaient d'étudiants, bien décidés à lutter contre la décision du gouvernement de la province de Québec d'augmenter les frais d'inscription à l'université. Un mouvement historique qui débuta le 13 février 2012 et qui allait durer des mois. Tous les jours ou presque, les étudiants descendaient dans la rue pour exiger un accès aux études supérieures et l'abrogation de la loi visant à augmenter les frais d'inscription. Les sit-in, les occupations d'universités rythmaient alors le quotidien des étudiants déterminés à se faire entendre par le gouvernement de M. Jean Charest.

Mais trois ans plus tard, plus rien ou presque. Les étudiants sont retournés dans leurs universités et les scènes des manifestations semblent loin-

taines. C'était sans compter sur les nouvelles mesures d'austérité annoncées par le nouveau premier ministre québécois, Philippe Couillard, élu il y a un. Les mesures annoncées la semaine dernière visent en effet à couper de manière drastique dans les dépenses publiques et notamment dans l'éducation et la santé. Cette décision a provoqué la colère des étudiants qui dénoncent « les pires compressions dans l'éducation depuis 20 ans ».

Le 21 mars, les associations et syndicats d'étudiants votent la grève afin de dénoncer le budget restrictif et néolibéral du gouvernement québécois. Le 23 mars, plus de 50 000 étudiants participent à la grève dans les universités et les campus de la province. Et puis, ce jeudi 2 avril, « jour de grève nationale », ils étaient plus de 135 000 à suivre le mouvement de grève dans les universités et environ 75 000 (1) personnes à descendre dans la rue pour manifester à Montréal. Familles, professeurs, étudiants, travailleurs, tous sont venus dire leur colère face aux politiques antisociales qui leur sont imposées.

Les étudiants, fer de lance de la contestation, dénoncent ardemment les politiques d'austérité imposées coup sur coup par les gouvernements successifs. Depuis maintenant plus de 20 ans, et suivant les politiques néolibérales menées aux États-Unis et en Europe, le gouvernement québécois,

et dans une plus large mesure l'État canadien, mènent une guerre sans merci contre les derniers acquis de l'État-Providence. Santé, éducation, culture, tous les services publics reçoivent les foudres des obsédés de la « rigueur budgétaire ».

D'ailleurs, le premier ministre québécois a jugé urgent de « reprendre le contrôle de nos finances publiques ». Pour atteindre les objectifs budgétaires, des mesures très impopulaires sont mises en œuvre comme par exemple l'augmentation croissante du prix de l'électricité. De plus, ces politiques ont instauré une concurrence toujours plus accrue dans la gestion des affaires publiques. Les syndicats dénoncent ainsi la privatisation des services publics et des programmes sociaux.

Ces manifestations font écho aux rassemblements de masse des indignés en Espagne, des anti-austérité en Grèce ou encore des étudiants à Londres ou à Santiago du Chili. Même si les situations peuvent varier selon les pays, le dénominateur commun de toutes ces révoltes, est néanmoins le rejet des politiques néolibérales qui font des services publics, et notamment de l'éducation, une « denrée » de plus en plus rare, réservée aux plus aisés. En Angleterre, il y a trois ans, le premier ministre David Cameron annonçait des mesures pour augmenter les frais d'inscription à l'université. Même son de cloche au Chili

Suite à la page (16)

SW ARE KOMEMORASYON
VEN SENK (25) ANE
"MACH 20 AVRIL 1990"
Refleksyon, Deba ak Resepsyon.



Dimanch 19 Avril 2015 @ 6Zè nan aswè (6PM)

HAITI LIBERTÉ
1583 Albany Ave.

Brooklyn, NY 11210

Kontak: (646)244-1149, (718)600-9815, (917)251-6057

que lorsqu'un pays refuse de se soumettre à l'idéologie dominante imposée par les puissances occidentales, ces dernières font tout pour faire rentrer de gré ou de force cet État « dissident » dans le rang. Et le Paraguay n'échappa pas à la règle.

La guerre de la Triple Alliance

En 1865, l'Uruguay, le Brésil et l'Argentine se réunissent pour signer le traité de la Triple Alliance. Quelques mois plus tard, ces trois pays mais surtout l'Argentine et le Brésil se lancent à l'assaut du Paraguay. Pourquoi ? Quelles sont les causes de cette guerre ? Que cherchèrent notamment le Brésil et l'Argentine en attaquant le territoire paraguayen ? Et surtout, quelle fut le rôle joué par l'Angleterre et quels étaient ses objectifs ?

Comme nous le savons tous, l'histoire est écrite par les vainqueurs. Comme l'a très bien démontré le philosophe français Michel Foucault dans ses ouvrages, le pouvoir impose sa vérité. Il dit ce qui est vrai et ce qui est faux. De leur côté, les vaincus n'ont pas leur place dans le récit du passé. Encore aujourd'hui, ils sont condamnés au silence.

Commençons par la version que donneront les pays sud-américains. L'Argentine et le Brésil qui furent les principaux belligérants affirmèrent avoir déclenché cette guerre pour des raisons humanistes et morales. En effet, considérant que le général Francisco Solano Lopez n'avait pas été élu démocratiquement par le peuple paraguayen, il était dans le devoir des dirigeants brésiliens Pedro II et argentin Bartolomé Mitre d'apporter le progrès et la civilisation au Paraguay. Un peu comme le prétexte utilisé par les États-Unis aujourd'hui pour aggraver des nations souveraines à travers le monde. Cependant, la raison évoquée par l'Argentine et le Brésil n'était pas aussi noble qu'elle y paraissait. Pour le Brésil, il s'agissait de garder le soutien de l'Angleterre. Pour l'Argentine, les raisons furent plus diverses. Au-delà du fait que l'Argentine souhaitait conserver de bonnes relations commerciales, politiques et diplomatiques avec la puissance britannique, le président Bartolomé Mitre désirait également mettre fin aux troubles et aux révoltes qui secouaient l'intérieur de la société argentine. L'intérieur fait référence à tout le territoire argentin sauf la capitale Buenos Aires. Depuis l'indépendance de l'Argentine en 1816, le pays fit face à des conflits parfois très violents entre les fédéralistes qui prônaient un État décentralisé et les centralistes qui eux plaidaient pour une forte centralisation de l'État autour de la capitale, Buenos Aires. C'est finalement les seconds qui l'emportèrent. Comme il est dit plus haut, les provinces intérieures de l'Argentine furent totalement abandonnées par l'oligarchie au pouvoir. Cette immense partie du pays servait exclusivement à récolter les matières premières et agricoles et à les transporter vers le port de Buenos Aires pour ensuite les exporter vers l'Angleterre. Face à ces

injustices territoriales et économiques, des soulèvements éclatèrent et des mouvements insurrectionnels virent le jour. Des hommes comme Felipe Varela ou Juan Saa fondèrent les organisations « montoneros » (à ne pas confondre avec les montoneros péronistes des années 1970) et s'allièrent dans le but de marcher sur Buenos Aires. Le sentiment d'injustice était immense contre l'oligarchie portena (de Buenos Aires) qui s'enrichissait grâce au commerce avec la puissance britannique pendant que le reste du territoire argentin était sinistré et que les gens souffraient de la faim et des pénuries. Dans cette lutte contre le pouvoir de Buenos Aires, les mouvements insurrectionnels pouvaient compter sur l'appui de l'État paraguayen. Voilà en partie pourquoi le président argentin Bartolomé Mitre décida d'envahir le Paraguay conjointement avec le Brésil et l'Uruguay. S'attaquer au général Lopez était une manière de détruire les rebellions intérieures. Notons au passage que le dirigeant argentin était très confiant à l'idée d'en finir rapidement avec le général paraguayen. Il s'exclama ainsi lors d'un de ses discours : « En trois jours dans les casernes, en trois semaines au front, en trois mois à Asunción ». Et voilà qu'à la fin de l'année 1865, la guerre de la Triple Alliance contre le Paraguay est déclenchée. Avant de voir les conséquences désastreuses de cette guerre, intéressons-nous d'abord au rôle primordial qu'a joué l'Angleterre dans cette guerre.

Une guerre pilotée par Londres

Tout comme de nombreux dirigeants du « tiers-monde » aujourd'hui, les dirigeants argentins et brésiliens de l'époque n'étaient en réalité que des marionnettes à la solde de l'impérialisme anglais. En effet, si Mitre et Pedro II ont lancé cette guerre, c'était plus par soumission vis-à-vis de l'Angleterre que pour des raisons géographiques liées à des conflits frontaliers et encore moins pour des raisons humanistes. Non, cette guerre fut pensée et pilotée depuis Londres. Les oligarchies argentines et brésiliennes obéirent aux ordres donnés par les hommes d'affaires anglais dans le but de conserver leurs bonnes relations avec la métropole européenne et ainsi profiter des nombreux capitaux anglais qui affluaient alors en masse dans ces pays. Des capitaux qui enrichirent considérablement les bourgeoisies commerciales et qui participèrent dans le même temps à obtenir des matières premières à bon marché. Après la fin de ce qu'on pourrait appeler le « colonialisme pur », le néocolonialisme prit la relève. Dans son ouvrage « Impérialisme, stade suprême du capitalisme », Lénine montre comment l'afflux de capitaux des pays industriels du Nord vers les pays riches en matières premières du Sud permet aux premiers d'asseoir leur domination dans le monde tout en sous-développant les pays qui reçoivent ces flux de capitaux. C'est ce qui se passa après les indépendances africaines avec l'arrivée en nombre des multinationales ; et c'est

exactement ce qui se passa en Amérique Latine après les indépendances du 19ème siècle. Dans son œuvre monumentale Les veines ouvertes de l'Amérique Latine, le grand écrivain uruguayen Eduardo Galeano écrit « un pays est dominé par les capitaux qu'on y investit ». Les capitaux remplacent ainsi les armes. Mais ses effets sont tout aussi dévastateurs.

Ainsi, les milieux d'affaires britanniques financèrent grandement cette guerre contre le Paraguay. La Banque de Londres, la Baring Brothers ainsi que la Banque Rotschild apportèrent le financement nécessaire pour mener à bien ce projet. Mais alors pourquoi un tel acharnement contre un petit pays comme le Paraguay ? Pour comprendre, il faut s'intéresser à l'économie britannique. L'Angleterre devient à la fin du 18ème siècle une grande puissance industrielle. Celle qui dominera le monde pendant plus d'un siècle. Une industrie qui possède un secteur fondamental, celui du textile. Et pour développer ce dernier, Londres a besoin de nombreuses matières premières dont une en particulier : le coton. Jusqu'en 1865, l'empire britannique pouvait compter sur le coton bon marché qui provenait des plantations esclavagistes du sud des États-Unis. Mais en 1861, la guerre civile étatsunienne, la fameuse guerre de sécession éclate entre le Nord et le Sud. A la fin de la guerre en 1865, c'est le nord industriel emmené par Abraham Lincoln qui l'emporte. L'Angleterre perd ainsi son principal marché de coton. Il lui faut alors absolument trouver une source d'approvisionnement en coton. En regardant sur la carte du monde, les capitalistes anglais voient dans le Paraguay le pays qui pourra subvenir à leurs besoins en coton. Le problème, c'est que le Paraguay est un pays protectionniste qui n'accepte pas comme ses voisins latino-américains qu'une puissance étrangère vienne lui piller ces ressources naturelles. Face à ce problème, la solution que trouvent les milieux d'affaires anglais est d'utiliser les pantins argentins, uruguayens et brésiliens qui leur sont soumis pour faire plier le Paraguay et l'insérer dans l'économie du monde et le libre-échange et ainsi s'emparer de ses grandes ressources en coton. Preuve de la dépendance et de la soumission de l'Argentine à l'Angleterre, le président Bartolomé Mitre déclara pendant cette guerre « Je lève mon verre aux efforts argentins et aux capitaux anglais ». Les soldats argentins sont ainsi chargés de faire le sale boulot.

Ce conflit qui se termine en 1870 met fin à l'expérience indépendante du Paraguay. Les conséquences sont désastreuses. On compte entre six cent mille et un million de morts côté paraguayen soit plus de 60% de la population qui est décimée. Un autre chiffre donne encore plus froid dans le dos : 90% des hommes paraguayens meurent à la suite de ce conflit. Le déficit démographique est alors catastrophique. Un déficit qui aujourd'hui encore se fait sentir dans la société paraguayenne. Les gens meurent de faim et la misère se répand comme une traînée de poudre. Ainsi, cette guerre mal nommée de

la Triple Alliance puisque l'Angleterre même si elle n'envoya pas de soldats sur le front sud-américain y participa grandement fut le conflit le plus meurtrier que connut l'Amérique Latine. L'Empire britannique sut s'imposer et imposer ses lois et son modèle économique dévastateur à un pays qui avait choisi l'insoumission et le développement autonome. La défaite du Paraguay qui lutta jusqu'au bout contre l'agression militaire de ses voisins fait basculer le seul pays industriel de la région dans le libre-échange. C'est un succès pour l'Empire britannique qui résout son problème d'approvisionnement en coton.

Résonances contemporaines

L'impérialisme, le néocolonialisme, lorsqu'il ne peut entrer tranquillement par la porte comme en Argentine ou au Brésil entre par la fenêtre comme au Paraguay. Les conséquences sont de leur côté identiques. Sous-développement, pauvreté, indigence, dépendance, sont les résultats de politiques économiques imposés par les puissances occidentales aux peuples du sud avec bien évidemment la complicité des bourgeoisies nationales. Des bourgeoisies qui comme le dit très justement Eduardo Galeano sont « dominantes à l'intérieur et dominées à l'extérieur ». Cet épisode tragique de l'histoire contemporaine de l'Amérique du sud est malheureusement largement méconnue. Les manuels scolaires, les médias spécialisés dans l'histoire n'en parlent pas ou alors que très peu. Pourtant, la guerre de la Triple Alliance doit être connue de tous. Elle est un des symboles du cynisme et de la barbarie britannique au 19ème siècle. Et puis, elle montre également à quel point certains pays du sud étaient alors tellement inféodés aux grandes puissances qu'ils n'hésitaient pas à envoyer leurs hommes pour satisfaire ceux qui les dominaient.

Près d'un million de morts, voilà la punition que Londres infligea à un pays qui avait commis le crime de se développer en toute indépendance. Par ailleurs, ce retour dans l'histoire montre à quel point l'impérialisme n'a nullement disparu en Amérique Latine notamment. Au 20ème siècle, les États-Unis remplacèrent l'Angleterre. Les visées hégémoniques de Washington dans son ancien « pré-carré » représentent aujourd'hui une des plus grandes menaces pour la paix et la stabilité du continent latino-américain. Pour mener à bien ces plans, l'administration étatsunienne pourra encore compter sur des États traîtres et soumis comme la Colombie qui n'a pas hésité à envoyer des paramilitaires sur le sol vénézuélien pour tenter de déstabiliser l'ancien président Hugo Chavez.

Voilà pourquoi il est plus que jamais urgent pour les peuples de l'Amérique Latine de s'unir face au danger extérieur qui menace en permanence leur souveraineté. De Cuba à l'Argentine en passant par le Brésil et le Venezuela, l'unité et la solidarité doivent être les maîtres mots. Sous peine de revivre le scénario paraguayen.

Journal de Notre Amérique n°2, Investig'Action, mars 2015

jours pour l'inscription, cette fois, des candidats pour les différents postes à pourvoir.

Même si tous les partis et les Mouvements n'ont pas le même objectif ni la même visée, ils apportent déjà une légitimité indéniable dans la deuxième phase du processus à savoir donner la preuve que tous les dirigeants de partis cautionnent les futures joutes électorales dans le pays. Dans ce cas, les absents auront tort. Puisque du plus grand ou connu au plus petit ou inconnu, tous décident d'envoyer leurs organisations politiques aux combats pour le meilleur et le pire. Et pour l'heure, les choses semblent bien se passer. En tout cas, l'atmosphère n'est pas plus orageuse que d'habitude. Sans exclure, naturellement, les incivilités inhérentes à toute conjonction électorale dans ces États faillis ou ces Républiques qui ne le sont que de nom. Pour mettre plus de chance de son côté et du côté du pouvoir haïtien, on a appris l'appel du Groupe de Madrid demandant au Conseil de sécurité des Nations Unies de ne pas réduire le nombre des soldats de la force multinationale de l'ONU stationnés en Haïti depuis 2004.

Ces diplomates ne font, en fait, que soutenir la demande du Président Michel Martelly qui ne souhaite pas une réduction de l'effectif du personnel de la MINUSTAH en Haïti. Pourtant, un jour il va falloir bien se passer de cette force d'occupation si l'on veut prendre en main la destinée de ce pays. C'est à ce moment seulement qu'on saura si vraiment les dirigeants haïtiens sont redevenus raisonnables et aptes à diriger sans le dictat des puissances étrangères. En attendant que les Haïtiens retrouvent leur pleine et entière souveraineté sur leur terre et leurs institutions, il faut passer par cette étape essentielle qui est, jusqu'à maintenant, les élections afin de démontrer que le peuple est devenu adulte. Il faut tout faire afin de permettre que les choses se passent bien. Sinon, le moindre faux pas dans ce processus ou sur les résultats de ces joutes peut servir d'alibi aux « pays amis » d'Haïti pour maintenir leur influence et leur ingérence dans les affaires intérieures du pays comme celles des élections qui, en principe, relèvent de la souveraineté nationale.

Et si l'on veut en finir avec cette comédie qui consiste à aligner près de deux cents partis politiques à chaque élection alors que la situation économique du pays est continuellement au rouge et que les élections sont financées en grande partie par la Communauté internationale, il faudrait bien qu'il existe une vraie puissance publique haïtienne capable de décider seule ce qui est bien pour la bonne marche de la démocratie de ce pays. Ce trop plein de partis politiques ou de ces groupuscules n'a rien de démocratique. Cette armée mexicaine (plus de généraux que de soldats) ne peut que générer crises et conflits qui sont les sources d'instabilités politique, économique et sociale. Bref, la poursuite de l'occupation par la présence de la Mission des Nations Unies pour la Stabilisation en Haïti (MINUSTAH) sur le sol national reste pour nous un talon d'Achille.

C.C

Excellent Senior Care



Adult Daycare

- Exercise • Meals • Recreation
- Dancing • Massage Therapy
- Computer Classes • Health Screenings
- Yoga • ESL • Bingo • Hair Cuts
- Manicures • Bowling
- Door-to-Door Transportation

Administrator: Mercedes Narcisse

**Free Consultation!
Nou pale kreyòl!**

**1488 New York Avenue
Brooklyn, NY 11210
718.928.7505** "We Care"

www.excellentcarebrooklyn.com

Christine M. Mosse MD



**Internal Medicine
Board Certified**

2336 Second Avenue (at 120th Street)
New York, NY 10035

Office hours by appointment

212.987.5200



Dr. Kesler Dalmacy

1671 New York Ave.
Brooklyn, New York 11226

Tel: 718-434-5345

Le docteur de la
Communauté Haïtienne
à New York

**Greater Brooklyn
Gastroenterology Care**

Michel Jose Charles MD, FACC, AGAF
Board Certified Gastroenterology

Office Locations

3621 Glenwood Rd, Brooklyn NY 11210
9408 Flatlands Ave, Brooklyn NY 11236
1381-B Linden Blvd, Brooklyn NY 11212

By Appointment Only

Tel: 718-434-0202 / 718-869-1501
E-mail: charlesmjcharles@hotmail.com
"Giving care, one patient at a time."

tâche, ainsi qu'aux petits entrepreneurs, est qu'ils n'ont pas d'autre choix que d'accepter des mesures rétrogrades, taillant dans le vif de leurs conditions de vie (les « réformes ») s'ils veulent espérer la « reprise économique » — qui, bien sûr, n'a pas eu lieu depuis cinq ans !—

La Grèce est devenue la cible principale des élites économiques en Europe car les grecs sont passés de manifestations sans conséquence au pouvoir politique. L'élection de Syriza, sur la base d'une souveraineté convalescente, rejetant l'austérité et redéfinissant ses relations avec les créanciers en faveur d'un développement national marque les prémices d'une éventuelle confrontation à l'échelle du continent.

L'ascension de Syriza : héritage douteux, luttes de masse et promesses radicales non tenues

La croissance de Syriza, d'une alliance de petites sectes marxistes en un parti électoral de masse, est largement due à l'incorporation de millions de fonctionnaires des classes moyennes, de retraités et de petits entrepreneurs. Beaucoup soutenaient le Pasok auparavant. Ils ont voté Syriza pour retrouver leurs conditions de vie et la stabilité de l'emploi de la précédente période de « prospérité » (2000-2007) qu'ils avaient obtenue au sein de l'UE. Le rejet total du Pasok et de la Nouvelle Démocratie fut l'aboutissement de 5 années de profondes souffrances qui auraient pu provoquer une révolution dans un autre pays. Leur radicalisme commença par des manifestations, des marches, et des grèves qui furent autant de tentatives de pression sur les régimes de droite pour qu'ils changent le cap de l'UE et que cesse l'austérité tout en restant au sein de l'UE.

Ce secteur de Syriza est « radical » en ce qu'il oppose le conformisme présent à la nostalgie du passé — le temps des vacances à Londres et Paris financées par l'euro, du crédit facile pour acheter voitures et mets importés, pour 'se sentir moderne' et 'européen' et parler anglais !—

La politique de Syriza reflète, en partie, cette part ambiguë de son électoral. D'un autre côté, Syriza s'est assuré le vote des jeunes radicaux, chômeurs et travailleurs, qui n'ont jamais fait partie de la société de consommation et qui ne s'identifient pas à « l'Europe ». Syriza s'est imposé comme un parti de masse en moins de 5 ans et ses sympathisants comme ses dirigeants reflètent un haut degré d'hétérogénéité.

La branche la plus radicale, idéologiquement, est représentée principalement par des groupes marxistes qui à l'origine se sont regroupés pour former un parti. La branche des jeunes chômeurs s'y est jointe suite aux émeutes contre la police déclenchées par l'assassinat d'un jeune activiste lors des premières années de la crise. La troisième vague est composée en majorité de milliers de fonctionnaires licenciés et de retraités qui ont souffert de larges coupes dans leurs pensions sur ordre de la troïka en 2012. La quatrième vague représente les membres de l'ex-Pasok qui ont fui le naufrage d'un parti en faillite.

La gauche de Syriza se trouve principalement dans la base populaire et parmi les dirigeants des mouvements locaux issus des classes moyennes. Les grands dirigeants de Syriza qui tiennent les postes-clés sont des universitaires, dont certains étrangers. Beaucoup sont des membres récents voire ne sont même pas membres du parti. Peu d'entre eux ont pris part aux luttes de masse — et beaucoup n'ont que peu de liens avec les militants de base. Ils sont les plus enclins à signer un « accord » trahissant des grecs appauvris.

Depuis que Syriza a remporté les élections en 2015, le parti a commencé à enterrer son programme initial de changements structurels radicaux (socialisme) et à adopter des mesures visant à s'adapter aux intérêts du secteur des affaires grecques. Tsipras a parlé de la « négociation d'un accord » dans le cadre d'une Union européenne dominée par les Allemands. Tsipras et son ministre des Finances ont proposé de renégocier la dette, l'obligation de payer et 70 % des réformes ! Quand un accord a été signé, ils ont complètement capitulé !

Pendant un court moment, Syriza a maintenu une position double : « s'opposer » à l'austérité et parvenir à un accord avec ses créanciers. Cette politique « réaliste » reflète les positions des nouveaux ministres universitaires, des anciens membres du Pasok et de la classe moyenne qui s'enfoncent. La rhétorique et les postures radicales de Syriza sont révélatrices de la pression des chômeurs, de la jeunesse et de la masse pauvre, qui seraient ceux qui auraient à perdre si un accord de paiement aux créanciers était négocié.

Union européenne-Syriza : les concessions avant la lutte ont mené à la reddition et à la défaite

La « dette grecque » n'est pas vraiment une dette des grecs. Les créanciers institutionnels et les banques européennes ont prêté sciemment et à grand risque de l'argent à des kleptocrates, des oligarques et des banquiers qui en ont siphonné la plus grande partie dans des comptes en Suisse, dans de l'immobilier de grand standing à Londres et à Paris, activités incapables de générer des revenus afin de rembourser la dette. En d'autres termes, la dette est en grande partie illégitime et a été mise à tort sur le dos des grecs.

Syriza, depuis le début des « négociations », n'a pas remis en question la légitimité de la dette ni identifié les catégories spécifiques de personnes et les entreprises qui devraient la payer.

De plus, pendant que Syriza contestait la politique « d'austérité », il ne remettait pas en cause les organisations et les institutions européennes qui l'imposaient.

Depuis ses débuts, Syriza a accepté l'adhésion à l'Union européenne. Au nom du « réalisme », le gouvernement Syriza a accepté de payer la dette ou une partie de celle-ci comme base de négociation.

Structurellement, Syriza a développé une direction très centralisée dans laquelle toutes les décisions majeures sont prises par Alexis Tsipras ; ce qui limite l'influence des militants de base

radicalisés. Cela a facilité les « compromis » avec l'oligarchie de Bruxelles qui vont à l'encontre des promesses de campagne et qui peuvent mener à la perpétuelle dépendance de la Grèce aux dirigeants et créanciers de l'UE.

De plus, Tsipras a resserré la discipline au sein du parti au lendemain de son élection, s'assurant qu'aucun compromis douteux ne ferait l'objet d'un quelconque débat public ou d'une révolte extra-parlementaire.

L'Empire contre le succès démocratique grec

Lors des élections parlementaires grecques, probablement les plus importantes depuis la Seconde Guerre mondiale, les travailleurs grecs ont défié une incroyable campagne médiatique de peur et ont voté massivement pour le parti de gauche, anti-austérité, Syriza.

Dès l'instant où Syriza a reçu un mandat démocratique, l'élite de l'UE a suivi la route autoritaire typique de tous les monarches impériaux. Elle a exigé de Syriza :

- 1. une reddition inconditionnelle,
- 2. le maintien des structures, politiques et pratiques du précédent régime vassal de coalition (Pasok-Nouvelle Démocratie)
- 3. que Syriza suspende toute réforme sociale, (augmentation du salaire minimum, augmentation des dépenses dans le secteur des retraites, de la santé, de l'éducation et de la lutte contre le chômage)
- 4. que Syriza se plie aux directives économiques strictes et à la supervision développées par la Troïka (la Commission européenne, la Banque centrale européenne, et le Fonds monétaire international)
- 5. que Syriza conserve l'objectif actuel d'excédent budgétaire primaire de 4,5 % du PIB en 2015-2017.

Pour renforcer sa stratégie de strangulation du nouveau gouvernement, Bruxelles a menacé de couper brusquement toutes les facilités de crédit présentes et futures, de réclamer tous les paiements de dette, de mettre fin à l'accès aux fonds d'urgence, et de ne pas soutenir les obligations bancaires grecques — lesquelles fournissent les prêts aux entreprises locales.

Bruxelles offre à Syriza la funeste « solution » de commettre un suicide politique en acceptant le diktat qui lui est imposé, s'aliénant ainsi son électoral. En trahissant son mandat, Syriza se confronterait à des manifestations de colère populaire. En rejetant le diktat de Bruxelles et en mobilisant son électoral, Syriza pourrait chercher de nouvelles sources de financement, en imposant un contrôle des capitaux et en s'orientant vers une « économie d'urgence » radicale.

Bruxelles s'est retranché sur ses positions et a fait la sourde oreille aux premières concessions de Syriza, préférant interpréter celles-ci comme une avancée vers une capitulation totale, au lieu d'y voir des efforts pour parvenir à un « compromis ».

Syriza a déjà abandonné ses de-

mandes d'effacement de grandes parts de la dette, en faveur d'une extension de la période de recouvrement de celle-ci. Syriza a accepté de continuer à payer ses échéances, du moment qu'elles soient liées au taux de croissance économique. Syriza accepte la supervision de l'UE, tant qu'elle n'est pas menée par la Troïka honnie, laquelle a des connotations toxiques pour la plupart des Grecs. Malgré tout, les changements sémantiques ne changent pas la substance de la « souveraineté limitée ».

Syriza a déjà accepté une dépendance structurelle à moyen et long terme dans le but de s'assurer le temps et la marge de manœuvre nécessaires afin de financer ses programmes populaires à court terme. Tout ce que Syriza demande c'est un minimum de flexibilité fiscale sous la supervision de « radicaux » ayant la qualité de ministre des Finances allemand !

Syriza a temporairement suspendu les privatisations en cours de secteurs clés de l'infrastructure (infrastructures portuaires et aéroportuaires), de l'énergie et des télécommunications. Cependant, elle n'y a pas mis fin, ni révisé les privatisations passées. Mais pour Bruxelles, la « liquidation » des lucratifs secteurs stratégiques grecs est une partie essentielle de son agenda de « réformes structurelles ».

Les propositions modérées de Syriza et ses efforts pour opérer dans le cadre structurel de l'UE établi par les précédents gouvernements vassaux ont été rejetés par l'Allemagne et ses 27 larbins de l'UE.

L'affirmation dogmatique de politiques extrémistes, ultra néolibérales de l'UE, y compris le démantèlement de l'économie nationale grecque et le transfert des secteurs les plus lucratifs dans les mains d'investisseurs impériaux, est répétée dans les pages de tous les principaux quotidiens. Le Financial Times, le Wall Street Journal, le New York Times, le Washington Post, Le Monde sont des armes de propagande de l'extrémisme de l'Union européenne. Confronté à l'intransigeance de Bruxelles et face au « choix historique » de la capitulation ou de la radicalisation, Syriza a essayé de persuader des gouvernements clés. Syriza a tenu de nombreuses réunions avec des ministres de l'UE. Le Premier ministre Alexis Tsipras et le ministre des Finances Yanis Varoufakis sont allés à Paris, Londres, Bruxelles, Berlin et Rome pour chercher un accord de « compromis ». Cela n'a servi à rien. L'élite bruxelloise martelait sans relâche : « La dette devra être payée entièrement et dans les temps ».

La Grèce devrait restreindre ses dépenses pour accumuler un surplus de 4,5 % ce qui assurerait les paiements aux créanciers, aux investisseurs, spéculateurs et kleptocrates.

Le manque de toute flexibilité économique de l'Union européenne, comme de toute disposition à accepter le moindre compromis, est une décision politique : humilier et détruire la crédibilité de Syriza en tant que gouvernement anti-austérité aux yeux de ses soutiens nationaux et de ceux qui seraient susceptibles de l'imiter à l'étranger, en Espagne, en Italie, au Portugal ou en Irlande [8].

Conclusion

L'étranglement de Syriza fait partie intégrante du processus, long de 10 ans, visant à l'assassinat de la Grèce par l'Union européenne. Une réponse brutale à la tentative héroïque d'un peuple entier, projeté dans la misère, condamné à être dirigé par des conservateurs kleptocrates et des sociaux-démocrates.

Les empires ne se défont pas de leurs colonies par des arguments raisonnables ni par la faillite de leurs « réformes » régressives.

L'attitude de Bruxelles envers la Grèce est guidée par la politique du « diriger ou ruiner ». « Sauvetage » est un euphémisme pour recycler les financements, traversant la Grèce et retournant aux banques contrôlées par la zone euro, pendant que les travailleurs et salariés grecs sont accablés par une dette toujours plus importante et une domination durable. Le « plan de sauvetage » de Bruxelles est un instrument de contrôle par des institutions impériales, qu'elles s'appellent Troïka ou autre.

Bruxelles et l'Allemagne ne veulent pas de membres contestataires, ils peuvent néanmoins condescendre à faire de petites concessions afin que le

ministre des Finances Varoufakis puisse revendiquer « une victoire partielle » — une comédie grotesque ayant pour euphémisme : « Rampez ! Sinon... »

Le plan de sauvetage sera décrit par Tsipras-Varoufakis comme étant « nouveau » et « différent » des accords passés ou encore comme un repli « temporaire ». Les Allemands peuvent « accorder » à la Grèce de réduire son excédent de budget primaire de 4,5 à 3,5 % l'an prochain — mais elle devra toujours réduire les fonds destinés à stimuler l'économie et « reporter » la hausse des retraites, des salaires minimums...

Les privatisations et autres réformes régressives ne s'arrêteront pas, elles seront « renégociées ». L'État ne gardera qu'une « part » minoritaire.

On demandera aux ploutocrates de payer quelques taxes supplémentaires mais pas les milliards d'euros d'impôts non payés au cours des dernières décennies.

De même les kleptocrates du Pasok-Nouvelle Démocratie ne seront pas poursuivis en justice pour pillage et vol.

Les compromis de Syriza démontrent que la définition délirante donnée par la droite (The Economist, Financial Times, New York Times, etc.) de Syriza comme appartenant à la « gauche dure », ou ultra-gauche n'est nullement fondée sur la réalité. Car « l'espoir pour l'avenir » de l'électorat grec pourrait à présent virer à la colère. Seule une pression populaire peut inverser l'apparente capitulation de Syriza, et les infortunés compromis du ministre des Finances Varoufakis. Comme celui-ci manque de soutien dans son parti, Tsipras peut facilement le démettre pour avoir signé un « arrangement » qui sacrifie les intérêts fondamentaux du peuple.

Cependant, si, dans les faits, le dogmatisme de l'Union européenne et son intransigeance excluent même les accords les plus favorables, Tsipras et Syriza (contre leur volonté) pourraient être forcés de quitter l'Empire de l'euro et faire face au défi de bâtir une politique et une économie vraiment nouvelles et radicales, en tant qu'État libre et indépendant.

Une sortie réussie de la Grèce de l'Empire germano-bruxellois entraînerait probablement la dissolution de l'UE, car d'autres États vassaux se rebelleraient et suivraient l'exemple grec. Ils renieraient non seulement l'austérité mais aussi leurs dettes extérieures et le paiement éternel des intérêts. L'empire financier tout entier — le prétendu système financier mondial pourrait être ébranlé... La Grèce pourrait redevenir le « berceau de la démocratie ».

Il y a trente ans, je fus un participant actif et un conseiller pendant trois ans (de 1981 à 1984), du Premier ministre Papandréou. Tout comme Tsipras, il a commencé avec des promesses de changement radical et a fini par capituler devant Bruxelles et l'Otan, se rangeant aux côtés des oligarques et des kleptocrates au nom de « compromis pragmatiques ». Espérons que face à une révolte de masse, le Premier ministre Alexis Tsipras et Syriza prendront un tout autre chemin. L'Histoire n'est pas obligée de se répéter comme une tragédie ou une farce.

Notes

- [1] Financial Times 7-8/2/15, p. 3.
- [2] Financial Times 10/2/15, p. 2.
- [3] Financial Times 2/6/15, p. 3.
- [4] Financial Times 9/2/15, p. 2.
- [5] Le compte-rendu du régime d'Andreas Papandréou s'appuie sur mon expérience personnelle, des interviews et des observations et sur mon article (écrit en collectif) « Socialisme grec : L'État patrimonial revisité » paru dans Paradoxes méditerranéens : la structure politique et sociale de l'Europe du Sud, James Kurth et James Petras (Oxford : presse de Berg 1993/ pp. 160-224).
- [6] The Economist 17/1/15, p. 53.
- [7] Financial Times 13/2/15, p. 2.
- [8] The Economist 1/17/15, p. 53.

James Petras Professeur émérite de sociologie à l'université Binghamton de New York. Dernier ouvrage publié en français : La Face cachée de la mondialisation : L'Impérialisme au XXIe siècle, (Parangon, 2002). Dernier ouvrage publié en anglais : The Arab Revolt and the Imperialist Counter Attack, (Clarity Press, 2011).

Traduction: Les Crises Réseau Voltaire international 5 avril 2015

GUARINO FUNERAL HOME



*Serving the Haitian Community
for Over 30 Years*

9222 FLATLANDS AVENUE
BROOKLYN, NY 11236

718-257-2890

FRANTZ DANIEL JEAN FUNERAL SERVICES INC.



- Funerals in All Boroughs
- Transportation of Remains
- Cremation

Nou pale kreyòl.

**5020 Foster Avenue
Brooklyn, NY 11203
718.613.0228**

Suite de la page (7)

des colonies hispaniques devenues des nations souveraines. Selon le Dr Jean Price Mars : « Les voûtes du Capitole résonnent sous la stridence des plus violentes récriminations contre l'éventualité que de telles discussions pussent avoir lieu à Panama »

Ce projet irrita le sénateur Thomas Hart Benton, du Missouri, jusqu'à ce qu'il s'écria : « Notre politique envers Haïti a été fixée. Nous avons établi des relations commerciales avec elle, mais pas de relations diplomatiques. Nous ne recevons pas ses Consuls mulâtres ou ses Ambassadeurs noirs. Et pourquoi ? Parce que la Paix de onze États ne permettra pas l'exhibition parmi eux des fruits d'une insurrection nègre qui a réussi. Elle ne permettra pas aux Ambassadeurs et aux Consuls noirs de donner à leurs congénères noirs des États-Unis la preuve en main des honneurs qui les attendent s'ils tentent un effort similaire. Elle ne permettra pas que ce fait soit vu et qu'il soit dit que pour le meurtre de leurs maîtres et de leurs maîtresses, ils trouveront des amis parmi les blancs des États-Unis. »

Et à Edward Everette, de Massachusetts, de renchérir : « Je céderai, dit-il, tout le continent à qui voudrait le prendre : à l'Angleterre, à la France, à l'Espagne. Je souhaiterais qu'il s'engloutisse dans le sein de l'Océan avant que je vois quelque part de la blanche Amérique, être convertie en une Haïti continentale par cet affreux processus d'effusion de sang et de désolation par quoi seule une telle catastrophe eut pu être réalisée... »

Telle était l'atmosphère saturée de haine, de préjugés, d'hostilité dans laquelle la question haïtienne se débattait aux États-Unis entre les années 1822-1826 au moment même où les difficultés avaient surgi dans les modalités et les tentatives d'ajustement de la réunification intégrale de l'île d'Haïti réalisée en 1822.

Les classes dominantes à l'Est n'éprouvaient aucun ressentiment contre l'Espagne qui maintenait l'esclavage dans cette partie de l'île où ils vivaient et qui les abandonna par la suite. De façon paradoxale, c'est contre Haïti, leur bienfaitrice, que les éléments de la bourgeoisie dominicaine émergente allaient diriger leur rancœur et leur racisme. De bienfaiteurs, ils avaient fait de nous leurs ennemis.

Et c'est dans ce climat délétère

et pervers qu'a eu lieu le massacre à la machette des citoyens Haïtiens en octobre 1937 ; massacre ordonné par le dictateur Rafael Léonidas Trujillo. C'est aussi dans ce contexte malsain que Joaquin Balaguer avec son cerveau *al revès* (à l'envers) allait développer ses thèses furieusement racistes contre les Haïtiens. Nous n'avons même pas besoin de parler de ce cynique arrêt raciste TC 168/13 de la Cour constitutionnelle dominicaine stipulant d'enlever la nationalité dominicaine à plus de 200.000 citoyens d'origine haïtiano-dominicaine.

Alors qu'aucun Haïtien n'aurait eu besoin d'aucun papier pour circuler librement dans la partie orientale, puisque ce coin de terre historiquement lui appartenait aussi bien qu'aux Dominicains qui devraient eux aussi être libres de circuler en Haïti.

La séparation était devenue fatale entre l'Ouest et l'Est bien que derrière les rideaux les ambassadeurs français, les étrangers ont beaucoup manipulé les habitants de l'Est pour les soulever contre la politique de Boyer qui, sans aucun doute, s'est soldée par un échec total ; mais quand bien même, il avait osé réunir les deux parties de l'île ; vu que la partie Est était authentiquement haïtienne depuis la capitulation des Français dans la guerre de l'indépendance.

Nous venons d'étaler le soi-disant dossier d'occupation de la République dominicaine par Haïti. Que cette mise au point serve d'avertissement à tous les détracteurs racistes et ennemis du peuple haïtien.

Ce que nous devons enfin retenir de tout cela est que les habitants de la partie de l'Est, aujourd'hui République Dominicaine n'ont aucun problème avec ce qui fut l'occupation par la France et l'Espagne ; ils n'en parlent même plus. Mais leur plus grand handicap psychologique n'est pas réellement l'esprit d'unification de l'île comme le voulaient bien Toussaint et Dessalines, ni la fin de la pratique du système esclavage qui régnait encore à l'Est ; il s'agit plutôt d'un cauchemar dicté par un racisme puéril et malsain enseigné par les classes dominantes exploiteuses, originaires des Métropoles Françaises et Espagnoles qui alimentent une politique anti-haïtienne, une autre façon de nous faire payer le fait de les avoir combattus et d'avoir éliminé leur business de trafiquants d'hommes et de femmes d'Afrique.

Suite de la page (13)

avec le président Sebastian Pinera, remplacé depuis par la présidente Michelle Bachelet qui a promis de revenir sur les décisions de son prédécesseur.

L'éducation, qui devient un produit de luxe, entraîne un phénomène inquiétant qui se généralise : l'endettement des étudiants. Véritable bombe à retardement, ce phénomène pourrait bientôt devenir la nouvelle bulle financière en voie d'explosion.

Par ailleurs, il faut noter que le combat contre les mesures d'austérité n'est pas le seul motif qui a poussé les manifestants dans la rue à Montréal. En effet, ces derniers luttent également contre les hydrocarbures et les conséquences environnementales désastreuses qu'ils provoquent dans le pays. Les manifestants dénoncent notamment le Plan Nord de l'ex premier ministre, Jean Charest et de son successeur Philippe Couillard, un plan qui a pour but d'étendre l'exploitation minière. Ainsi, au volet socio-économique vient s'ajouter un volet écologique. A l'issue de la manifestation de jeudi, les étudiants ont appelé à un large rassemblement le 1er mai prochain.

Mesures liberticides et répressions policières

Pour contrer les manifestants, le gouvernement québécois use de tous les moyens pour intimider les étudiants. Il y a trois ans déjà, les forces de l'ordre n'hésitaient pas à réprimer brutalement ceux qui avaient osé battre le pavé. Les scènes montrant des étudiants aux visages ensanglantés témoignaient de la violence avec laquelle les policiers chargeaient les personnes venues manifester. Les policiers ayant échoué à renvoyer les manifestants chez eux, le gouvernement de M. Charest avait donc décidé d'utiliser l'arsenal législatif pour faire taire la contestation étudiante. Le 18 mai 2012, soit deux mois après le début des manifestations, la loi 78 fut promulguée. Elle restreignait alors le droit de manifestation, la liberté d'expression ainsi que la liberté d'association. Une loi qui créa un tollé notamment au sein d'un groupe d'historiens qui déclara que : « Rarement, a-t-on vu une agression aussi flagrante être commise contre les droits fondamentaux qui ont sous-tendu l'action sociale et politique depuis des décennies au Québec ».

En juin de la même année, l'article municipal 19.2 du règlement sur la paix et le bon ordre de la ville de Québec créa une forte polémique. Cet article déclara illégal toute manifestation dont le parcours ne serait pas communiqué à l'avance. Une mesure qui visait avant tout à décourager les manifestants. Puis, en 2012 comme aujourd'hui, les policiers utilisent l'article 501 de la sécurité routière pour empêcher les manifestants de se rassembler dans les rues, arguant qu'ils gênent la circulation. Bref, autant d'articles et de lois liberticides qui n'ont qu'un seul objectif, hier comme aujourd'hui : celui de mettre fin à la contestation étudiante. Mais rien y fait, ces étudiants sont là et tenaces.

Le 24 mars dernier, la police a

procédé à des arrestations de masse. Pas moins de 274 étudiants ont été encerclés alors qu'ils manifestaient devant le Parlement Québécois. Ils ont tous écopé d'une amende de 220 (dollars ?) dont ils devront s'acquitter. Deux jours plus tard, soit le 26 mars, une manifestation pacifique a dérapé. Les policiers usèrent de gaz lacrymogènes contre les manifestants. Une jeune étudiante, Naomi Tremblay-Trudeau fut violemment et lâchement prise à partie par un policier, Charles Scott Simard qui fut accusé par les manifestants d'avoir tiré presque à bout portant sur la jeune manifestante. Les images montrant la jeune fille à terre, les lèvres déchirées et ensanglantées témoignent de la violence de l'attaque.

Ce jeudi 2 avril encore, alors que la manifestation prenait fin, des policiers s'en sont pris aux manifestants, les rouant parfois de coups et procédant à de nombreuses arrestations.

Ces scènes de violence sont malheureusement courantes au Québec où, comme aux États-Unis par exemple, les mouvements sociaux, et notamment ceux menés par les étudiants, sont durement réprimés.

Il faut dire que les policiers québécois jouissent du soutien des partis dominants qui leur permet d'agir en toute impunité. Le maire de Québec a par ailleurs apporté son soutien aux policiers en déclarant « les étudiants qui se plaignent de brutalité policière n'ont qu'eux à blâmer ». Le ministre de l'éducation, François Blais, a quant à lui menacé les « d'expulser de l'Université les étudiants qui exagèrent pour donner l'exemple » avant de déclarer avec mépris et arrogance « on fait ça avec les enfants pour corriger leur comportement ».

Encore une fois, ces scènes de répression policière rappellent les violences perpétrées lors du mouvement Occupy Wall Street à New-York, des manifestations étudiantes à Londres ou à Santiago du Chili. Autant d'exemples qui montrent le vrai visage du système répressif libéral. Quand l'ordre capitaliste se sent menacé, il n'hésite pas à envoyer sa machine répressive pour mater ceux qui osent défier l'ordre établi.

La force comme recours ultime face aux protestataires. Une violence arbitraire qui met en exergue le visage noir des sociétés libérales. Les droits de l'homme, la démocratie, la liberté sont ainsi réduits à néant lorsqu'il s'agit de faire passer des lois impopulaires. Le cas du Québec en est le parfait exemple. Face à cet État de droit en décrépidité, les manifestants ont appelé à un rassemblement le vendredi 10 avril prochain pour dénoncer notamment les atteintes à la liberté d'expression et les violences policières.

Circulez y'a rien à voir

Le moins que l'on puisse dire après ces rassemblements monstres, c'est que les médias dominants ne se sont pas bousculés pour couvrir les manifestations. En témoigne le peu voire le manque d'informations concernant les événements au Québec. Ni les chaînes de télévision, ni les journaux, ni les radios

ne se sont penchés sur ce qui se passe actuellement au Canada.

Sur la chaîne française d'information continue Itele, silence radio. Le journal de 20h de France 2 s'est également montré très discret vis-à-vis des événements outre-Atlantique. Sur le site internet du quotidien Le Monde, un ridicule article de deux paragraphes relatant brièvement les manifestations. Sinon, on peut trouver sur ce même site un article intitulé « Au Québec, des chats s'encartent à des partis politiques ». Sans commentaire.

Quant au quotidien Libération, également très discret, il a préféré parler d'« échauffourées » pour qualifier les violences policières. Un euphémisme qui en dit long sur ce coupable et complice silence médiatique. Pourquoi trois jours après les manifestations, aucun média ou presque ne s'est-il intéressé aux manifestations anti-austérité ?

Comment expliquer qu'un mouvement d'une telle ampleur portant des revendications légitimes ne retienne pas l'attention des grands médias ? Peut-être considèrent-ils que ce genre d'informations n'intéressera pas l'opinion publique préférant ainsi insister sur les faits divers comme en témoigne l'obsession qu'est devenu depuis plus de 10 jours le crash de l'Airbus de la Germanwings ? Néanmoins, ce qui explique le mieux ce silence médiatique, c'est sans doute la volonté de ne pas souffler des idées de révolte à ceux qui, en Europe, de Paris à Londres en passant pas Lisbonne, souffrent des politiques de rigueur imposées par les institutions financières internationales.

Montrer ces images de manifestations d'étudiants, de familles, de professeurs, de travailleurs pourrait encourager tous ceux qui font face dans leur pays à des politiques visant au désengagement de l'État dans les services publics. La révolte est contagieuse, c'est pour cela que nos chers médias, aux mains de puissants hommes d'affaires eux-mêmes à l'origine de ces mesures d'austérité, ne font pas état des révoltes en cours au Québec et dans le monde. Lorsque les étudiants descendaient dans la rue à Santiago du Chili ou à Bogotà pour exiger la fin des politiques néolibérales, la presse n'y faisait que rarement écho.

Cela a au moins le mérite de confirmer le rôle de garant de l'ordre social qu'ont les médias dominants dans les pays occidentaux. Promouvoir le système dominant et réduire au silence ceux qui le contestent. Une gymnastique journalistique exécutée à merveille.

Indignation sélective

Mais le plus grave dans tout cela, c'est le manque de condamnation de la fameuse « communauté internationale », en réalité l'Occident, face aux flagrantes violations des droits de l'homme en marge des manifestations. Répressions policières, atteintes à la liberté d'expression, de manifestation, d'association, criminalisation des mouvements étudiants, intimidations...

Suite à la page (19)

Suite de la page (6)

nan koumansman 2004 gen espesyalis ki prevwa nan 15an Ayiti ap fin tounen yon dezè paske to rebwazman an 4 fwa pi ba pase to debwazman an . Chak ane yo koupe 4 milyon tòn pyebwa ann Ayiti pou pwodui enèji. Tit atik la se *Haïti: combattre le reboisement ou les inégalités sociales?*

Sa fè m sonje yon dokimantè mwen te wè depi yon bon bout tan. *Pòtoprens pa m* se reyalizasyon yon kibèn ki rele Rigoberto Lopez ak konsèye espesyal Frantz Voltaire. Li tire pòtre anviwonman kapital la k ap degrade anba pwoblèm migrasyon, eksplozyon demografik, inondasyon, pwoblèm dlo potab, elektrisite, lojman elatriye. M te sezi tandè sosyològ Sa-

bine Mallebranche deklare gen 48.5% matyè fekal k ap flannen nan lè a. An revanch mwen pa t etone ditou lè m tandè yon jenn gason 25 lane nan Bar-yè Jo ki di li menm ak parèy li yo se yon jenerasyon pèdi, yo pa gen anyen y ap tann pou benefisyè ankò. Nan finisman fim nan enjenyè achitektè Lesly Voltaire te swete pou Jalouzi vin pòtre yon tablo Prèfète Duffaut. Jounen jodi a ve li egzose. Menm jan Charles Aznavour panse nan *Emmenez-moi* sanble lamizè mwen di kote ki gen solèy, enjenyè a gen lè te konprann kouch penti te ka bouche malsite. Sete byen konte mal kalkile. Vandredi 27 mas 2015 pèp site ak bidonvil Petyonvil pran lari pou rele chalbari kont enjistis sosyal.

KATOU RESTAURANT
5012 Ave M (Entre E. 51 et Utica) 10h am - 10h pm

Une innovation dans la cuisine haïtienne à Brooklyn
Tous les plats haïtiens réalisés par une équipe de cordons bleus recrutés sous la supervision de Katou
Griots - Poissons - Poissons Gros Sel - Dinde - Poulet - Cabri - Boeuf - Légumes
Bouillon le samedi - Soupe le dimanche - Bouillie de banane le soir
Appelez le **718-618-0920**
Livraison à domicile
Si vous avez du goût, vous ne lâcherez pas Katou Restaurant

AMBLANCE EXPRESS



- Restaurant
- Fritaille
- Patés

2025 Nostrand Avenue (just off Farragut Road) Brooklyn, NY
General Manager: Marie S
718.434.4287

Bar du Boulevard



Fritaille All Day, All Night FREE DELIVERY
Catering For All Occasions. Christenings, Weddings, Parties, Banquets, etc.
1347 Flatbush Avenue (bet. Foster & E. 26th St.) Brooklyn, NY 11226
718.676.7447 & 7448

CATERING & TAKE-OUT
Now 2 Locations in Brooklyn



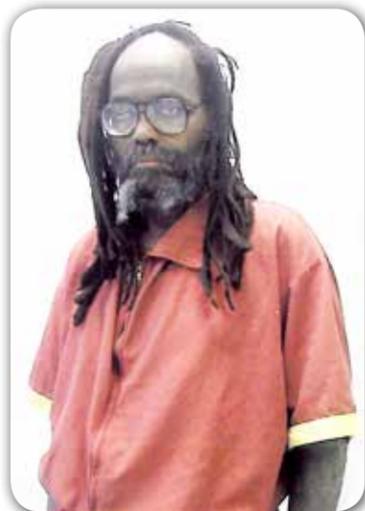


1738 Flatbush Avenue (b/t Aves I & J) 718.258.0509
2816 Church Avenue (b/t Nostrand & Rogers Aves.) 718.856.2100

Dernières informations sur l'état de santé de Mumia Abu-Jamal



Johanna, Pam et Abdul témoignent qu'ils ont partagé avec Mumia un moment émouvant à la lecture de deux courriers, l'un en provenance d'élèves du New Jersey et l'autre de l'Union des étudiants de Philadelphie.



Mumia Abu-Jamal

Les soutiens américains à Mumia se sont à nouveau rendus hier à la prison de Frackville afin d'exiger que l'administration pénitentiaire autorise des médecins spécialistes et indépendants à consulter Mumia. A cette occasion, Johanna Fernandez, Pam Africa et Abdul Jon ont rencontré Mumia. Toujours très faible, il semblait cependant être mieux que lors des visites précédentes en raison sans doute de l'injection d'insuline dont il avait bénéficié juste avant la visite. Il n'a toutefois toujours pas eu la possibilité de consulter des spécialistes, ni pour son diabète, ni pour l'eczéma.

L'amélioration de son état n'est que très légère si l'on en juge par les

très grandes difficultés à sortir de son fauteuil roulant et à se déplacer en marchant. Il a toutefois tenu à ce que des photos soient prises en position debout. Mumia a exprimé à ses visiteurs qu'il vivait mal le fait d'être diminué physiquement et mentalement. Incapable de soutenir son corps, il est tombé en se rendant à la salle de bain de l'infirmerie, restant 45 minutes sur le sol avant qu'un prisonnier et un médecin lui viennent en aide.

Johanna, Pam et Abdul témoignent qu'ils ont partagé avec Mumia un moment émouvant à la lecture de deux courriers, l'un en provenance d'élèves du New Jersey et l'autre de l'Union des étudiants de Philadelphie.

Mumia souriait de la touchante attention dont il était l'objet.

Les photos publiées n'ont d'autre objet que de partager la réalité de l'état physique de Mumia. Difficile à supporter de telles images ! Raison de plus pour exiger un comportement plus humain des autorités américaines afin que son état de santé soit pris en charge par des médecins spécialistes et indépendants.

Exigeons que l'état de santé de Mumia soit pris en charge par des médecins spécialistes indépendants et que sa famille puisse lui rendre visite librement ! Exigeons que Mumia ne retourne pas à la prison ! Exigeons que Mumia soit libéré !

L'Humanité 7 Avril 2015

Fidel a participé aux activités de soutien au Venezuela à la Havane



Le Commandant de la Révolution Cubaine, Fidel Castro, a participé aux activités de soutien au Venezuela qui ont eu lieu cette semaine à La Havane, capitale de l'île, a indiqué ce jeudi le ministre de la Communication et de l'Information, Jacqueline Faria, sur Twitter.

Castro a visité lundi l'Ecole Vilma Espín Guillois à Cuba, et a discuté avec la délégation de la solidarité Bolívar-Martí, a rapporté La Radio del Sur sur son site. "Quand nous sommes arrivés à l'école, il y avait des enfants au visage peint avec le drapeau du Venezuela. Ce fut quelque chose de bon. Quelques minutes plus tard, arriva le leader de la Révolution Cubaine et il a conversé avec 40 personnes pendant une demi-heure. Ils ont parlé de différents sujets concernant le Venezuela, a raconté Luz Nieda Parra, un membre du cortège.

Il a indiqué que pendant cette activité, Castro a conversé avec les Véné-

zuéliens qui sont à La Havane, à qui il a demandé combien de signatures ils ont recueillies contre le décret de l'empire. "Je sais qu'ils en ont plus de 5 millions", a répondu Parra.

La femme a soutenu que le commandant a été ému en voyant une revue éditée dans l'état de Zulia, à l'ouest du Venezuela, sur les deux ans de la disparition physique du leader de la Révolution Bolivarienne, Hugo Chavez. "J'ai vu que dans la revue, il y avait la lettre que j'ai envoyée au président Nicolas Maduro quand le commandant a quitté ce monde. J'ai aussi revu les photos du géant éternel" Il a été très ému et a envoyé son salut à tout le peuple vénézuélien.

La Solidarité Bolívar Martí établit un pont de peuple à peuple. Elle regroupe des membres du Mouvement Nationale de Solidarité Mutuelle Cuba-Venezuela.

AVN 3 Avril 2015

Ce que vous ignorez sur les accords états-uno-iraniens

Par Thierry Meyssan

Depuis deux ans, les États-Unis négocient secrètement un cessez-le-feu régional avec l'Iran. Parvenus à un accord bilatéral, ils ont annoncé une solution au conflit nucléaire et aux sanctions économiques dans le cadre des négociations multilatérales qui traînaient depuis 2003. Témoin privilégié, Thierry Meyssan révèle ce qui est en jeu dans cet imbroglio diplomatique et comment Washington entend organ-

iser le Levant et le Golfe pour les 10 prochaines années.

Depuis mars 2013, les États-Unis et l'Iran se parlent en secret. Ces contacts ont débuté secrètement à Oman. Pour les Iraniens, étouffés par un siège économique et monétaire sans précédent dans l'Histoire, il n'était pas question de céder face à l'impérialisme, mais de parvenir à un cessez-le-feu de quelques années, le temps de reprendre des forces. Pour les États-Unis, qui espèrent déplacer leurs troupes du Proche-Orient vers l'Extrême-Orient,

cette opportunité devait s'accompagner de garanties précises que Téhéran n'en profiterait pas pour étendre un peu plus son influence.

L'équipe états-unienne était dirigée par deux négociateurs hors pair, Jake Sullivan et William Burns. On ignore qui composait la délégation iranienne. M. Sullivan avait été un des principaux conseillers de la secrétaire d'État Hillary Clinton, mais il n'en partageait ni le soutien aveugle à Israël, ni la fascination pour les Frères musulmans. Il organisa les guerres contre la

Libye et contre la Syrie. Lorsque Mme Clinton fut éjectée par le président Obama, il devint conseiller pour la Sécurité nationale du vice-président Biden. C'est à ce titre qu'il a engagé les pourparlers avec l'Iran. M. Burns, quant à lui, est un diplomate de carrière ; et, dit-on, l'un des meilleurs aux États-Unis. Il s'est joint aux discussions en qualité d'adjoint du secrétaire d'État John Kerry.

De ces pourparlers, deux décisions au moins sont sorties. D'abord, le Guide de la Révolution, l'ayatollah Ali Khamenei, veillerait à exclure Esfandiar Rahim Mashaie —l'ancien responsable du Renseignement des Gardiens de la Révolution devenu chef de cabinet et parent par alliance de Mahmoud

Ahmadinejad— de la course à la présidence. De la sorte, l'Iran baisserait le ton dans les instances internationales. Ensuite, les États-Unis veilleraient à faire également baisser le ton de leurs alliés anti-Iraniens et débloqueraient les négociations 5+1 sur le nucléaire de sorte à mettre fin aux sanctions.

De fait, à la surprise générale, le Conseil des Gardiens de la Constitution (dont la moitié des membres est nommée par l'ayatollah Khamenei) censura la candidature d'Esfandiar Rahim Mashaie, alors que les sondages le donnaient gagnant dès le premier tour. Grâce à la division du camp des Révolutionnaires, habilement entretenue par le Guide, le cheikh Hassan Rohani fut

Suite à la page (18)

TAP TAP

HAITIAN RESTAURANT

TAP TAP Restaurant supporting the Haitian people in their struggle for justice and democracy.

819 FIFTH STREET MIAMI BEACH, FLORIDA 33139
Tel. (305) 672-2898

Murette's

BANQUET HALL

Baby Shower • Weddings • Conferences • Dinner Events • Repass
• Birthdays • Graduation • Much More!

4618 Avenue N (btwn Schenectady & E. 46th), Brooklyn, NY
Nou pale kreyòl!
Tel: 646.474.7560

Immaculé Bakery & Restaurant

2 Locations en Brooklyn

Spécialités

- Pâtés • Pain • AK-100 • Gâteaux
- Jus citron • Bonbon amidon
- Bouchées • Cornets
- Pain patate (sur commande)
- Bouillon (chaque samedi)
- Soupe (chaque dimanche)

1227 Nostrand Avenue (entre Hawthorne & Winthrop)
Tél: 718.778.7188

1411 Nostrand Avenue (entre Linden & Martense)
Tél: 718.941.2644

élu. C'était l'homme de la situation, ce religieux nationaliste, avait été le négociateur en chef pour le nucléaire de 2003 à 2005. Il avait accepté toutes les demandes européennes avant d'être relevé de ses fonctions par Mahmoud Ahmadinejad lorsque celui-ci devint président. M. Rohani avait suivi ses études de droit constitutionnel en Écosse et fut le premier contact iranien d'Israël et des États-Unis lors de l'Iran-gate. Lors de la tentative de révolution colorée de 2009, organisée par la CIA avec l'aide des ayatollahs Rafsanjani et Khatami, il prit position pour les pro-Occidentaux contre le président Ahmadinejad. Au passage, son appartenance au clergé permettrait aux mollahs de reprendre l'État aux Gardiens de la Révolution qui en avaient pris le contrôle.

De leur côté, les États-Unis donnaient instruction à leurs alliés saoudiens de baisser également le ton et d'accueillir avec bienveillance le nouveau gouvernement iranien. Durant quelques mois, Riyad et Téhéran se firent des sourires, tandis que cheikh Rohani entraînait en contact personnel avec son homologue états-unien.

Le plan de la Maison-Blanche

L'idée de la Maison-Blanche était de prendre acte des succès iraniens en Palestine, au Liban, en Syrie, en Irak et au Bahreïn et de laisser Téhéran jouir de son influence dans ces pays en échange d'un renoncement à poursuivre l'expansion de sa Révolution. Ayant abandonné l'idée de partager le Proche-Orient avec les Russes, Washington envisageait de le distribuer à l'Arabie saoudite et à l'Iran avant de retirer ses troupes.

L'annonce de cette possible division renforça soudainement la lecture des événements régionaux en un conflit sunnites (Saoudiens)- chiites (Iraniens), ce qui est absurde car la religion des chefs de file ne correspond souvent pas à celle de leurs soutiens.

Cependant, cette division ramenait le Proche-Orient à la période du Pacte de Bagdad [1], c'est-à-dire de la Guerre froide ; sauf que l'Iran prenait la place de l'URSS et que les zones d'influence étaient réparties différemment.

Outre que cela ne pouvait que vexer l'actuelle Fédération de Russie, ce nouveau partage faisait revenir Israël à l'époque où il ne disposait pas du parapluie états-unien. Inacceptable du point de vue du Premier ministre Benjamin Netanyahu, partisan de l'expansion de son pays « du Nil à l'Euphrate ». Il tenta donc tout ce qui était en son possible pour saboter la suite du programme.

C'est pourquoi, alors qu'un accord sur le nucléaire avait été trouvé à Genève début 2014, la négociatrice états-unienne, Wendy Sherman, s'appuya sur les revendications israéliennes pour faire monter les enchères. Elle affirma soudainement que Washington ne se contenterait pas de garanties sur l'impossibilité pour l'Iran de construire la bombe atomique, mais demandait aussi des garanties sur son renoncement à développer des missiles balistiques. Cette surprenante exigence fut repoussée par la Chine et la Russie qui firent valoir qu'elle ne ressortissait pas du Traité de non-prolifération et de la compétence des 5+1.

Ce rebondissement atteste que la bombe atomique n'a jamais été la préoccupation des États-Unis dans cette affaire, même s'ils ont utilisé ce prétexte pour contenir l'Iran avec un terrible siège économique et monétaire. Au demeurant, le président Obama l'a implicitement reconnu, lors de son discours du 2 avril, en faisant allusion à la fatwa du Guide de la Révolution interdisant ce type d'arme [2]. En réalité, la République islamique d'Iran a cessé son programme nucléaire militaire peu après la déclaration de l'ayatollah Khomeiny contre les armes de destruction massives, en 1988. À partir de quoi, Téhéran n'a poursuivi que des recherches civiles, même si certaines pouvaient avoir des implications militaires, pour faire tourner les moteurs de bâtiments de guerre par exemple. La position de l'imam Khomeiny a pris force de loi avec la fatwa de l'ayatollah Khamenei, le 9 août 2005 [3].

Quoi qu'il en soit, Washington considérant que Benjamin Netanyahu est un « fanatique hystérique », a pas-

sé l'année 2014 à trouver une entente avec Tsahal. Progressivement l'idée s'est imposée que, dans le partage régional entre l'Arabie saoudite et l'Iran, on devait imaginer un système de protection pour la colonie juive. D'où le projet de créer une sorte de nouveau Pacte de Bagdad, d'Otan régional, officiellement placé sous présidence saoudienne de manière à être acceptable par les arabes ; mais en réalité présidé par Israël comme l'ancien Pacte était de facto présidé par les États-Unis qui n'en étaient pourtant pas membres. Ce projet a été rendu public par le président Obama dans sa Doctrine de sécurité nationale, le 6 février 2015 [4].

L'accord nucléaire et la fin des sanctions furent donc remis à plus tard. Washington organisa la révolte de Tsahal contre Benjamin Netanyahu, convaincu que le Premier ministre ne resterait pas longtemps au pouvoir. Mais, malgré la création de Commanders for Israel's Security et les appels de presque tous les anciens officiers supérieurs à ne pas voter Netanyahu, celui-ci parvint à convaincre son électoral qu'il était le seul à défendre la colonie juive. Il fut réélu.

Concernant la Palestine, Washington et Téhéran étaient convenus de gérer la situation d'Israël et de créer un État palestinien, conformément aux accords d'Oslo. M. Netanyahu, qui espionnait non seulement les négociations des 5+1, mais aussi les pourparlers bilatéraux secrets, réagit vivement en annonçant publiquement que, lui vivant, jamais Israël ne laisserait reconnaître d'État palestinien. Il déclara de la sorte que Tel-Aviv n'entendait pas respecter sa signature des accords d'Oslo et menait des négociations avec l'Autorité palestinienne depuis une vingtaine d'années uniquement pour gagner du temps.

La Force arabe commune

Pressé d'en finir, Washington et Londres choisirent la rébellion yéménite pour conclure. Les chiites houthis alliés aux soldats fidèles à l'ancien président Saleh avaient exigé et obtenu la démission du président Hadi qui s'était soudain ravisé. À vrai dire ce dernier n'était plus ni légal, ni légitime depuis longtemps. Il avait été prorogé au pouvoir à l'issue de son mandat sur la base d'engagements qu'il n'avait jamais envisagés de respecter. Ni les États-Unis, ni le Royaume-Uni n'avaient de sympathie particulière pour aucun des deux camps qu'ils avaient alternativement soutenus à des moments différents. Ils laissèrent donc l'Arabie saoudite affirmer que cette révolution était un coup d'État et tenter une nouvelle fois d'annexer ce pays. Une opération militaire fut montée par Londres pour soutenir Aden depuis l'État pirate du Somaliland. Simultanément, prétextant de la crise yéménite, la Ligue arabe rendit publique la partie arabe du nouvel Otan régional : la Force commune arabe.

Trois jours plus tard, l'accord des 5+1 qui avait été négocié un an plus



John Kerry et Mohammad Javad Zarif ont conclu un pré-accord politique bilatéral secret. Ce faisant, ils ont conclu un accord public dans le cadre des négociations multilatérales 5+1.

tôt était également rendu public [5]. Toutefois, entre temps, le secrétaire d'État John Kerry et son homologue iranien, Mohammad Javad Zarif, passaient en revue durant une journée complète tous les points politiques en discussion. Il était décidé que Washington et Téhéran feraient baisser la tension en Palestine, au Liban, en Syrie, en Irak et au Bahreïn durant les trois prochains mois et que l'accord de Genève ne serait signé que fin juin et pour 10 ans si les deux parties avaient tenu parole.

Conséquences

- Il est probable que M. Netanyahu tentera à nouveau, au cours des trois prochains mois, de faire échouer le plan états-unien. Il ne serait donc pas étonnant que l'on assiste à des actions terroristes ou à des assassinats politiques non revendiqués, mais dont la responsabilité serait attribuée à Washington ou à Téhéran de manière à empêcher la signature prévue le 30 juin 2015.

Logiquement, Washington encouragera donc une évolution politique en Israël limitant les pouvoirs du Premier ministre. Il faut prendre dans ce sens le discours très dur du président Reouven Rivlin lorsqu'il a chargé M. Netanyahu de former le prochain gouvernement.

- Le Yémen n'a jamais été examiné dans les discussions bilatérales. Si l'accord est signé, ce pays pourrait donc rester le seul point de conflit dans la région durant les 10 années à venir.

- Alors que Washington conclut un accord avec Téhéran et promeut une alliance militaire autour de l'Arabie saoudite, il mène une politique inverse avec les sociétés de ces États. D'un côté, il favorise une division de la région entre États ; de l'autre il fragmente les sociétés au moyen du terrorisme et vient même de créer un

sous-État terroriste, l'Émirat islamique (« Daesh »).

- Originellement, les États-Unis avaient prévu de constituer la Force commune arabe avec les États du Golfe et la Jordanie, voire ultérieurement le Maroc. Il y a là une cohérence entre les régimes concernés. Cependant, Oman s'est tenu à l'écart bien que membre du Conseil de coopération du Golfe. Tandis que l'Arabie saoudite tente de jouer de son influence pour y inclure à la fois l'Égypte et le Pakistan, bien que ce dernier ne soit pas arabe.

Concernant l'Égypte, Le Caire n'a aucune marge de manœuvre et doit répondre positivement à toutes les sollicitations sans jamais s'engager dans les actes. Le pays n'a aucun moyen de subsistance et ne peut nourrir sa population que grâce à l'aide internationale, c'est-à-dire grâce à l'Arabie saoudite et aux Émirats arabes unis, à la Russie et aux États-Unis. L'Égypte se trouve embarquée dans l'opération « Tempête décisive » au Yémen, toujours aux côtés des gens du Sud comme lors de la guerre civile (1962-1970), sauf que les anciens communistes sont devenus membres d'al-Qaïda et que Le Caire est désormais l'allié de la monarchie saoudienne. À l'évidence, l'Égypte devrait chercher à se retirer au plus tôt de ce bourbier.

- Au-delà du Levant et du Golfe, l'évolution régionale va poser des problèmes à la Russie et à la Chine. Pour Moscou, si le cessez-le-feu de 10 ans est une bonne nouvelle, il est amer de devoir abandonner ses espérances au profit de l'Iran au seul motif d'avoir tardé à reconstituer ses forces après la dissolution de l'URSS. D'où l'accord conclu avec la Syrie pour développer le port militaire de Tartous. La marine russe devrait se réinstaller durablement en Méditerranée, à la fois en Syrie et à Chypre.

Concernant la Chine, le cessez-le-feu états-uno-iranien se traduira rapidement par un transfert des GI's du Golfe vers l'Extrême-Orient. D'ores et déjà, le Pentagone envisage de construire la plus grande base militaire du monde à Brunei. Pour Pékin, mettre son armée à niveau est désormais une course de vitesse : la Chine doit être prête à affronter l'Empire états-unien avant que celui-ci ne soit en capacité de l'attaquer.

Notes

[1] Le Traité d'Organisation du Moyen-Orient (CENTO) ou « Pacte de Bagdad » était une alliance régionale, d'abord pilotée par Londres, puis par Washington bien que les États-Unis n'en soient pas membres, pour contenir l'influence soviétique tout autant que pour arrimer les puissances pro-Occidentales. Il fut signé en 1955 et se termina en 1974 avec la guerre turco-chypriote. Il fut officiellement dissous en 1979 par la Révolution iranienne. Il comprenait l'Irak, l'Iran, le Pakistan, la Turquie, le Royaume-Uni.

[2] "Barack Obama on Framework to Prevent Iran from Obtaining Nuclear Weapons", by Barack Obama, Voltaire Network, 2 April 2015.

[3] On trouvera une étude très complète de la crise nucléaire iranienne dans : « Qui a peur du nucléaire civil iranien ? », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 30 juin 2010.

[4] « Obama réarme », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 9 février 2015.

[5] "Parameters for a Joint Comprehensive Plan of Action regarding the Islamic Republic of Iran's Nuclear Program (summary)", Voltaire Network, 2 April 2015.

Réseau voltaire international | Damas (Syrie) | 6 avril 2015

L&L
UNISEX BEAUTY SALON
Haitian & Dominican Stylist
Men & Women

Haircuts • Shaves • Eyebrows
• Wash & Set • Coloring

UniTransfer • Bill Pay
• CallDirek • NoPin
• Boss Revolution
• Much More

1391 Flatbush Avenue
(btwn Farragut & E 26)
347-622-7247
929-234-6865

HAÏTI EN ONDES & SÉRUM VÉRITÉ

Tous les dimanches de 2 h à 4 h p.m.
Deux heures d'information et d'analyse politiques animées par des journalistes chevronnés haïtiens à la pointe de l'actualité tels:

Guy Dorvil, Henriot Dorcent, Bedwit Dorsainvil, Jean TH Pierre-Louis, Claudy Jean-Jacques, et pour Haïti Liberté, Kim Ives.

En direct avec Jean Claudel Merismas depuis Haïti.

Soyez à l'écoute sur Radyo Panou, Radyo Miramar, et plusieurs autres stations à travers le monde.

Riesar Solutions LLC

Si vous voulez éviter la perte de votre maison à cause de divorce, de testament, de "foreclosure", de "tax liens", et d'autres problèmes, ou si vous aimeriez la vendre rapidement à bon prix, téléphonez:

(800)299-1096

VENUS RESTAURANT

Specializing in Caribbean & American Cuisine

We do Catering Available for all Occasions Fritaille etc..

670 Rogers Avenue (Corner of Clarkson Ave) Brooklyn, NY 11226

"Venus, l'endroit idéal!"
718-287-4949

Le cocktail parfait de l'autoritarisme d'État. Aucun chef d'État occidental pourtant habitué aux leçons de morale en faveur des « droits de l'homme » et de la « démocratie » ne s'est ému face à cette dérive autoritaire du gouvernement québécois. Même silence chez les médias. Ce silence qu'ils ont observé au sujet des manifestations s'est accompagné d'un silence plus grave encore concernant les violences policières. Pas d'indignation, ni de condamnation. Lorsqu'il s'agit d'un pays allié, d'une nation amie, alors tous les coups sont permis.

Un traitement de faveur qui contraste grandement avec le traitement médiatique et les injonctions des chancelleries occidentales vis à vis des manifestations étudiantes au Venezuela. Lorsque le pays en question a décidé de choisir une autre voie sur les plans économique, social et politique en se confrontant ainsi aux intérêts occidentaux, il est la cible permanente des « nouveaux chiens de garde » et des nations occidentales.

L'an dernier, lorsque quelques manifestants sont descendus dans les rues de Caracas pour s'en prendre assez violemment aux bâtiments publics, aux ministères, à la chaîne de télévision Telesur, en France ou encore en

Espagne, les médias comme Le Monde ou El País rendaient alors hommage à ces casseurs en les présentant comme des « combattants » voire des « martyrs » de la « liberté ». Alors que la majorité d'entre eux faisaient partie des fameux Guarimbas, ces groupes d'extrémistes qui n'avaient pour objectif que de déstabiliser les institutions et le gouvernement vénézuélien.

Notons par ailleurs que ces mêmes médias étaient alors les premiers à dénoncer les « répressions policières ». Si, oui, il y en a bien eu des usages disproportionnés de la force de la part de la police bolivarienne, ils ne méritaient sans doute pas cet acharnement médiatique. D'autant qu'au Venezuela le droit de manifester a été respecté et que, dans la majorité des cas, la police a fait usage de la force dans une posture défensive, contrairement à ce que l'on a vu au Québec lors des attaques délibérées des forces de l'ordre. Bref, une indignation à géométrie variable qui donne un aperçu du rôle que jouent les médias dans nos sociétés dites démocratiques.

Conclusion

Les révoltes qui secouent aujourd'hui le Québec s'inscrivent dans un ensemble plus large et qui porte sur des revendications devenues mondiales. En effet, le point commun entre les mouve-

ments étudiants, syndicaux au Canada, en Angleterre, en Espagne, en France, en Grèce, au Chili, est le rejet des politiques néolibérales qui visent à imposer l'austérité à perpétuité.

La « rigueur » ou l'« équilibre » budgétaire qui revient comme un leitmotiv dans la bouche de néolibéraux tels que le premier ministre français Manuel Valls ou le premier ministre belge Charles Michel devient un but obsessionnel que chaque dirigeant souhaite atteindre le plus rapidement possible pour satisfaire ses maîtres à Bruxelles.

Pour ce faire, ils imposent des mesures très impopulaires comme la hausse des frais d'inscription à l'université, le gel des salaires, la suppression du nombre des fonctionnaires, les coupes drastiques dans les budgets de l'État. Tout ceci sous prétexte que « l'État n'a plus les moyens » et qu'il n'y a donc « pas d'alternative ». Pourtant ce n'est pas l'argent qui manque. Les inégalités socio-économiques explosent dans les pays et dans le monde. La crise, désastreuse pour le plus grand nombre, s'avère être une manière pour d'autres d'augmenter de manière spectaculaire leur capital.

De plus, face au terrorisme médiatique et intellectuel qui affirme que seul le chemin néolibéral est possible étant donné le montant élevé des

dettes souveraines, il serait intéressant et fondamental de révéler qui sont les véritables responsables de l'explosion des dettes publiques. En France par exemple, le collectif pour l'Audit Citoyen de la Dette a estimé dans une étude récente que 59% de la dette française était illégitime. Cette dernière n'étant pas le fruit, comme aiment à le répéter les « experts » et les économistes dominants, de l'explosion des dépenses publiques puisqu'elles ont relativement peu augmenté depuis les années 1980 mais du fait que l'État s'est lui-même privé de recettes fiscales en exonérant les plus grandes entreprises et en créant des niches fiscales favorables à la fortune des plus riches. Tout ça dans le but de satisfaire une classe bourgeoise toujours plus avide de profit et d'argent.

Enfin, force est de constater que ces politiques néolibérales imposées depuis maintenant trente ans ont clairement échoué partout où elles ont été mises en place. Que ce soit en Amérique Latine dans les années 1980-1990 ou aujourd'hui en Europe, les mesures d'austérité ont fait exploser le chômage, la pauvreté, les inégalités, la dette... Mais rien n'y fait, les adeptes de ces politiques antisociales et antihumaines ne semblent pas prêts à l'autocritique et à la constatation de leur échec pourtant flagrant.

Sans doute que la classe domi-

nante se permet d'enfoncer tous les jours un peu plus le clou car elle n'a pas en face d'elle de puissants opposants, conscients de leur situation et des intérêts de leur classe, organisés pour lutter contre les coups de butoir du système économique mondial. Le rapport de force est aujourd'hui largement en faveur de la classe possédante qui sait à travers ses médias, ses écoles, ses institutions, faire accepter aux citoyens les politiques qu'elles lui imposent. Elle parvient alors à créer un relatif consensus qui lui permet de continuer sa marche en avant. Et quand certains se lèvent face à cet état de fait injuste et inégal, alors elle fait appel à sa machine répressive dans le but de faire rentrer dans le rang les récalcitrants.

De Montréal à Athènes en passant par Madrid, New-York ou Bruxelles, les manifestations anti-austérité sont la preuve que la classe dominante n'a toutefois pas complètement gagné la bataille. Les foyers de résistance qui ont porté au pouvoir des présidents progressistes en Amérique Latine sont la preuve que malgré les contradictions, les erreurs, les manquements, un autre monde, une autre civilisation, une autre société, un autre système sont possibles. Pour cela, la lutte internationale sera fondamentale et déterminera sans doute l'issue de la bataille en cours.

Investig'Action 6 avril 2015

Directory Classified

Tel: 718-421-0162
editor@haitiliberte.com

ADOPTION

Unplanned Pregnancy? Caring licensed adoption agency provides financial and emotional support. Choose from loving pre-approved families. Call Joy toll free 1-866-922-3678 or confidential email: Adopt@ForeverFamiliesThroughAdoption.org

AUTO DONATIONS

Donate your car to Wheels For Wishes, benefiting Make-A-Wish. We offer free towing and your donation is 100% tax deductible. Call (855) 376-9474

CAREER OPPORTUNITIES

WELDING CAREERS- Hands on training for career opportunities in aviation, automotive, manufacturing and more. Financial aid for qualified students. Job placement assistance. CALL AIM 877-206-4006

EMPLOYMENT

AVON Career or pocket money you decide Call Brandie (Ind Sls rep) 1-800-305-3911 Or sign up online: www.startavon.com Reference code:gsim For award winning support

HELP WANTED

DRIVERS with TLC License WANTED! With or WITHOUT car. GEORGE TOWN CAR SERVICE, Base # B01081, 919 E. 107th St., Brooklyn. Call Victor, 718.642.2222, cell 646.415.3031.

HELP WANTED

DRIVERS with TLC License WANTED! With or without car. ALPHA CAR SERVICE, Flatbush Ave. & Ave. I, Brooklyn. Call 718-859-2900.

HELP WANTED

Driver with a vehicle needed for Wednesday newspaper deliveries. Routes available in New York & Miami. Call 718-421-0162.

HELP WANTED

MR.BULTS'S is currently hiring experienced Class A CDL Drivers in the NY state. If interested in applying, please text "Haul" to 55000 or www.mrbults.com/careers

HELP WANTED

Can You Dig It? Heavy Equipment Operator Career! Receive Hands On Training And National Certifications

Operating Bulldozers, Backhoes & Excavators. Lifetime Job Placement. Veteran Benefits Eligible! 1-866-968-2577

HELP WANTED

ATTEND AVIATION COLLEGE- Get FAA approved Aviation Maintenance training. Financial aid for qualified students. Job placement assistance. Call AIM for free information 866-296-7093

HELP WANTED

\$8,000 COMPENSATION. EGG DONORS NEEDED. Women 21-31. Help Couples Become Families using Physicians from the BEST DOCTOR'S LIST. Personalized Care.

100% Confidential. 1-877-9-DONATE; 1-877-936-6283; www.longislandinvf.com

LAND FOR SALE

UPSTATE NY WATERFRONT! 11 acres- \$69,900 Beautiful woods on bass lake 5 miles to Cooperstown! Private setting for camp, cabin or year round home! Terms avail! 888-479-3394 NewYorkLandandLakes.com

LAND FOR SALE

CONTRACT FELL THRU! 5 acres- \$19,900 or \$254/month! 70% below market! Gorgeous woods, 5 miles to Cooperstown! G'teed buildable! Town rd, utils. Call: 888-905-8847 or go to newyorklandandlakes.com

PERSONAL

Looking for Cayes, Camp Perrin individuals to become parts of a group, a non-profit organization club. For info, email Jean, jean.victor68@yahoo.com; text or call Junior 347.379.5765.

DONATE YOUR CAR
Wheels For Wishes benefiting
MAKE-A-WISH.
Metro New York and Western New York
100% Tax Deductible
*Free Vehicle/Boat Pickup ANYWHERE
*We Accept All Vehicles Running or Not
WheelsForWishes.org *Share the Power of a Wish
Call: (917) 336-1254



WALK TO CREATE A WORLD FREE OF MULTIPLE SCLEROSIS!
REGISTER TODAY!
walkMSnyc.org • 212-463-9791

04.18.15 Staten Island Cloves Lake Park
04.19.15 New York City Pier 26
04.25.15 Rockland County Rockland Lake State Park
04.26.15 Westchester County Glen Island Park
Putnam County Mahopac Volunteer Fire Department

walkMS NYC - Southern NY 2015
MS ONYCHRO GENZYME A SANOFI COMPANY

WE WILL NEVER STOP WALKING FOR MS!



REAL ESTATE
Sebastian, Florida Beautiful 55+ manufactured home community. 4.4 miles to the beach, Close to riverfront district. New models from \$85,000. 772-581-0080, www.beach-cove.com

VACATION RENTALS
OCEAN CITY, MARYLAND. Best selection of affordable rentals. Full/ partial weeks. Call for FREE

brochure. Open daily. Holiday Resort Services. 1-800-638-2102. Online reservations: www.holidayoc.com

WANTED
CASH for Coins! Buying Gold & Silver. Also Stamps, Paper Money, Comics, Entire Collections, Estates. Travel to your home. Call Marc in NY: 1-800-959-3419

ABLE HEALTH CARE
HOME HEALTH AIDES!
EXCELLENT PAY & BENEFITS
FREE Training Classes
Class Start March 9 in Hempstead & Queens
Call for Schedule of Classes in all other areas
COMING SOON - CLASSES IN BROOKLYN
NEW HIGHER PAY RATES
HHA's Aides with Car Needed in All Areas
Full Time, Part Time, Weekends
All Shifts - All Locations
GREAT BENEFITS
Health Insurance
Vacation, Sick Pay, Personal Pay
Immediate work & bonus for HHA's with certificates

ABLE
Certified Home Health Agency

Brooklyn 718-947-3693
Nassau 516-634-2117
Bronx/Westchester 914-470-9929
Queens 718-947-3673
Suffolk 631-729-2384
www.ablehealthcare.com



PLAZA COLLEGE Est. 1916
718.502.6248 | PlazaCollege.edu
118-33 Queens Boulevard, Forest Hills

WE HELP BUILD CAREERS. YOURS IS NEXT.

Let us help you define your goals, discover your skills, and earn a degree that works for you.

- Professional Degree Programs
- Career-Driven Counseling
- Externship Opportunities
- Job Placement Assistance



GRANCHIMEN & FAMILY
WOULD LIKE TO WELCOME YOU TO A

TOUSSAINT L'OUVERTURE
Memorial Event

SATURDAY APRIL 11TH, 2015
5-10 P.M.

@ WALT WHITMAN AUDITORIUM
72 Veronica Place
Brooklyn, NY 11226

Performances
Celebrations
Education

TICKET: \$20.00

FOR MORE INFO CONTACT:
(917) 407-8201
(718) 415-2134

SPONSOR KONBIT NEG ANBA



SAMEDI 18
AVRIL 2015

SELÈS PRODUCTIONS
PRESENTS

4th Annual
ANNIVERSARY
CONCERT

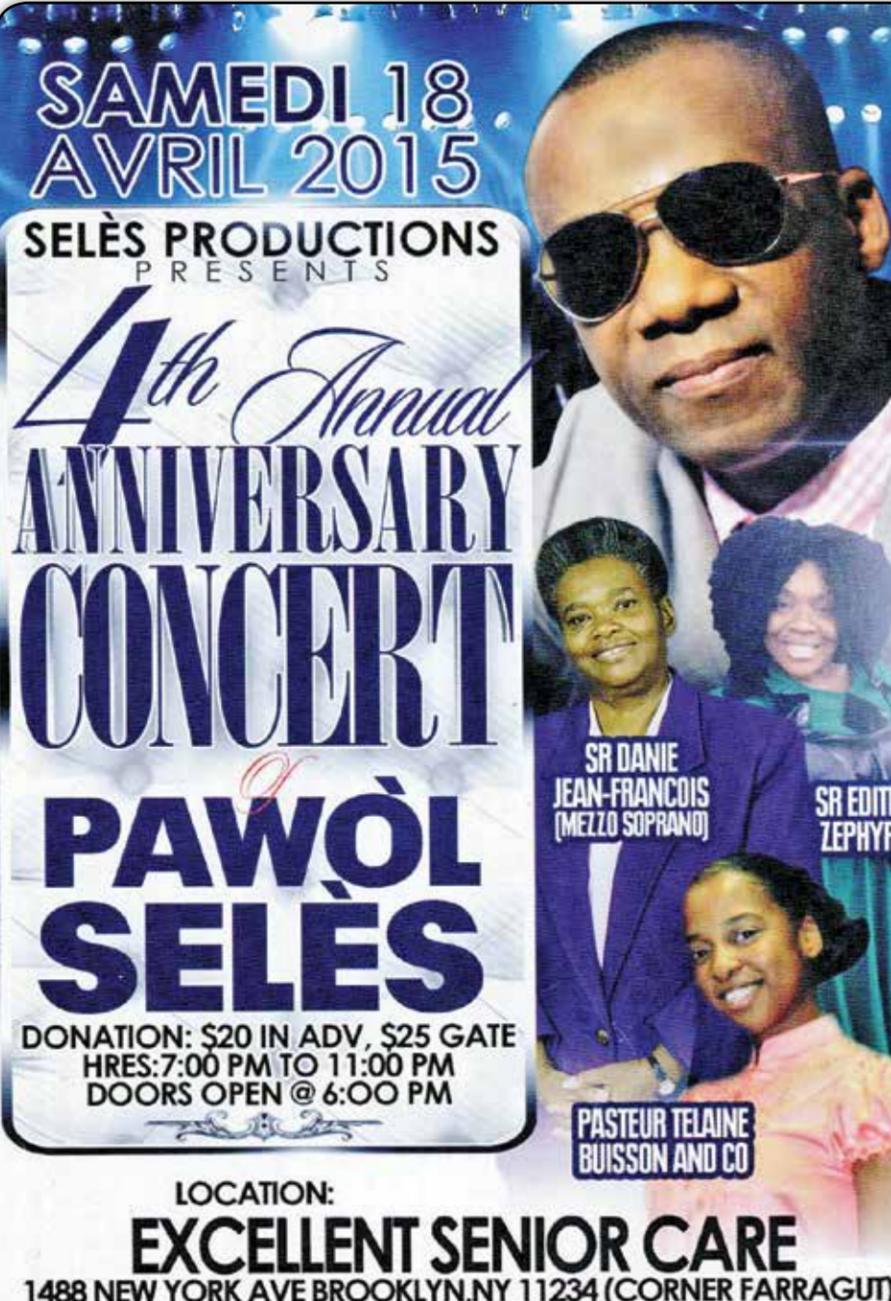
PAWÒL
SELÈS

DONATION: \$20 IN ADV, \$25 GATE
HRES: 7:00 PM TO 11:00 PM
DOORS OPEN @ 6:00 PM

SR DANIE JEAN-FRANCOIS (MEZZO SOPRANO)
SR EDITH ZEPHYR

PASTEUR TELAINE BUISSON AND CO

LOCATION:
EXCELLENT SENIOR CARE
1488 NEW YORK AVE BROOKLYN, NY 11234 (CORNER FARRAGUT)
INFO (718) 419-9517, (917) 293-5670 BUS 44, 6; TRAIN 2 & 5



DINER DANSANT EN SOLIDARITÉ

AVEC

HAÏTI LIBERTÉ

SAMEDI 30 MAI 2015

Au local de la Mechanic Headquarters

65 Putnam Avenue
Between Classon Ave. & Irving Place,
Brooklyn, NY 11238

Donation \$50.00

Occasion:
Fête des mères haïtiennes 9h PM

Musique par DJ Black Love
Et d'autres artistes

Réservations et Informations:
718-421-0162

Soutenir Haiti Liberté est un acte patriotique
et révolutionnaire.
Vous ne le regretterez jamais !

